

40^e SESSION ORDINAIRE
DU CONSEIL EXÉCUTIF DE
L'UNION AFRICAINE

**M. Lamamra
à Addis-Abeba**

P. 24

ALGÉRIE-KOWEÏT-LIGUE ARABE

**Le Koweït confirme sa
participation au prochain
sommet arabe d'Alger**

P. 24

OPEP+

**M. Arkab prend part
aujourd'hui à la 25^{ème}
réunion ministérielle**

P. 24

COVID-19

Benbouzid se félicite de la stabilisation de la situation épidémiologique



CODE DE LA ROUTE

**Entrée en vigueur
des nouvelles
mesures**

P. 3

HYDROCARBURES

**ExxonMobil réalise
un bénéfice net de
23 milliards USD
en 2021**

P. 6

AGRICULTURE

**Lancement d'une opération
de recensement des terres
agricoles inexploitées
dans les wilayas du Nord**

P. 3

SANTÉ

CHOLESTÉROL

**6 symptômes
qui indiquent
que vous en
avez trop**

Pp 12-13

F   T B A L L

TRANSFERT

**L'arrivée de
Belaili à Brest
fait exploser
le nombre
d'abonnés
du club**

P. 21



FOIRE DU LIVRE
DU CAIRE

**Vif intérêt
pour les
œuvres
algériennes**

P. 16

VENTS VIOLENTS DANS
L'EST DU PAYS

**La Protection
civile appelle
au respect
des consignes
de prévention**

P. 8

ALGER

Suspension de l'AEP mercredi dans deux communes



Une suspension de l'alimentation en eau potable sera enregistrée, demain mercredi, dans deux communes de la wilaya d'Alger, en raison des travaux de maintenance d'un ouvrage principale de stockage, a indiqué mardi, dans un communiqué, la Société des eaux et de l'assainissement d'Alger (SEAL).

Ces travaux, localisés au niveau de la commune de la Casbah, engendreront une suspension de l'alimentation en eau potable dans les communes de Bab El Oued et d'Oued Koriche (en partie), a précisé la même source.

SEAL rassure ses clients des communes impactées que «la remise en service de l'alimentation en eau potable se fera progressivement, le jeudi 3 février 2022 à partir de 06 h00 du matin», a ajouté le communiqué.

TRANSPORT FERROVIAIRE

Reprise de la circulation des trains de la banlieue algéroise après des perturbations mardi matin



La Société nationale de transports ferroviaires (SNCF) a annoncé, mardi après-midi, la reprise de la circulation des trains de banlieue algéroise de manière normale, après des perturbations enregistrées durant la matinée, en raison d'un mouvement de protestation des conducteurs.

«La SNCF vous informe de la reprise de la circulation normale des trains de la banlieue d'Alger, selon le programme quotidien», est-il indiqué dans une publication sur la page Facebook officielle de la société.

Les trains de banlieue en partance d'Alger vers El Affroun, Thénia et Zeralda (aller et retour), ainsi que les trains de grandes lignes, ont connu des perturbations dans leur marche, ce mardi matin, suite à un «un arrêt de travail sans préavis, qui a été déclenché ce matin, à 05h00, par des conducteurs de trains de la région d'Alger», selon la SNCF.

HIER À 09 H 11

Secousse tellurique de magnitude 3,7 à Médéa

Une secousse tellurique de magnitude de 3,7 sur l'échelle ouverte de Richter a été enregistrée, mardi à 09 h 11 dans la wilaya de Médéa, indique un communiqué du Centre de recherche en astronomie astrophysique et géophysique (CRAAG).

L'épicentre de la secousse a été localisé à 6 km au nord-est d'El-Omaria, précise la même source.

RESSOURCES EN EAU
Dégel de plusieurs projets d'alimentation en eau potable à Bordj Bou Arreridj

Le ministère des Ressources en eau et de la sécurité hydrique a annoncé, lundi dans un communiqué, le dégel de plusieurs projets visant à améliorer le service public de l'eau potable dans la wilaya de Bordj Bou Arreridj.

Il s'agit en particulier d'étudier et de réaliser un projet visant à alimenter en eau potable la zone industrielle «Meheta Fatima», et les habitants de «Tixter-Bordj Bou Arreridj-El Hamadia», ajoute le document Il est également question de réaliser de nouveaux puits pour renforcer la capacité d'approvisionnement des communes en eau potable, outre l'élargissement des réseaux au niveau des communes de ladite wilaya, précise la même source.

Cette mesure intervient à l'issue de la visite effectuée par le ministre du secteur, Karim Hasni dans la wilaya de Bordj Bou Arreridj le 6 janvier dernier, où il a été décidé de la prise de mesures urgentes pour combler le déficit enregistré dans l'alimentation en eau potable dans la wilaya, en raison de la baisse du niveau du barrage de Aïn Zada qui assure l'approvisionnement de 11 communes et une grande partie du chef-lieu de wilaya, conclut le document.

EL-OUED

Première intervention de reconstruction mammaire effectuée avec succès



Une intervention chirurgicale de reconstruction mammaire, première du genre en Algérie, a été effectuée avec succès dernièrement dans une clinique privée de la wilaya d'El-Oued, a-t-on appris mardi de source médicale.

L'intervention s'est déroulée durant huit heures sur une patiente quadragénaire ayant subi toutes les phases thérapeutiques suite à une mastectomie, a indiqué Taha Touati, praticien spécialiste en chirurgie esthétique.

Selon le praticien, cette opération chirurgicale très délicate, appelée également reconstruction autologue, est menée en technique de lambeau pédiculé qui consiste en l'utilisation de tissus propres du malade (peau, graisse, muscle), et leur greffe sur une autres partie du corps pour recréer le volume du sein.

Il a rappelé qu'il avait d'ores et déjà mené, en exerçant dans le secteur public, des interventions esthétiques réparatrices du sein, jugées, a-t-il dit, inefficaces dans la reconstruction autologue, dernière phase thérapeutique du cancer du sein et très importante au plan psychologique de toute femme ayant subi une mastectomie.

Le cancer du sein, de forte prévalence des autres types de cancer en Algérie, affectant une femme sur douze, est de plus en plus maîtrisé, avec un taux de guérison de 90% des malades, en raison du développement de la médecine et de la prise en charge médicale des patients.

MÉTÉO-BMS

Des vents forts sur plusieurs wilayas de l'Est jusqu'à ce soir

Des vents forts pouvant atteindre ou dépasser parfois 90 Km/h souffleront sur plusieurs wilayas de l'Est du pays jusqu'à mercredi soir, selon un bulletin météo spécial (BMS) émis par l'Office national de la météorologie.

Ainsi, des vents de Nord à Nord-Ouest souffleront sur les wilayas de Sétif, Mila, Constantine, Guelma, Souk Ahras et Oum El Bouaghi avec une vitesse de 60 à 70 km/h atteignant ou dépassant parfois 80 Km/h en rafales durant la validité du BMS, en cours jusqu'à mardi à 23h00. Ces vents forts toucheront également les wilayas de Batna, Khenchela et Tébessa et seront de Nord à Nord-Ouest avec une vitesse de 60 à 70 km/h et pouvant atteindre ou dépasser parfois 90 km/h jusqu'à mercredi à 18h00.

ORAN

Démolition de sept constructions illicites à Es-Senia



Les services de la commune d'Es-Senia (Oran) ont démolit sept constructions illicites dans la zone dite "Cumo", a-t-on appris, mardi, auprès de cette collectivité locale.

Les mêmes services, en coordination avec les agents de contrôle de la construction et de l'urbanisme, ceux de la daïra et des services de sécurité, ont exécuté l'opération de démolition de ces constructions illicites, en cours de construction à la cité "Cumo" de la même collectivité locale.

Les moyens humains et matériels nécessaires ont été mobilisés, selon la même source, notant que l'opération s'est déroulée dans des conditions normales.

Les mêmes services ont fait savoir que les opérations similaires se poursuivent dans la commune d'Es-Senia.

Pour rappel, 21 constructions illicites et sept plateformes en cours de réalisation ont été démolies dans la région de Hassiane Toual, commune de Benfreh.

FESTIVAL

Participation de 12 pays au Festival international du monodrame féminin d'El Oued

Douze (12) pays participeront à la 2^e édition du Festival international du monodrame féminin, prévue du 1 au 5 mars à El Oued, a indiqué l'association Sitar El-Ibdaé précisant que cette édition sera dédiée à titre posthume à la comédienne Aicha Adjouri, plus connue sous le pseudonyme artistique de Kelthoum. Organisée avec le soutien du ministère de la Culture et des Arts, cette édition verra la participation de 12 œuvres produites par des troupes théâtrales arabes et européennes, représentant, outre l'Algérie, la Palestine, la Tunisie, l'Égypte, la Libye, le Yémen, l'Irak, la Mauritanie, la France et l'Espagne, a déclaré à l'APS le président de l'association Sitar El-Ibdaé et commissaire du festival, Nabil Ahmed Messai. Il a fait savoir que le jury qui supervisera l'évaluation des performances des participants sera composé de Wahida Dridi (Tunisie), Khedoudj Sabri (Libye), Lydia Laarini, Fethi Sahraoui et Djamilia Mustafa Zaggai d'Algérie, ajoutant que de nombreuses personnalités théâtrales seront honorées à cette occasion.

Des ateliers de réalisation, d'écriture et de mise en scène seront encadrés par plusieurs professeurs algériens et de pays participants, a-t-il révélé. Le programme de la 2^e édition du Festival comprend également des interventions de spécialistes sur «le monodrame féminin», a conclu Nabil Ahmed Messai.

CODE DE LA ROUTE Entrée en vigueur des nouvelles mesures à compter de ce mardi

Les nouvelles mesures relatives au code de la route consistant en l'annulation des procédures de suspension et de retrait du permis de conduire par les commissions de wilaya, et l'application d'amendes forfaitaires aux contrevenants pouvant atteindre 7.000 DA avec présentation du conducteur devant les instances judiciaires en cas d'établissement de PV de délit sont entrées en vigueur à compter de ce mardi.

Ces mesures ont été établies en vertu d'une circulaire interministérielle des ministères de l'Intérieur et des Transports publiée le 20 janvier dernier, en vertu duquel il a été décidé d'annuler les procédures de suspension et de retrait du permis de conduire par les commissions de wilaya et de geler les activités des commissions compétentes de wilayas et des commissions de daïras.

Concernant ces nouvelles mesures, le chargé de la gestion à la Délégation nationale à la sécurité routière (DNSR), Abdelhakim Nacef a déclaré au journal «El Khabar» que dans le cas où le conducteur commet une contravention routière «l'agent de sécurité procède à la rétention du permis de conduire et non à son retrait et délivre un document autorisant le conducteur contrevenant à conduire pour une durée de dix (10) jours à compter de la date de la contravention.

En cas de non paiement de l'amende forfaitaire durant la période fixée, le conducteur n'a plus le droit de conduire et peut s'acquitter de l'amende minimale pour une durée de 45 jours à compter de la date de la contravention.

Le montant de la contravention varie entre 2.000 DA et 5.000 DA, selon son degré, tel que prévu dans la loi 17-05, et ce avant l'établissement du PV de notification de non-paiement transmis aux instances ju-



diaires compétentes, joint du permis de conduire avec la majoration de l'amende de 3.000 à 7.000 DA.

Les délits sont directement soumis à la justice.

Le même responsable a précisé que cette nouvelle procédure «prépare le terrain» à la délivrance du permis de conduire à points, soulignant que ses dispositions en matière de contraventions se déclinent en «quatre classes».

La première classe comprend «sept cas assortis d'une amende de 2.000 DA au minimum, comme la contravention commise par les piétons des règles d'utilisation des passages sécurisés ou le non-port de la ceinture de sécurité par les passagers», tandis que l'amende sur la contravention de deuxième classe qui

atteint 2.500 DA, elle comprend 10 cas, dont l'arrêt et le stationnement anarchiques entravant la circulation et le dépassement de la vitesse autorisée de 10%».

L'amende sur la contravention de troisième classe (comportant 13 cas) «s'élève à 3.000 DA, à l'instar du dépassement de la vitesse réglementaire entre 10 à 20%, du non-port de la ceinture de sécurité par le conducteur et de l'usage des vitres teintées», alors que les amendes de quatrième degré «sont au minimum estimées à 5.000 DA comprennent 30 cas tels que la conduite en sens interdit, le non-respect de l'arrêt au stop, le franchissement d'une ligne continue et l'utilisation manuelle du téléphone portable ainsi que le dépasse-

ment de la vitesse autorisée de 20 à 30 %». M. Nacef a indiqué dans ce sillage qu'il «est puni d'une amende de 10.000 à 50.000 DA, tout conducteur qui aura fait dépassement de 30 % des vitesses réglementaires autorisées», conformément à l'article 79 du code de la route. Ces procédures s'inscrivent, selon la même source, dans le cadre des efforts des pouvoirs publics visant à «alléger les procédures administratives dans l'application du code de la route» et à «réduire la charge sur les services sécuritaires et administratifs» qui se heurtent à «une forte pression», en orientant leurs efforts vers la lutte contre l'insécurité routière et en encourageant les contrevenants à payer l'amende».

CONSEIL DE LA NATION - RENOUVELLEMENT Participation de six candidats de la wilaya de Tissemsilt (ANIE)



Six candidats de la wilaya de Tissemsilt se présenteront aux élections pour le renouvellement partiel des membres du Conseil de la nation, prévues le 5 février, à indiqué mardi un membre de la délégation de wilaya de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), Abdelkader Guerroudj.

Abdelkader Guerroudj a indiqué, à l'APS, que la délégation a enregistré six dossiers de candidatures aux élections de renouvellement partiel des membres du Conseil de la nation, qui ont été tous acceptés par la délégation après avoir rempli toutes les conditions légales requises.

Ces dossiers concernent trois candidats du Front de libération national (FLN), le Rassemblement national démocratique (RND) et le parti "Sawt Chaâb", ainsi que trois candidats indépendants, selon la même source, ajoutant que les candidats à ces élections sont membres des assemblées locales élues de la wilaya.

La délégation de wilaya a recensé 369 électeurs parmi les élus de l'Assemblée populaire de wilaya (APW) et les assemblées populaires des 22 communes de la wilaya, qui éliront un seul candidat pour le Conseil de la nation, selon M. Guerroudj.

Ces élections, qui auront lieu au niveau de la salle des conférences de l'APW, seront encadrées par huit magistrats et trois membres de la délégation de wilaya de l'Autorité nationale indépendante des élections, selon la même source, qui a souligné que la délégation a mis en place toutes les conditions matérielles et logistiques pour ces élections, dans le respect du protocole de prévention sanitaire propre à ce rendez-vous électoral.

AGRICULTURE/FONCIER/EXPLOITATION/RECENSEMENT

Lancement d'une opération de recensement des terres agricoles inexploitées dans les wilayas du Nord

Le ministère de l'Agriculture et du Développement rural a annoncé, mardi dans un communiqué, le lancement d'une opération de recensement des terres agricoles inexploitées ou abandonnées dans les wilayas du Nord.

"Le ministère de l'Agriculture et du Développement rural a

engagé une opération de recensement des terres inexploitées ou abandonnées à travers les wilayas du nord du pays, en vue de les récupérer et les octroyer de nouveau aux investisseurs, conformément à la réglementation en vigueur, à l'effet de contribuer à la production nationale et consolider la sé-

curité alimentaire du pays", est-il indiqué dans le communiqué.

L'opération concernera en premier lieu les wilayas du Centre : Alger, Blida, Tipaza et Boumerdès et sera généralisée progressivement à travers l'ensemble du territoire national.

Elle permettra d'établir un état des lieux réel de toutes les

exploitations inexploitées, leur localisation au niveau du terrain et la prise de décision conformément à la réglementation en vigueur notamment les lois 90-25 et 10-03, selon la même source. La loi 90-25 du 18 novembre 1990 stipule que la non-exploitation effective des terres agricoles constitue, en raison

de leur importance économique et leur fonction sociale, "un abus de droit", alors que la loi 1003 du 15 août 2010 stipule que la non-exploitation des terres agricoles ainsi que leur détournement de leur vocation, constitue un "manquement du concessionnaire à ses obligations".

AFRIQUE - DÉFENSE

Le Commandant des Forces navales prend part à Rome au congrès des chefs d'Etat-Major africains (MDN)

Le Général-Major Mahfoud Benmedah, Commandant des Forces navales, prend part, en qualité de représentant du Général de Corps d'Armée, Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire (ANP), aux travaux du congrès qui réunit à Rome, du 1er au 4 février en cours, les Chefs d'Etat-Major des pays du continent africain et le Commandement militaire américain en Afrique (AFRICOM), indique mardi un communiqué

du ministère de la Défense nationale (MDN).

"En qualité de représentant de Monsieur le Général de Corps d'Armée, Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire, le Général-Major Mahfoud Benmedah, Commandant des Forces navales, prend part, durant la période du 1er au 04 février 2022, aux travaux du congrès des Chefs de la Défense des Etats de l'Afrique 2022, qui réunit les

Chefs d'Etat-Major des pays du continent africain et le Commandement militaire américain en Afrique (AFRICOM)", précise la même source. Abrisé par la capitale italienne Rome, ce congrès qui se tient sous le slogan "Investissement commun pour un avenir commun", verra les participants "passer en revue les défis actuels auxquels fait face le continent africain", ajoute le communiqué. "Il constitue également une occasion pour l'échange d'ex-

périences et la consolidation de la coopération pour contrecarrer les menaces sécuritaires, l'éradication du terrorisme, la lutte contre le crime transfrontalier multiforme, en sus d'aborder d'autres axes relatifs aux défis climatiques et leur relation avec la pauvreté et la famine, mais aussi les moyens pour faire front aux dangers liés à l'extrémisme et à la violence", souligne la même source.

ENVIRONNEMENT

Mostaganem: recensement de 30 espèces d'oiseaux migrateurs dans les zones humides

Pas moins de 30 espèces d'oiseaux migrateurs ont été recensés en début 2022 dans les trois zones humides naturelles et artificielles de la wilaya de Mostaganem, a-t-on appris mardi de la conservation des forêts de la wilaya.

Le chef de service protection de la flore et de la faune à la conservation des forêts, Benharrat Karim a indiqué, à l'APS, que l'opération de recensement hivernal, conduite par une équipe spécialisée de la conservation des forêts en janvier dernier, a permis de repérer plus de 2.800 oiseaux d'eau migrateurs dans la zone humide d'El-Mactaâ (commune de Fornaka), à Sidi Kerada (commune de Sidi Ali) et à Kramis (commune de Achâacha).

La même source a indiqué que les oiseaux détectés appartiennent à 14 familles d'oiseaux d'eau migrateurs, dont le canards d'eau (680), le flamant rose (632), la mouette (180) et la poule d'eau (109).

Selon M. Benharrat, lors du recensement d'hiver de cette année, deux espèces rares d'oiseaux ont été recensés, à savoir le canard à col blanc absent depuis plusieurs années, et le petit rouge gorge pour la première fois au niveau de la zone humide d'El-Mactaâ.

Cette opération a vu cette année, la participation de 6 cadres de la conservation des forêts de la wilaya de Mostaganem, dont deux cadres spécialisés dans les oiseaux, ainsi que des photographes amateurs et des membres de l'association de la protection des animaux sauvages de la wilaya d'Oran.

La conservation des forêts organise le recensement hivernal pour détecter les oiseaux migrateurs et le recensement d'été des oiseaux qui couvent leurs nids au niveau de la zone protégée d'El-Mactaâ, dans le cadre de la convention Ramsar, ainsi qu'au niveau du lac de Kedadra et les zones humides artificielles de Sidi Kerada et Kramis, en raison de différentes caractéristiques naturelles et environnementales de ces deux zones permettant la reproduction des différentes espèces d'oiseaux et faisant de ces sites des haltes pour d'autres espèces lors de la migration saisonnière, a indiqué la même source.

RESSOURCES EN EAU

M. Hasni demande aux responsables du secteur de collaborer avec le CNSC

Le ministre des Ressources en Eau et de la Sécurité hydrique Karim Hasni, a instruit mardi les responsables de son secteur, de collaborer avec l'Observatoire national de la société civile (ONSC) dans la préparation des politiques et des textes réglementaires en relation avec le secteur.

Conformément aux dispositions du décret présidentiel n° 21-139 du 12 avril 2021, il vous est demandé de collaborer avec cet organe consultatif (ONSC) à chaque fois qu'il est sollicité et associé à la préparation de la politique du secteur des ressources en eau et de la sécurité hydrique et des projets de textes législatifs et réglementaires en rapport avec ses missions et pour lesquels son avis est requis", a indiqué M. Hasni dans une note adressée aux responsables des EPIC du secteur (ADE, ONA, ONID, ANBT, AGIRE, ANRH), des groupes Cosider et GERHYD, des SPA (SEAL, SEOR, SEACO) et aux directeurs des Ressources en eau de wilaya. La mission de l'Observatoire national de la société civile, qui a été mis en place récemment auprès du président de la République, consiste à émettre des avis et des recommandations relatifs aux préoccupations de la société civile, tel que cela est prévu par la Constitution.

Il constitue "un important moyen d'action de la société civile et vise à contribuer à la mise en place des passerelles de consultation et de concertation entre les acteurs de la société civile et les pouvoirs publics", souligne-t-on dans le même texte.

Le CNSC "vise également à promouvoir les valeurs nationales et les pratiques démocratiques et citoyennes, tout en participant avec les autres institutions nationales à la réalisation des objectifs du développement, à l'approfondissement de la démocratie, à la préservation de la stabilité sociale et à la promotion de la transparence dans la vie publique", est-il noté dans la même note.

EDUCATION

Suspension des cours en raison de Covid-19: les proches à la rescousse des parents pour la garde des enfants

Les parents d'élèves, notamment les mères travailleuses, se tournent ces derniers jours vers les proches comme solution «alternative» pour la garde des enfants, suite à la décision de suspension des cours dans les trois paliers d'enseignement et la fermeture des crèches en raison du rebond de la pandémie de Covid-19.

De nombreuses mères travailleuses, contactées par l'APS, ont accueilli favorablement la décision issue de la réunion extraordinaire, présidée par M. Abdelmadjid Tebboune, le président de la République, concernant la suspension préventive des cours dans les trois cycles d'enseignement, prorogée d'ailleurs de 7 jours supplémentaires, même si ces mesures affectent et chamboulent leur quotidien.

Mère de 3 enfants scolarisés, Mme. Nadia (employée) avoue faire face à un «dilemme» suite à la fermeture des écoles, coïncidant avec la contamination de la nourrice de ses enfants.

«J'étais contrainte de laisser les enfants à la maison en compagnie de leur père, actuellement en congé, en attendant de trouver une autre solution», a-t-elle témoigné.

Mme. Soum eya, également fonctionnaire, a été, elle, obligée de prendre un congé non payé pour s'occuper de ses deux enfants scolarisés au primaire. Selon elle, ce congé «obligatoire» lui a permis, après son rétablissement de la maladie, de réviser les leçons avec ses enfants en préparation des compositions du deuxième trimestre.

Face à cette situation inédite, Mme Houda (enseignante) n'a trouvé d'alternative que de confier ses enfants, en bas âge, à sa fille aînée, âgée



de 14 ans, tandis que Mme. Najwa (également enseignante) a recouru à sa mère pour s'occuper de sa petite fille pendant les heures de travail. Quand bien même difficile, cette période où le nouveau variant Omicron se propage a, toutefois, constitué «une opportunité» pour les élèves de la terminale de réviser, individuellement ou via les réseaux sociaux, encore mieux leurs cours.

C'est le cas de Younes, pour qui ces vacances exceptionnelles sont une occasion en or pour réviser les leçons ou suivre des cours de soutien, tout en respectant le protocole sanitaire. A cet effet, le Président de l'Association nationale des parents d'élèves, Khaled Ahmed considère que la situation actuelle est «critique» particulièrement au plan sanitaire, appelant les

parents d'élèves notamment les femmes travailleuses à «penser à une prise en charge de leurs enfants durant les congés obligatoires».

A cet effet, il propose une solution «sociale», en accordant aux femmes travailleuses issues de familles nombreuses un soutien pour la prise en charge de leurs enfants dans le cadre de la solidarité sociale et un soutien éducatif à travers l'utilisation des nouvelles technologies dans la révision des cours. Pour sa part, la présidente de la Fédération nationale des parents d'élèves, Mme Djamilia Khiar a salué la décision de prolongation de la suspension des cours et la fermeture des crèches, soulignant que cette situation est imposée par la propagation de la pandémie en milieu scolaire, soulignant que le plus important est de «préserver la

santé de tous». Mme Khiar a évoqué les difficultés auxquelles font face les femmes travailleuses suite à la suspension des cours, appelant les parents à «s'organiser et à établir un calendrier pour la révision des cours».

La responsable recommande de ne pas laisser les enfants sortir pour éviter la contamination.

Elle recommande aux élèves de réviser quotidiennement leurs cours et de se faire aider par les enseignants via les réseaux sociaux ou par les cours de la chaîne El Maarifa.

La vaccination demeure la meilleure solution pour faire face à la pandémie et assurer un retour à la normale, outre les mesures relatives au protocole sanitaire, notamment la désinfection des écoles à travers le pays avant le retour des élèves. La direction de l'action sociale et de la solidarité, représentée par le service de l'enfance et de la jeunesse de la wilaya d'Alger avait décidé de la fermeture des crèches «à titre préventif pour une durée de 7 jours à compter de dimanche 30 janvier».

Ces mesures supplémentaires visent à renforcer le système de prévention et à protéger la santé du citoyen», précisant que «le non respect des dispositions de cette décision est passible des sanctions prévues par les lois en vigueur, selon un communiqué de la direction.

ZONES HUMIDES

Blida : la sécheresse à l'origine d'une baisse «significative» des zones humides

Le phénomène de sécheresse qu'a connu ces dernières années la wilaya de Blida a provoqué une baisse «significative» du niveau d'eau de plusieurs lacs et l'assèchement de certains autres, d'où la nécessité d'intensifier les efforts pour protéger les zones classées humides, a-t-on appris auprès de la Conservation des forêts de la wilaya de Blida.

Dans une déclaration à l'APS à la veille de la célébration de la Journée mondiale des zones humides coïncidant avec le 2 février de chaque année, le chef du département de l'Expansion des richesses et de la Protection des terres à la Conservation des forêts de wilaya, Mohamed Mokadem a estimé que le problème de la sécheresse que connaît l'Algérie ces dernières années, est devenu l'une des causes les plus importantes menaçant la disparition des lacs, dont beaucoup ont été complètement taris par la sécheresse, à l'instar du lac Dhaya (adjacent à la wilaya de Médéa), connu sous le nom du «lac suspendu qui ne s'assèche jamais».

Situé à 1.230m d'altitude sur une superficie de deux hectares, le lac Dhaya, dont le niveau des eaux n'a jamais été aussi bas que ces dernières années, a été complètement asséché l'été dernier lorsqu'il est devenu «une terre aride empruntée par les véhicules», a regretté le même responsable.

La même situation a été enregistrée au barrage El-Moustakbal d'El Affroun à la frontière avec la wilaya d'Aïn Defla, qui s'est également asséché durant l'été dernier. Les pluies du mois de novembre dernier ont permis à ce barrage et au lac Dhaya de restituer une partie de leurs

eaux. De nombreux lacs de Oueds Djer et Chiffa, les Sebkhât à Oued Alaïk et les étangs de Sidi Hamad (Mefthah), Sidi Hamouda (Bouguerra), Salsala (Larbaa) et Magtaa Lazrag (Hammam Melouane), ainsi que d'autres ont connu la même situation durant l'été dernier, ce qui a impacté l'équilibre environnemental, étant donné que ces zones constituent un refuge de prédilection pour plusieurs oiseaux migrateurs.

M. Mokadem a en effet, constaté l'absence de plusieurs oiseaux migrateurs qui fréquentaient ces zones les années précédentes, après l'assèchement de leurs eaux et le dessèchement de leurs plantes, à l'instar du lac Dhaya qui est considéré comme un réservoir diversifié de la richesse animale et végétale et des types des oiseaux comme les cigognes, les aigles royaux, les perdrix, les canards, l'Aquila et de nombreux oiseaux migrateurs. Il a relevé que cette situation a également impacté les habitants qui s'approvisionnaient en eau des lacs et tiraient profit de ces zones touristiques par excellence, visités par des familles en quête de repos et de quiétude et pour se rafraîchir en été. Les incendies qui ravagent le couvert végétal, le surpâturage et le jet anarchique des déchets sont les autres phénomènes qui impactent négativement les zones humides, ce qui requiert davantage de sensibilisation à l'importance de la préservation de ces zones, au vu de leur grande importance dans nos vies et la vie de la nature, de l'avis et la conservation des forêts.

Large reboisement dans le périmètre des zones humides

Pour protéger les zones humides des différents dangers, la conservation des forêts de la wilaya a tracé, à l'occasion de la Journée internationale des zones humides célébrée cette année sous le thème «Agir pour les zones humides, c'est agir pour l'homme et la nature», un riche programme qui prévoit l'organisation de plusieurs opérations de reboisement dans le périmètre de ces zones, a indiqué le chef de service de l'extension de de la ressource forestière et de la protection des terres. Une campagne de plantation de 400 arbustes dans le périmètre du barrage de Tlaoulakhit dans la commune d'Affroun (oues t) débutera mercredi et verra la participation de plusieurs associations, établissements et institutions.

Cette campagne sera suivie par de larges opérations de sensibilisation sur l'importance de préserver les zones humides de la pollution et du surpâturage. La conservation des forêts a programmé la plantation de quelque 19.000 arbustes répartis sur 34 hectares du couvert végétal, à travers 11 communes dont la majorité est située dans la partie est de la wilaya, à l'instar des communes de Djebabra, Larbaa, Bougara et de Hammam Melouane. Des hectares ont été plantés de différentes variétés végétales dans la région de Magtâa Lazreg à Hammam Melouane, Sidi Hamouda à Mefthah, le barrage d'El Moustakbal à Oued Djer et le Lac de Dhaya sur les hauteurs d'Aïn Romana. M.Mokadem a appelé, à l'occasion, les citoyens à davantage de conscience à l'égard de ces zones vu leur importance écologique.

MOSTAGANEM

Projets de développement d'une valeur de 1,6 milliard DA au profit des communes de la daïra de Achâacha

Les quatre communes de la daïra de Achâacha (Achâacha, Khadra, Ouled Boughalem et Nekmaria) ont bénéficié de projets de développement d'une valeur de 1,6 milliard DA, a-t-on appris mardi auprès des services de la wilaya.

Cette enveloppe financière est destinée à financer 263 projets de développement au titre de l'exercice 2021 pour les secteurs des travaux publics (aménagement, ouverture de pistes et aménagement urbain des zones d'ombre), les ressources eau (raccordement en eau et raccordement en assainissement), l'électrification rurale et l'éducation nationale.

La commune de Achâacha a bénéficié de 94 projets de développement d'une valeur de 700 millions DA, suivie de la commune de Khadra (50 projets) d'une valeur de 840 millions DA, puis les communes de Ouled Boughalem et de Nekmaria avec respectivement 63 et 50 projets d'une valeur de 360 et 287 millions DA respectivement, a-t-on indiqué. Le wali de Mostaganem, Aïssa Boulayia, a instruit, au cours d'une réunion d'évaluation tenue dernièrement pour évaluer le



programme de développement des collectivités locales, l'épuration de la nomenclature des projets achevés et le rattrapage du retard accusé dans le lancement de 48 projets de développement, notamment dans le domaine du raccordement au réseau d'électricité et de réalisation de canalisations d'assainissement. M. Boulahia a accordé un mois aux élus locaux pour

lancer les chantiers retardés. Il a également chargé l'inspecteur général de la wilaya d'élaborer un rapport et d'enquêter sur les procédures administratives de certains projets, en particulier ceux qui sont en attente depuis quatre mois.

S'agissant du secteur de l'habitat, le wali a instruit de remplacer les bénéficiaires d'aides à l'habitat rural qui n'ont pu trouver des terrains

par d'autres, et de répartir le quota restant d'aides estimées à 67, en accordant à la commune de Khadra un quota supplémentaire de 30 aides. En vue d'améliorer les conditions de scolarité au niveau des écoles primaires, les autorités locales ont accordé une aide à l'école Cherif Djillali, relevant de la commune de Achâacha, pour servir des repas chauds aux élèves afin d'atteindre un taux de 100 % dans cette opération au niveau des quatre communes de la daïra éponyme.

Le wali a instruit les présidents d'APC de transférer la gestion des ressources en eau à l'algérienne des eaux ADE, de valoriser les biens communaux, d'améliorer les conditions d'accueil des citoyens, de confier les dossiers de développement aux gestionnaires intégrés dernièrement, soit 84 fonctionnaires à Achâacha seulement.

ILLIZI

Plus de 900 agriculteurs ont bénéficié d'une formation l'an dernier

Plus de 900 agriculteurs et éleveurs de la wilaya d'Illizi ont bénéficié l'année dernière de sessions de formation dans divers segments culturels et d'élevage, a-t-on appris mardi de la Chambre locale de l'Agriculture (C.A).

Entrant dans le cadre de la stratégie du secteur visant l'accompagnement technique des agriculteurs pour le développement des activités agricoles et pastorales dans la région, ces sessions ont permis aux 932 bénéficiaires de s'initier, en ateliers de vulgarisation théorique et pratique, à divers volets afférents au développement scientifique des cultures stratégiques, l'utilisa-

tion des intrants et produits phytosanitaires pour la protection des végétaux dans différentes maladies, notamment le Boufaroua et autres parasites affectant la production agricole, a indiqué à l'APS le secrétaire générale (SG) de la C.A, Kamel Raki.

Les programmes de ces rencontres de formation, encadrées par des agronomes et techniciens en élevage, ont également porté sur l'explication d'autres volets liés aux systèmes modernes d'irrigation agricole, aux nouveaux procédés d'élevage pour la protection de la richesse animale, en sus de l'initiation à l'apiculture en régions sahariennes

dans le but d'encourager l'investissement dans cette filière. En parallèle, des sorties de terrain ont été effectuées dans certains périmètres agricoles et zones pastorales de la wilaya d'Illizi, en vue d'accompagner les agriculteurs et les éleveurs et prendre en charge leurs préoccupations, en plus de les inciter à adhérer à la Chambre de l'Agriculture pour tirer profit des mesures et facilités leur permettant de développer leurs activités.

La wilaya d'Illizi recense plus de 4.700 agriculteurs et éleveurs, tous segments confondus, immatriculés à la Chambre de l'Agriculture.

AUTOROUTE EST-OUEST

La réhabilitation du tronçon El Adjiba-Bouira «toujours en cours»

Les travaux de réhabilitation du tronçon autoroutier reliant El Adjiba à Bouira sur une distance de 26 kilomètres «sont toujours en cours», et devront être finis dans un délai pouvant aller jusqu'à 12 mois, a-t-on appris mardi auprès de l'Algérienne des autoroutes (ADA). Relancés en octobre dernier après un arrêt des travaux qui a duré plusieurs mois, les travaux portent sur la remise à niveau des sections dégradées de la voie autoroutière menant vers

Alger entre El Adjiba et Bouira, a indiqué le chef du projet de wilaya de l'ADA, Slimane Amhir. La dégradation de la chaussée agace de plus en plus les usagers de l'autoroute et provoque souvent des perturbations dans la circulation automobile sur cet axe autoroutier, rappelle-t-on. L'ADA a scindé le projet en deux sections de 13 kilomètres chacune.

Les travaux ont été confiés à la société algérienne des travaux routiers Altro (13 km) et à

l'entreprise publique des travaux routiers du Centre (EPTRC). «Les travaux de réhabilitation sont toujours en cours, nous avons quelques contraintes qui freinent un peu la cadence, mais l'opération devra être achevée dans un délai pouvant aller de six à 12 mois, selon les circonstances», a expliqué à l'APS M. Amhir.

Le même responsable a déploré quelques contraintes liées à la crise sanitaire de la Covid-19, ainsi qu'aux intem-

péries ayant freiné le cours des travaux. «Des problèmes techniques ont aussi influencé la cadence du chantier, mais les entreprises réalisatrices sont en place pour parachever les travaux et rouvrir toute la voie aux automobilistes», a ajouté le chef de projet de l'ADA.

La surcharge des véhicules poids-lourd, les aléas climatiques, ainsi que la mauvaise qualité de travaux réalisés précédemment sont à l'origine de toutes ces dégradations, a-t-il fait savoir.

VILLES - PROPRETÉ

Un plan de propreté «bientôt» mis en exécution à Médéa, Ksar-el-Boukhari et Berrouaghia

Un plan d'action de propreté urbaine sera mis en exécution «bientôt» au niveau des agglomérations urbaines de Médéa, Ksar-el-Boukhari et Berrouaghia, dans le but de préserver le cadre de vie des habitants et lutter contre toutes les formes d'insalubrité susceptibles d'impacter la santé du citoyen, a-t-on appris, mardi, auprès des services de la wilaya.

La mise en œuvre du plan d'action qui vient en appui aux campagnes de net-

toyage hebdomadaire lancées depuis plusieurs mois, permettra de «freiner» la dégradation de l'environnement et offrir de meilleures conditions de vie aux résidents de ces agglomérations urbaines, qui comptent une population de plus de quatre cent mille habitants, a-t-on indiqué. Pour garantir la réussite de ce plan d'action, plusieurs équipes d'intervention, composées d'agents d'organismes publics, de directions techniques et d'agents communaux, seront mobilisées

sur le terrain, outre la mise à contribution des associations écologiques, les scouts et les bénévoles, issus de comités de quartier, a précisé la même source.

Un recensement des décharges sauvages et autres points de dépôts de déchets et gravats de tout genre sera mené, au préalable, par les services communaux, en vue d'élaborer un programme d'intervention qui facilitera la collecte et l'élimination de ces points noirs, a-t-on fait observer.

EL BAYADH

Projets de réalisation de 8 piscines de proximité couvertes

La wilaya d'El Bayadh a bénéficié d'un projet de réalisation de huit piscines de proximité couvertes, a-t-on appris mardi de la direction locale de la jeunesse et des sports.

Ces projets ont nécessité une enveloppe financière de 640 millions DA au titre du Fonds de garantie et de solidarité des collectivités locales.

Les futures installations sportives seront réalisées dans les communes d'El Bayadh (2 piscines), Rogassa, Kef Lahmer, Bougtob, Arbouet, Brizina et Boualem, a indiqué le DJS, Lazhar Bekhouche.

Les travaux de réalisation de quatre piscines ont été lancés à Rogassa, Kef Lahmar, Bougtob et Arbouet.

Leur taux d'avancement a atteint 60 % et elles seront réceptionnées au mois de juillet prochain.

Par ailleurs, les chantiers des quatre structures restantes seront lancés dans les prochains jours, après l'achèvement des procédures administratives. Il s'agit de deux piscines de proximité dans les quartiers « El Anasser » et « Ouled Yahia » au chef-lieu de wilaya et deux autres respectivement à Brizina et Boualem. Les délais de réalisation ont été fixés à 12 mois.

Par ailleurs, il est prévu également la prochaine mise en service de la piscine semi-olympique dont a bénéficié la wilaya déléguée de Labiodh Sidi Cheikh.

Tous les travaux liés à cette infrastructure sportive sont achevés.

La piscine semi-olympique du chef-lieu de wilaya, pour sa part, fait l'objet de travaux d'aménagement, lancés dernièrement.

Le chantier sera réceptionné dans un délai de deux mois, a indiqué le DJS.

Ces piscines dont a bénéficié la wilaya s'ajoutent aux deux installations sportives couvertes situées dans les communes de Boussemgouh et Chellala.

La piscine de proximité de la commune d'El Ghassoul sera ouverte prochainement après l'achèvement des travaux de raccordement aux réseaux externes, a-t-on indiqué.

BISKRA

26 autorisations d'exploitation exceptionnelles remises à des investisseurs

Les services de la wilaya de Biskra ont remis 26 autorisations d'exploitation exceptionnelles à des investisseurs privés pour entamer leur activité productive, a indiqué mardi à l'APS, le wali Abdallah Abi Nouar.

L'octroi de ces autorisations s'inscrit dans le cadre de l'accompagnement des investisseurs de la wilaya, la promotion de l'investissement local et le soutien des secteurs productifs, a précisé le chef de l'exécutif local qui a ajouté que ces autorisations ont concerné plusieurs secteurs dont l'industrie agroalimentaire, les industries de transformation, l'industrie chimique et le tourisme.

Ces projets d'investissement se répartissent sur les communes de Tolga, Sidi Okba, El Kantara, Loutaya, Branis, Foughala et Biskra, a précisé le wali.

Ces autorisations d'exploitation exceptionnelles ont été établies sur la base du travail d'une commission commune installée au niveau de la wilaya et composée des divers secteurs concernés par la promotion de l'investissement, a affirmé le responsable local qui a souligné que les membres de la commission effectuent des sorties sur les sites des projets d'investissement et relèvent les préoccupations des investisseurs et les entraves notamment d'ordre administratif empêchant le démarrage de leur activité.

Le wali de Biskra a insisté, au cours de ces récentes sorties de terrain à travers les communes marquées par le lancement des activités de plusieurs unités productives, sur l'octroi de facilités, l'élimination des entraves rencontrées par les investisseurs et leur accompagnement dans la concrétisation de leurs projets bénéfiques à l'économie nationale et à la création des postes d'emplois.

ALGÉRIE-ITALIE

Industrie : Zeghdar invite les entreprises portugaises à investir en Algérie

Le ministre de l'Industrie, Ahmed Zeghdar a appelé, mardi à Alger, lors d'une audience accordée à l'ambassadeur du Portugal à Alger, Luiz Manuel de Magalhães de Albuquerque, à une présence renforcée des investissements portugais sur le marché algérien à travers des partenariats gagnant-gagnant, a indiqué un communiqué du ministère. Lors de cette audience, tenue au siège du ministère, les deux parties ont examiné l'état et les perspectives de coopération et de partenariat industriels entre l'Algérie et le Portugal, exprimant «la volonté des deux pays de consolider et d'intensifier la coopération et le partenariat industriels».

A ce propos, M. Zeghdar a mis en avant l'importance de «mener davantage de projets d'investissement lucratifs bilatéraux», invitant les entreprises portugaises à renforcer leur présence sur le marché algérien à travers des partenariats gagnant-gagnant, en se lançant notamment dans «des projets relatifs à l'industrie du cuir, l'agroalimentaire ou encore le liège». Pour sa part, l'ambassadeur portugais a passé en revue quelques filiales industrielles susceptibles de constituer des cadres de partenariat prometteurs, affichant «la volonté de son pays de concrétiser des partenariats au mieux des intérêts des deux parties», a conclu le communiqué.

APN

Réunion de la Commission des Affaires économiques pour l'élaboration d'un rapport sur les causes de la pénurie d'«huile de table»

La Commission des affaires économiques, du développement, de l'industrie et du commerce de l'Assemblée populaire nationale (APN) a tenu lundi une réunion consacrée à l'élaboration d'un rapport sur les raisons de la pénurie d'huile de table et ce, après la série de visites menées dans plusieurs wilayas du pays, a indiqué un communiqué de la chambre basse du Parlement. «La Commission des affaires économiques, du développement, de l'industrie et du commerce a tenu une réunion présidée par Ismail Kouadria, président de la commission, consacrée à l'élaboration d'un rapport sur la raison de la pénurie d'huile de table et ce, suite aux visites effectuées dans plusieurs wilayas, à titre exceptionnel et en coordination avec le président de l'APN», précise la même source. Cette commission a effectué diverses visites «y compris dans la wilaya de Mascara qui a bénéficié d'une unité de production d'huile vierge destinée à la fabrication d'huile de table en plus des wilayas d'Oran, de Oum El Bouaghi, de Sétif, de Bejaia, d'Adrar et de Bord Badji Mokhtar, selon le communiqué. Le rapport final sur les causes de la pénurie d'huile de table sera soumis au président de l'APN avant de le soumettre aux autorités concernées.

HYDROCARBURES

ExxonMobil réalise un bénéfice net de 23 milliards USD en 2021

Le groupe américain du pétrole et du gaz ExxonMobil a dégagé un bénéfice net de 23 milliards de dollars en 2021 après avoir accusé en 2020 la première perte annuelle de son histoire récente à cause des retombées de la pandémie.

Profitant de la nette remontée des prix de l'énergie après le trou d'air du début de la pandémie, ExxonMobil, a vu son chiffre d'affaires augmenter de 57% l'an dernier pour atteindre 285,6 milliards de dollars. Le secteur avait été touché de plein fouet par l'effondrement de la consommation de brut au début de la propagation du Covid-19, entre la paralysie temporaire de l'activité de nombreuses entreprises et la réduction drastique des déplacements en voiture et en avion. Mais les cours du brut, qui avaient chuté, se sont depuis nettement redressés, le baril de brut échangé à New York ayant récemment grimpé à son plus haut niveau depuis 2014 et évoluant actuellement autour de 87 dollars.

Les marges se sont aussi améliorées dans les activités



de raffinerie et de produits chimiques. Autre géant pétrolier américain, Chevron a annoncé vendredi avoir dégagé 15,6 milliard de dollars de bénéfices l'an dernier. «Notre réponse efficace à la pandémie, nos investissements ciblés pendant le cycle baissier et nos écono-

mies de coûts structurels nous ont permis de tirer pleinement parti de la reprise du marché en 2021», a relevé Darren Woods, le PDG de l'entreprise, dans un communiqué. ExxonMobil, qui s'est fixé l'an dernier comme objectif de réduire ses dépenses structurelles an-

nuelles de 6 milliards de dollars entre 2019 et 2023, a encore annoncé lundi une vaste restructuration à cette fin avec notamment la fusion des filiales de raffinage et de produits chimiques et la centralisation des services de technologie et d'ingénierie. Afin de faciliter la collaboration, ExxonMobil prévoit aussi de déménager d'ici mi-2023 son siège au Texas de Irving à Houston dans le même Etat.

Ces changements ne devraient pas s'accompagner de suppressions de poste. Au seul quatrième trimestre, le groupe est aussi repassé dans le vert et a dégagé un bénéfice net de 8,9 milliards de dollars. En produisant l'équivalent de 3,8 millions de barils par jour, ExxonMobil a vu son chiffre d'affaires bondir de 82% à 84,97 milliards de dollars.

PÊCHE

Salaouatchi appelle les directeurs du secteur à se rapprocher des professionnels et à accompagner les investisseurs

Le ministre de la Pêche et des Productions halieutiques, Hicham Sofiane Salaouatchi, a appelé lundi à Alger, les directeurs du secteur à se rapprocher des professionnels et à accompagner les investisseurs dans la réalisation de leurs projets. Cet appel a été fait lors d'une réunion, par visioconférence, du réseau national chargé du suivi du développement des programmes d'action du secteur de la Pêche,

selon un communiqué publié par le ministère sur sa page Facebook. «A cette occasion le ministre a donné une série d'orientations aux cadres et directeurs de la Pêche et de l'aquaculture et aux présidents des chambres nationales de la Pêche, à travers lesquelles il les a incités à se rapprocher davantage des professionnels et à organiser des visites périodiques aux ports en vue de s'enquérir de leurs situation

tout en accompagnant les investisseurs dans la réalisation de leurs projets», selon la même source. Il a également insisté sur l'importance de coordonner l'action entre les directeurs et les représentants de la chambre nationale au niveau local en vue de mettre en œuvre le programme d'action du secteur en veillant à l'organisation de rencontres périodiques avec les associations professionnelles», conclut le communiqué.

ANADE

Validation de 135 dossiers pour le remboursement des dettes des entreprises en difficulté

L'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (ANADE, ex ANSEJ) a annoncé la validation de 135 nouveaux dossiers pour le remboursement des dettes des entreprises en difficulté, a indiqué, lundi, un communiqué du ministère délégué chargé des micro-entreprises qui a affirmé la poursuite de l'opération jusqu'au parachèvement de l'étude de toutes les demandes. «En application de la nouvelle

stratégie adoptée pour la relance du dispositif de l'ANADE et la prise en charge des micro-entreprises en difficulté, à travers le remboursement de leurs dettes ou la relance de leurs activités, au cas par cas, la 2ème séance (en 2022) a été tenue en visioconférence par la Commission de garantie composée des représentants du Fonds de caution mutuelle de garantie risques/credits et de l'ANADE», note la même source. Lors de

cette séance 500 dossiers soumis par les représentants des banques des wilayas de Tamarrasset, Djelfa, El-Bayadh, Illizi et Ghardaïa. Suite à quoi, 135 dossiers de remboursement ont été validés, avec un montant de plus de 300 millions Da. Quel que 325 dossiers ont été reportés, les entreprises concernées étant en activité, pour les ré-examiner et leur offrir l'accompagnement nécessaire par l'Anade, à travers le rééchelon-

nement de leurs dettes et l'octroi de plans de charge pour relancer leurs activités sur la base des accords conclus. Vingt deux (22) dossiers ont été restitués aux autres des banques pour non réunion des conditions de remboursement. Le nombre global des micro-entreprises en difficulté, dont les dossiers ont été examinés durant les deux séances de 2022, s'élève à 1023 dossiers, a conclu le communiqué.

BLIDA

Financement de plus d'une centaine de projets d'investissement en 2021

Plus de 100 projets d'investissement, ayant contribué à la création d'un nombre important de postes d'emploi, ont été financés en 2021 par l'Antenne de Blida de l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (ANADE), a-t-on appris mardi auprès de cet organisme. La chargée de communication de l'ANADE de Blida, Amel Lahouel, a indiqué à l'APS que l'ANADE a financé, l'an dernier, un total de 106 projets d'investissement couvrant différents domaines d'activités, présentés par des jeunes souhaitant obtenir un soutien financier (dont le seuil est fixé à 10 millions de DA). Sur ce total de 106 projets financés, 104 ont été présentés par des diplômés universitaires et du secteur de la formation professionnelle, ce qui reflète la volonté de ces jeunes de créer leurs propres micro-entreprises et de contribuer à la réation

d'emplois, au titre des facilitations accordées par l'Etat pour les soutenir dans la concrétisation de leurs idées innovantes et contribuer ainsi au développement de l'économie nationale, a précisé la même responsable. Une grande partie de ces nouvelles micro-entreprises, soit 54 unités, active dans le domaine des services, notamment les nouvelles technologies de l'information et de la communication et la médecine. Le secteur industriel, qui suscite l'intérêt de jeunes souhaitant se lancer dans l'entrepreneuriat et répondre aux besoins du marché du travail, arrive en seconde position avec 38 micro-entreprises créées, a détaillé la même source.

Les secteurs des travaux publics et bâtiment et de l'agriculture, suscitent un moindre intérêt de la part des jeunes, avec la création, en 2021, de respectivement 7 et 6 entreprises, a signalé Mme

Lahouel qui a observé, par ailleurs, qu'une seule unité a été créée dans le domaine de l'artisanat, durant la même période.

Elle a expliqué cette situation par le fait que les porteurs de projets dans le domaine artisanal optent généralement pour le dispositif de l'Agence nationale de gestion du microcrédit (ANGEM) car les projets relevant de ce secteur ne nécessitent pas un financement important.

Pour garantir la réussite de ces micro-entreprises et leur pérennité, l'antenne locale de l'ANADE assure, une session de formation en gestion d'entreprise (notamment concernant le volet financier) au profit des jeunes investisseurs, comme elle effectue des visites au niveau des nouvelles unités, dans le cadre du suivi de leurs activités et pour l'identification des éventuelles contraintes rencontrées sur le terrain, a souligné la même responsable.

ZONE EURO

Le chômage atteint 7% en décembre 2021 (Eurostat)

Le taux de chômage de la zone euro a atteint en décembre 7% de la population active, en baisse de 0,1 point par rapport à novembre, a annoncé mardi Eurostat.

Pour l'ensemble de l'Union européenne (UE), le chômage a atteint un taux de 6,4%, selon la même source. Quelque 13,61 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE en décembre, dont 11,48 millions dans la zone euro. Par rapport à décembre 2020, le nombre de chômeurs a baissé de 2,20 millions de personnes dans l'UE et de 1,83 million dans la zone euro, a ajouté Eurostat. En Italie, le taux de chômage a poursuivi sa baisse en décembre, à 9%, cédant 0,1 point par rapport au mois précédent, a annoncé mardi l'Institut national des statistiques (Istat). Le chômage des jeunes de 15-24 ans a reculé



d'avantage, de 0,7 point à 26,8%, mais est toujours très élevé. Parallèlement, le taux d'emploi général de la population active est resté stable à 59%, soit le même niveau qu'en février 2020, avant la

pandémie de coronavirus.

En Allemagne aussi le taux de chômage a poursuivi sa décline en janvier, malgré un contexte économique marqué par de nombreuses pénuries dans l'industrie et les res-

trictions liées à la pandémie de coronavirus, selon des chiffres officiels publiés mardi. L'indicateur a reculé de 0,1 point sur un mois, à 5,1% en données corrigées des variations saisonnières (CVS), après une diminution similaire en décembre et novembre, a indiqué dans un communiqué l'Agence pour l'emploi, qui note que le nombre de chômeurs a reculé de 48.000 en données CVS.

En données brutes, la population au chômage s'élève à 2.462.000 personnes. Le taux de chômage retrouve ainsi son niveau d'avant la pandémie de coronavirus, lorsqu'il s'établissait en moyenne autour de 5,0%.

ENERGIE

Le pétrole profite de facteurs techniques pour continuer à grimper

Les cours du pétrole se sont offerts une nouvelle hausse lundi, grâce à des facteurs techniques liés à l'expiration de contrats à terme, à quelques heures d'une réunion de l'Opep. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mars, dont c'était le dernier jour de cotation, a gagné 1,31%, pour finir à 91,21 dollars.

A New York, le baril de West Texas Intermediate (WTI), également avec échéance en mars, a lui pris 1,53%, pour clôturer à 88,15 dollars. L'échéance sur le contrat de mars du Brent, ainsi que ceux de février pour le diesel et l'essence ont provoqué des mouvements sur le marché, a expliqué Stephen Schork, analyste et auteur du Schork Report. Des opérateurs qui avaient parié à la baisse sur le pétrole, en promettant de vendre des quantités à un prix donné, ont dû racheter en hâte des contrats pour pouvoir annuler leurs positions, ce qui a fait monter les cours.

«Les gens ont peur de se retrouver vendeurs à découvert sur ce marché», a commenté Stephen Schork. Produit dopant de l'envolée des cours ces dernières semaines, la crise ukrainienne n'a connu aucune avancée notable lundi, le Conseil de sécurité étant le théâtre d'un échange vif entre ambassadeurs américain et russe sur le dossier.

Les opérateurs pensaient davantage à la réunion, mercredi, des membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et de leurs alliés de l'accord Opep+, dont la Russie. Beaucoup d'analystes s'attendent à ce que le groupe s'en tienne au calendrier établi en juillet dernier et qui prévoit une série de hausses mensuelles de la production de 400.000 barils par jour. «Je ne vois pas autre chose qu'un maintien du statu quo et un respect du calendrier» pré-établi, a indiqué Stephen Schork. En pareil cas, l'offre devrait demeurer, à court terme, inférieure à la demande. Aux Etats-Unis, le nombre de puits de pétrole en activité a augmenté de 4 unités durant la semaine achevée le 28 janvier, mais demeure inférieur de plus de 27% à son niveau de début mars 2020, aux premiers jours de la pandémie de coronavirus, selon les données du cabinet Baker Hughes.

FRANCE

L'inflation repart à la hausse à 2,9% en janvier

L'inflation est repartie à la hausse en janvier à 2,9% sur un an, après être restée stable à 2,8% en décembre, a indiqué mardi l'Institut national de la statistique (Insee) dans une estimation provisoire. Les prix de l'énergie ont accéléré à +19,7%, après +18,5% en décembre, tandis que ceux des services ont augmenté eux aussi à +2%, après +1,8% le mois précédent, a expliqué l'Insee. Les prix alimentaires ont également progressé de 1,5% (après +1,4% en décembre), tirés par les produits frais (+3,6% après +3,3% en décembre).

En revanche, la hausse des prix des produits manufacturés a ralenti à +0,6%

après +1,2% en décembre. Sur un mois, l'inflation en France a augmenté de 0,3% après 0,2% en décembre. Par ailleurs, les ventes de voitures neuves ont continué d'être freinées par la pénurie de semi-conducteurs au mois de janvier, avec une baisse de 18,58% sur un an, a indiqué la Plateforme automobile française. Les constructeurs ont immatriculé 102.901 véhicules en janvier, contre 126.380 en janvier 2021, avant la pénurie de puces électroniques, et 155.079 sur le même mois de 2019, dernière année pleine avant la crise sanitaire liée à la pandémie du Covid-19.

Après une année record en 2021, le

marché de l'occasion s'est inscrit aussi en repli sensible de 8,9% en janvier. Concernant la croissance de l'activité manufacturière, elle a de nouveau légèrement ralenti en janvier, toujours pénalisée par les pénuries de matières premières et de personnel, selon des données publiées par le cabinet IHS Markit. L'indice composite qui mesure la performance du secteur sur la base des données recueillies auprès d'un panel de 400 entreprises a perdu 0,1 point à 55,5 points par rapport à décembre. Une valeur supérieure à 50 illustre une expansion de l'activité, quand une valeur inférieure signale une contraction.

TUNISIE

Augmentation partielle des prix des hydrocarbures

Le ministère de l'Industrie, des mines et de l'énergie et le ministère du Commerce et du développement des exportations ont annoncé, lundi, un ajustement partiel des prix de vente au public de certains produits pétroliers en Tunisie, à partir de minuit, rapporte l'agence TAP. Il s'agit d'augmenter de 60 millimes le prix de l'essence sans plomb. Ainsi le nouveau prix sera fixé à 2155 millimes/litre, selon un communiqué conjoint. Le prix du Gasoil ordinaire sera également augmenté de 50 millimes. Ce qui ramène le nouveau prix à 1655 millimes. Pour ce qui est du Gasoil sans soufre, le prix connaîtra une hausse de 55 millimes/litre. Le nouveau prix sera fixé ainsi à 1860 millimes. Les prix des autres produits pétroliers comme le Gaz de pétrole liquéfié (GPL) demeurent inchangés, précisent les deux ministères. La ministre de l'Industrie, des Mines et de l'Energie, Neïla Nouira Goujji, avait récemment indiqué que l'ajustement automatique des prix des hydrocarbures (à la hausse ou à la baisse) est fixé à 3% au lieu de 5% sur toute l'année 2022, affirmant que l'Etat a mis en place des politiques visant à atténuer le déficit énergétique. Elle avait affirmé aux journalistes que la révision des prix des hydrocarbures va concerner l'essence, l'essence sans plomb et le Gasoil, mais pas les bouteilles de gaz domestique préserver le pouvoir d'achat des catégories à revenu limité.

USA

Des employés de plus de 50 cafés Starbucks aux Etats-Unis cherchent à se syndiquer

Des employés de plus de 50 cafés Starbucks cherchent à rejoindre l'organisation à l'origine de l'âpre bataille qui a mené à la création du premier syndicat au sein d'un établissement géré par la chaîne aux Etats-Unis, a annoncé lundi Starbucks Workers United (SWU). La victoire du syndicat en décembre dans deux cafés de Buffalo, ville à la frontière avec le Canada, a suscité l'enthousiasme. Avant même l'annonce des résultats, les employés de trois autres établissements de la zone de Buffalo ainsi que d'un café en Arizona avaient demandé à pouvoir organiser des votes en vue de rejoindre le SWU. Les élections, par correspondance, y sont en cours.

D'autres magasins ont ensuite rejoint le mouvement: 32 ont déjà déposé un dossier auprès de l'agence américaine en charge du droit du travail (NLRB) et 16 autres prévoient de le faire, a détaillé SWU lundi en soulignant qu'ils sont répartis dans 19 Etats.

«Notre mouvement ne fait que grandir», a commenté le syndicat sur son compte Twitter. L'organisation fait cet état des lieux au premier jour de négociations entre la direction et les employés des deux magasins syndiqués à Buffalo. Conformément à la loi américaine, le groupe a l'obligation de «négocier de bonne foi» mais pas forcément d'aboutir à une convention salariale. L'entreprise, qui avait mobilisé de

grands moyens pour tenter de dissuader la création d'un premier syndicat, n'a pas répondu aux questions de l'AFP sur l'état des discussions.

«Nous sommes impatients de négocier pour obtenir un contrat dont nous pouvons tous être fiers», a affirmé Michelle Eisen, manager au café d'Elmwood à Buffalo et une des meneuses de la syndicalisation, dans le communiqué. «Nous appelons aussi Starbucks à mettre fin à sa guerre contre les syndicats. On ne peut pas s'assoier à la table des négociations et négocier de bonne foi tout en essayant activement et agressivement de décourager» les autres employés cherchant à se syndiquer à travers le pays, a-t-elle ajouté.

CHANGES

Rebond des Bourses mondiales pour finir un mois de janvier compliqué

Les marchés boursiers tentaient lundi de sauver la mise pour la dernière séance de janvier, un mois qui aura été morose, avant une semaine chargée en résultats d'entreprises et en décisions monétaires. Les Bourses européennes ont signé un petit rebond pour clôturer le mois: Francfort a pris 0,99%, Milan 0,94%, Paris 0,48% et Londres a fini à l'équilibre (-0,02%). A la Bourse de New York, le Dow Jones gagnait 0,45% et le S&P 500 1,16%. Le Nasdaq sortait du lot, bondissant de 2,44% vers 18H10 GMT. Mais sur l'ensemble du mois de janvier, seuls les indices de Londres et Hong Kong affichent des gains. L'indice Eurostoxx 50 a reculé de 2,88% et les pertes du Nasdaq approchent les 10%. Les marchés ont été secoués par les différents signaux émis par la Réserve fédérale américaine (Fed), qui envisage de durcir sérieusement sa politique monétaire pour endiguer la hausse des prix. Les chiffres de l'inflation et la remontée des taux d'intérêt sur le marché obligataire ont aussi contribué à la nervosité des investisseurs. Sur le marché obligataire, les taux européens se sont nettement tendus, de 5 à 6 points de base en moyenne. Le Bund allemand à 10 ans, qui fait

référence, est repassé en positif à 0,01%, deux semaines après sa première incursion au-dessus de zéro depuis mai 2019. Le taux français à même échéance est monté à 0,42%, contre 0,37% à la clôture de vendredi. L'inflation en Allemagne a ralenti en janvier (4,9% sur un an), après son pic de décembre, mais est ressortie supérieure aux prévisions des analystes (4,6%). Un chiffre qui rend les investisseurs nerveux à l'approche de la réunion de la Banque centrale européenne (BCE) jeudi. «Alors que la BCE pourrait commencer à hausser le ton quant au futur resserrement monétaire, sans toutefois modifier à court terme sa politique, la BoE (Banque d'Angleterre) devrait, elle, augmenter à nouveau son taux directeur», antcipie Vincent Boy, analyste marchés chez IG France. Les prix du pétrole étaient en hausse, profitant de crises géopolitiques et d'une offre limitée, avant la réunion mercredi de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et ses partenaires (Opep+). Le prix du baril de Brent de mer du Nord pour livraison en mars gagnait 1,37% à 91,26 dollars vers 18H00 GMT, se rapprochant de son pic de la semaine passée (91,70 dollars), un plus haut depuis 2014.

TLEMCEM

Démantèlement d'un réseau de faussaires de bulletins de tests PCR

Les services de la sûreté de daïra de Ghazaouet (Tlemcen) ont démantelé dernièrement un réseau spécialisé dans la falsification des bulletins d'analyses pour le dépistage de la Covid-19 (tests PCR), a-t-on appris lundi dans un communiqué de la cellule de communication de la sûreté de wilaya.

Menée en collaboration avec la police des frontières maritimes, l'opération de démantèlement du réseau a eu lieu suite au contrôle des documents de deux passagers au port de Ghazaouet, où les policiers ont découvert de faux bulletins d'analyses biologiques (PCR) de dépistage de la Covid-19, a-t-on indiqué.

L'enquête a permis d'identifier et d'arrêter deux autres individus qui falsifiaient les bulletins des tests dans un laboratoire d'analyses agréé à Ghazaouet pour le besoin du voyage, a-t-on fait savoir. L'opération a permis aussi la saisie de moyens techniques utilisés dans la falsification, notamment des ordinateurs et photocopieuses, a-t-on ajouté, soulignant qu'une procédure judiciaire a été engagée à l'encontre des quatre mis en cause arrêtés pour les présenter devant le procureur de la République près le tribunal de Ghazaouet.

EL-BAYADH

2 morts et 2 blessés dans un accident de la route à Stitten

Deux personnes ont trouvé la mort et deux autres ont été blessées dans un accident de la circulation survenu, lundi soir dans la commune de Stitten (W. El-Bayadh), a-t-on appris auprès des services de la Protection civile (PC). L'accident s'est produit vers 19h25 sur le chemin communal reliant la commune de Stitten et la RN 47, suite à une collision de deux véhicules touristiques, qui a coûté la vie à deux hommes, âgés de 36 et 47 ans, tandis que deux enfants, de 7 et 12 ans, ont été blessés. Les éléments de la PC ont transporté, en urgence, les blessés vers l'Etablissement public hospitalier (EPH) Mohamed Boudiaf au chef lieu de wilaya pour recevoir les soins nécessaires, tandis que les corps des deux victimes ont été transférés à la morgue du même établissement.

A cet effet, les services de sécurité compétents ont diligenté une enquête sur les circonstances de l'accident, note la même source.

SKIKDA

Démantèlement d'un réseau criminel spécialisé dans l'organisation de traversées clandestines

Les unités du groupement territorial de la gendarmerie nationale de Skikda ont démantelé un réseau criminel de huit (8) individus spécialisés dans l'organisation de traversées clandestines par mer et saisi du matériel utilisé à cet effet, a-t-on appris lundi du chargé de communication du groupement le commandant Kouider Soulah. Dans le cadre de la lutte contre le phénomène de l'émigration clandestine par mer, les services du groupement avaient reçu le 24 janvier dernier des informations relatives à une traversée clandestine à partir de la plage non surveillée Oued Saboune, dans la commune de Filfila (Est de Skikda), qu'un groupe de jeunes s'appropriait à organiser, a indiqué au cours d'une conférence de presse animée au siège de la compagnie territoriale de Skikda le commandant Soulah. L'officier de la gendarmerie nationale de Skikda a ajouté qu'après avoir pris les dispositions sécuritaires nécessaires, une formation sécuritaire a été mise en place pour déjouer cette tentative permettant l'arrestation de 12 candidats à l'émigration clandestine. Après l'accomplissement des procédures légales et l'intensification des opérations de recherche, les éléments de la gendarmerie nationale ont démantelé un réseau criminel organisé de huit passeurs, âgés entre 22 et 40 ans, activant sur le territoire de la wilaya de Skikda, a ajouté la même source. L'opération a permis la saisie d'un bateau de plaisance, quatre grands jerricans et quatre autres plus petits remplis de 540 litres d'essence, quatre gilets de sauvetage, sept téléphones portables, une voiture utilisée par les membres du réseau pour sécuriser la route et un montant de 310.000 DA issus du trafic, selon encore la même source. Un dossier judiciaire a été constitué contre les individus arrêtés présentés lundi devant le procureur de la République près le tribunal de Skikda pour «crime de trafic d'individus».

VENTS VIOLENTS DANS L'EST DU PAYS

La Protection civile appelle au respect des consignes de prévention

La Direction générale de la protection civile a appelé, mardi, les citoyens à respecter les consignes de prévention pour éviter les accidents domestiques et de circulation et ce, suite à l'annonce de vents violents devant s'abattre sur plusieurs wilayas de l'Est du pays, indique un communiqué de cette institution.

«Suite au bulletin météo spécial annonçant des vents violents qui s'abattront sur les régions côtières Est du pays avec des piques dépassant parfois 80 km/h et les régions intérieures Est avec des piques pouvant dépasser 90 km/h durant la validité, la DGPC appelle les citoyens à respecter les consignes de prévention de base pour éviter les accidents domestiques et accidents de la circulation liés aux conditions climatiques défavorables», note le communiqué.

Il s'agit de «ranger et fixer les objets sensibles au vent ou susceptibles d'être endommagés, de prévoir des moyens d'éclairage de secours qui n'ont pas besoin d'électricité à l'exemple des lampes torches et des piles de rechange, de protéger les éléments vitrés en fermant volets, persiennes, rideaux, remonter les stores et s'éloi-



gner des fenêtres», précise la même source.

Il s'agit également, selon la DGPC, de «mettre les véhicules, les animaux et le matériel à l'abri, de ne pas s'approcher des bords de mer, de lac ou de fleuve et se renseigner sur la météo et sur l'état du réseau routier avant tout déplacement».

La Protection civile recommande, entre autres, aux professionnels du bâti-

ment de mettre les grues en girouettes, tout en avertissant les citoyens aussi de la nécessité d'éviter, en cas de déplacement, les secteurs boisés, de limiter la vitesse et de prévenir un proche du départ, de la destination et l'arrivée.

Le Centre national des prévisions météorologiques avait annoncé, lundi, à travers un bulletin météorologique spécial (BMS) que des

vents forts pouvant atteindre ou dépasser les 90 km/h souffleront sur plusieurs wilayas de l'Est du pays ce mardi.

Les wilayas concernées par ce BMS classé de niveau de vigilance Orange sont Jijel, Skikda, Annaba et El Tarf où la direction et la force des vents seront de Nord-Ouest avec une vitesse de 60/70 km/h, atteignant ou dépassant parfois 80 km/h en rafales, et ce à partir de demain mardi de 00h00 à 18h00.

Sont également concernées par ce BMS les wilayas de Sétif, Mila, Constantine, Guelma, Souk Ahras, Oum El Bouaghi, Batna, Khenchela et Tébessa 1 e même jour de 03h00 à 23h00 où la direction et la force des vents seront de Nord à Nord-Ouest avec une vitesse de 60/80 km/h, atteignant ou dépassant parfois 90 km/h en rafales.

TIZI-OUZOU

Saisie de plus de 8,5 kg de kif traité en 2021

Une quantité de 8,586 kg de kif traité a été saisie à Tizi-Ouzou en 2021, lors de 482 opérations de lutte contre le trafic de stupéfiants, menées par les forces de police, a indiqué mardi un communiqué de la sûreté de wilaya.

Outre cette quantité de drogue, 7729 comprimés psychotropes ont été également saisis, alors que 143 personnes impliquées dans ces affaires liées aux infractions à la législation sur les stupéfiants et les psychotropes ont été interpellées, selon le communiqué qui rapporte le bilan des activités de certains services de la sûreté de wilaya durant l'année dernière. Le bilan de la

sûreté de wilaya rapporte, par ailleurs que la brigade chargée de la lutte contre la cybercriminalité, notamment la diffamation le chantage, l'usurpation d'identité, l'atteinte à la vie privée et l'escroquerie, a traité 223 affaires impliquant 203 personnes.

Les services de la sûreté de wilaya ont également mené un travail de recherche et de renseignement qui a permis d'élucider, en 2021, pas moins de 13 affaires liées au trafic d'armes et de munitions, impliquant 40 individus qui ont été interpellés.

A cela s'ajoute le traitement de 175 affaires pour port d'armes blanches

prohibées. Le bilan a précisé, par ailleurs, que 24 véhicules et 7 motos volés ont été récupérés durant l'année écoulée.

Quant aux appels des citoyens pour demander de l'aide ou dénoncer un crime, la sûreté de wilaya a indiqué que 8.672 appels aux numéros verts 15/48 et 17 (police secours) ont été reçus par la salle opérationnelle de cette institution sécuritaire.

«Exploités efficacement, ces appels ont permis d'élucider bon nombre d'affaires liées à la criminalité», est-il mentionné dans le communiqué, sans préciser le nombre de ces affaires.

BECHAR

Démantèlement d'un réseau de présumés narcotrafiquants a Beni-Ounif

Un réseau criminel organisé de présumés narcotrafiquants, composé de trois (3) individus, a été démantelé à Beni-Ounif, par les éléments de la 3ème sûreté urbaine de Bechar, qui ont saisi en leur possession une quantité de 3,6 kg de kif traité, a rapporté mardi la cellule de communication de la sûreté de wilaya de Bechar. Réalisée sous super-

vision de la justice, cette opération fait suite à l'exploitation de renseignements faisant état d'activités suspectes d'individus à Beni-Ounif (110 km au nord de Bechar), a-t-on précisé.

Les investigations policières ont permis l'identification et l'arrestation à Beni-Ounif, dans une première phase, de deux (2) membres du réseau et la sai-

sie en leur possession de 3,1 kg de kif traité, et plus tard d'un troisième individu.

Un quatrième complice est activement recherché par les enquêteurs qui, auparavant et sur ordre de la justice, ont perquisitionné son domicile à Beni-Ounif et y découvert une quantité de 500,2 grammes de kif traité, a ajouté la source. Après finalisation de l'enquête et

des investigations policières, les trois mis en cause ont été présentés à la justice qui a ordonné leur mise en détention provisoire pour «détention illégale de drogue à des fins de commercialisation», tandis que les recherches se poursuivent toujours pour l'arrestation de leur quatrième complice, a conclu la même source sécuritaire.

DOUANES

Saisie de quantités importantes de drogue et de tabacs de contrebande

La Direction générale des douanes (DGD) a annoncé, lundi, avoir saisi des quantités importantes de drogues et de tabacs de contrebande dans des opérations distinctes effectuées par ses brigades régionales.

Les agents de la brigade mobile relevant de l'inspection divisionnaire des douanes d'Oran-externe, en coordination avec les éléments de l'Armée nationale populaire (ANP), ont saisi 11.795 capsules de psychotropes de type Pregabaline 300 mg et trois véhicules, a indiqué la DGD dans une publication

postée sur sa page Facebook. La brigade régionale des douanes de lutte contre la fraude et le trafic de Chlef a procédé, en coordination avec les éléments de l'ANP, à la saisie de 20 kg de kif traité à bord d'un camion remorqué. Les agents de douanes du centre de contrôle douanier de Hassi Belakboun relevant de l'inspection divisionnaire des douanes d'In Amenas ont également procédé, en coordination avec les éléments de l'ANP, à la saisie d'une importante quantité de cigarettes étrangères de 11.800 car-

touches et de 120 boîtes de tabac pour narguilé (Maassel), laquelle a été trouvée planquée à l'intérieur d'un citerne de transport de carburant, a fait savoir la même source.

La brigade mobile des douanes d'El Oued, relevant de l'inspection divisionnaire des douanes d'El Oued a saisi 2220 unités de caméras de surveillance de différents types et volumes, retrouvées enfouies dans des caisses en plastique dans un camion, a ajouté la même source.

USA

Il reste plus de 9.000 espèces d'arbres à découvrir

Des chercheurs ont estimé que le nombre d'espèces d'arbres sur Terre était significativement plus élevé que celui actuellement connu, avec plus de 9.000 espèces restant à découvrir, selon une étude publiée lundi.

Or «estimer le nombre d'espèces d'arbres est essentiel pour guider, optimiser et prioriser les efforts de préservation des forêts sur le globe», soulignent ces travaux, publiés dans la revue de l'Académie nationale des sciences des Etats-Unis (Pnas) et auxquels ont participé des dizaines de scientifiques.

Quelque 64.100 espèces d'arbres ont déjà été répertoriées. Mais selon ces travaux, dont les estimations s'appuient sur une base de données plus complète et une méthode statistique plus avancée qu'auparavant, le nombre total d'espèces serait d'environ 73.300, soit 14% de plus.

Cela signifie qu'environ 9.200 espèces n'ont pas encore été découvertes.

De façon générale, environ 43% de toutes les espèces se trouvent en Amérique du Sud, suivie de l'Eurasie (22%), de l'Afrique (16%), puis de l'Amérique du Nord (15%) et de



l'Océanie (11%), selon l'étude.

De la moitié aux deux tiers de toutes les espèces déjà connues se trouvent dans les forêts humides tropicales ou subtropicales, sur les cinq continents, estiment les chercheurs. Une grande partie des espèces restant à identifier devraient ainsi se trouver dans ces régions, où

moins de relevés sont effectués.

Par ailleurs, près d'un tiers des espèces mondiales sont qualifiées de rares par les scientifiques, avec une faible population et se trouvant dans des régions limitées. Ces espèces sont ainsi plus vulnérables à une menace d'extinction. Seules 0,1% des espèces sont présentes sur

les cinq continents. L'Amérique du Sud présente la proportion la plus élevée (49%) d'espèces endémiques, c'est-à-dire uniquement présentes sur ce continent. «Ces résultats soulignent la vulnérabilité de la diversité des espèces d'arbres dans le monde», écrivent les auteurs de l'étude, notamment face à «l'utilisation anthropique de la terre et au climat futur».

«Perdre des régions de forêts contenant ces espèces rares aura un impact direct et potentiellement de long terme sur la diversité des espèces au niveau mondial, et leur apport aux services écosystémiques», ont-ils ajouté.

Les relevés d'espèces sont un travail de très longue haleine et présentant de nombreux défis, notamment d'accès à certaines régions ou même de cohérence d'identification, plusieurs botanistes pouvant par exemple caractériser légèrement différemment une même espèce.

ROYAUME-UNI

Jusqu'à un million de femmes ont des problèmes liés au jeu, selon une étude

Jusqu'à un million de femmes au Royaume-Uni pourraient être concernées par des problèmes liés au jeu, une tendance renforcée par la facilité d'accès aux sites en ligne, selon une étude publiée lundi.

Le nombre de femmes qui reçoivent un traitement pour des problèmes de jeu a doublé en cinq ans, à 2.423 en 2020-2021, et «cela ne représente qu'une fraction des personnes» concernées par ces difficultés, précise GambleAware, une organisation spécialisée dans ces questions, qui publie l'étude.

«Les problèmes liés au jeu peuvent prendre de nombreuses formes et avoir des impacts négatifs sur les ressources, les relations et la santé des personnes» qui en souffrent, ainsi que sur leurs proches, ajoute GambleAware dans un communiqué. «Les comportements de jeu se mani-

festent différemment chez les femmes et les hommes», commente Liz Karter, thérapeute spécialisée en addiction au jeu, citée dans le communiqué.

Selon les auteurs de l'étude, les femmes sont ainsi davantage susceptibles que les hommes de déclarer que le jeu leur a causé des problèmes de stress ou de l'anxiété.

Et internet renforce le phénomène: «nous savons que la facilité d'accès aux jeux d'argent en ligne conduit de nombreuses femmes vers des jeux qui semblent innocents et socialement acceptables», ajoute Mme Karter.

«L'activité sur les sites de jeu populaires auprès des femmes connaît son pic dans les mois d'hiver - avec un trafic total moyen entre décembre et mars en hausse de 29% comparé au reste de l'année», soulignent encore les auteurs.

Parmi les femmes qui font l'expérience

des problèmes les plus graves, 39% s'abstiendraient de demander de l'aide ou un traitement, par peur du regard des autres.

«Notre étude montre que les femmes peuvent ne pas se rendre compte qu'elles commencent à avoir des problèmes de jeu, ou peuvent être inquiètes de la stigmatisation», explique Zoë Osmond, directrice générale de GambleAware.

Parmi les signes qui doivent alerter figurent la perte de la notion du temps, les dépenses excessives ou le fait de dissimuler le jeu à ses proches.

Au Royaume-Uni, environ 0,5% des adultes sont considérés comme «joueurs à problèmes», soit environ 430.000 personnes.

Les mois de confinement pendant la pandémie de Covid-19 n'ont fait qu'aggraver la situation pour de nombreux Britanniques cloîtrés chez eux.

CERTIFICATS DE VACCINATION

Deux infirmières à New York mises en cause dans une arnaque de 1,5 million de dollars

Deux infirmières à New York ont été interpellées pour avoir falsifié des certificats de vaccination anti-Covid, rapportent lundi les médias.

Arrêtées vendredi dernier, ces deux infirmières de Long Island sont également accusées d'avoir inséré de fausses informations dans la base de données de l'Etat, relève le Huffington Post, ajoutant que

cette arnaque aurait rapporté plus de 1,5 million de dollars.

Le procureur de district du comté de Suffolk a ordonné l'arrestation de Julie DeVuono, 49 ans, propriétaire et exploitante de Wild Child Pediatric Healthcare à Amityville et son employée, Marissa Urraro, 44 ans. Les deux mises en cause ont été appréhendées après avoir prétendument facturé à

des clients 220 dollars pour un certificat vaccinal adulte et 85 dollars pour un certificat enfant, a indiqué le service de police du comté de Suffolk.

La perquisition au domicile de l'une des accusées a permis de récupérer 900.000 dollars en espèces et un registre indiquant la somme récoltée grâce au système de vaccination depuis novembre, selon le

bureau du procureur. «En tant qu'infirmières, ces deux personnes devraient comprendre l'importance des certificats de vaccination légitimes, car nous travaillons tous ensemble pour protéger la santé publique», a déclaré, de son côté, le commissaire de police du comté de Suffolk, Rodney Harrison, dans un communiqué.

GRÈCE

Explosion d'engins incendiaires à Athènes, pas de victimes

Deux engins incendiaires ont explosé, dans la nuit de lundi à mardi à Athènes, devant les domiciles d'un journaliste et d'un policier, provoquant des dégâts matériels sans faire de victime, des «actes criminels» condamnés par le gouvernement grec, rapportent des médias.

Les explosions quasi-simultanées ont eu lieu mardi vers 02H30 locales (lundi 23H30 GMT), selon les premières informations de la police.

La première est survenue à Argyroupoli, banlieue Est d'Athènes, où

habite un journaliste travaillant pour Skai, l'un des principaux groupes de médias grecs.

«Je dormais et j'ai entendu un «boum», je suis sorti et toute la porte était en feu», a déclaré le journaliste Yannis Kampourakis à la radio Skai.

La seconde explosion a eu lieu devant l'immeuble où réside le président d'un corps spécial de police à Kypseli, quartier populaire d'Athènes, provoquant également des dégâts matériels sur la façade.

Le porte-parole du gouvernement

Yannis Economou, cité par des médias, a qualifié ces actes de «criminels», estimant que ceux-ci «ne peuvent être tolérés par aucun citoyen républicain», selon l'agence de presse grecque ANA.

Il a également condamné «des attaques aussi inacceptables et profondément antidémocratiques» perpétrées dans la même nuit contre un local et un véhicule d'Attiki Odos, la société privée qui gère la périphérie d'Athènes, au centre d'une controverse depuis la tempête de neige qui s'est abattue la semaine dernière sur la Grèce.

EQUATEUR

Au moins onze morts dans des inondations après des pluies record

Des inondations après de fortes pluies à Quito ont fait lundi au moins onze morts et 32 blessés, ont indiqué les autorités, qui ont également fait état de plusieurs bâtiments dévastés, dont un complexe sportif.

«Pour le moment il y a onze morts, quinze blessés et nous avons huit bâtiments détruits», a indiqué le maire de la capitale équatorienne, Santiago Guarderas.

La municipalité a ensuite précisé dans un communiqué que le nombre de blessés s'élevait à 32 et que des familles sans abri avaient été logées dans huit hôtels. Des pluies torrentielles lundi, les plus fortes depuis vingt ans, ont fait déborder un bassin de rétention, provoquant un torrent d'eau qui a envahi un stade où plusieurs personnes s'entraînaient, a expliqué M. Guarderas.

Des torrents d'eau charriant des pierres et de la boue ont envahi une avenue de la capitale équatorienne, emportant des voitures et inondant des maisons et des rues, selon des images publiées par la Protection civile.

Selon le maire de Quito, il est tombé samedi quelque 3,5 litres par m2, mais près de 75 litres par m2 lundi quand les prévisions annonçaient des pluies ne devant pas dépasser 2 litres par m2.

«C'est un chiffre record que nous n'avons pas vu depuis 2003», a-t-il affirmé. La zone touchée subit également des coupures d'électricité. Les fortes pluies qui s'abattent sur l'Equateur depuis octobre ont déjà frappé 22 des 24 provinces du pays, faisant au moins 18 morts et 24 blessés, selon un bilan du Service national de gestion des risques établi avant les intempéries de lundi.

JAPON

Recherches pour retrouver l'équipage d'un F-15 disparu

Des avions et navires japonais tentaient mardi de localiser les deux pilotes d'un avion de chasse dont les autorités pensent qu'il s'est abîmé en mer la veille, a annoncé le gouvernement nippon. Un morceau du fuselage de l'appareil, un F-15, a été retrouvé mais les autorités sont toujours à la recherche des deux personnes qui se trouvaient à bord, a déclaré aux médias le porte-parole du gouvernement Hirokazu Matsuno.

La trace de l'avion a été perdue au-dessus de la mer du Japon, peu de temps après son décollage pour une mission d'entraînement lundi en fin d'après-midi, alors qu'il se trouvait à environ 5 kilomètres de la base aérienne de Komatsu, dans le département d'Ishikawa (centre). «On présume que l'appareil s'est écrasé car un morceau du fuselage a été retrouvé dans la zone», a précisé M. Matsuno, ajoutant que «tous les efforts» étaient déployés pour localiser les membres d'équipage, avec la participation d'avions des Forces d'autodéfense japonaises et de navires des garde-côtes. Les causes probables du crash n'ont pas été indiquées et le ministère japonais de la Défense n'a pas décidé l'immobilisation de ses avions F-15. En 2019, un avion de chasse F-35A japonais s'était abîmé en mer et d'importantes opérations de recherches avaient été lancées pour tenter de retrouver le corps du pilote et l'épave truffée de secrets technologiques, avant d'être abandonnées deux mois plus tard.

TISSEMSILT - COVID-19 Opération de désinfection des établissements scolaires

La Direction de la protection civile de la wilaya de Tissemsilt a procédé lundi au lancement d'une opération de stérilisation et de désinfection des établissements scolaires dans le cadre des mesures de prévention contre la Covid-19, a-t-on appris auprès des services de cette institution.

L'opération, organisée en coopération avec la Direction de l'éducation, est réalisée par les unités secondaires de la protection civile pour la stérilisation de l'ensemble des établissements scolaires des différents cycles d'enseignement, soit 319 établissements dont dispose la wilaya, avec la participation d'enseignants, de parents d'élèves et de bénévoles d'associations locales, a indiqué à l'APS la même source.

Plus de 700 agents d'intervention ont été mobilisés pour la réalisation de cette opération, qui se poursuit jusqu'à la fin de la semaine en cours, en plus de 30 ambulances et 40 camions citernes.

Parallèlement à cette initiative, la direction de la protection civile a lancé une campagne de sensibilisation pour la prévention contre Covid-19 à l'adresse des parents d'élèves et des staffs éducatifs et administratifs des établissements scolaires, comportant des conseils et des orientations sur l'impératif respect du protocole sanitaire et de la vaccination.

D'autre part, la Direction de la protection civile a programmé, dans les jours à venir, une opération de distribution d'un nombre important de masques protecteurs au profit des staffs éducatifs et administratifs des écoles primaires des zones rurales enclavées de la wilaya.

GUELMA Installation de la cellule de wilaya de suivi de la mise en œuvre du pass sanitaire

Les services de la wilaya de Guelma ont installé la cellule de wilaya chargée du suivi et de contrôle permanent de la mise en œuvre du pass sanitaire de prévention contre la covid-19, a appris mardi l'APS de la cellule de communication de la wilaya.

L'installation de cette cellule s'est déroulée lundi au siège de la wilaya sous la présidence de la wali Mme Labiba Ouinez, selon la même source qui a ajouté que cette cellule composée de représentants de toutes les administrations et services concernés est présidée par le directeur de wilaya de la santé.

Cette cellule assurera le suivi et le contrôle continu de la mise en œuvre du pass vaccinal contre la Covid-19 et effectuera en outre des visites d'inspection des structures et espaces réservés à la vaccination pour relever les entraves susceptibles d'entraver le bon déroulement de l'opération, selon la même source. Elle établira et présentera des rapports réguliers de son activité et émettra les propositions qu'elle jugera nécessaires pour améliorer le déroulement de l'opération de vaccination et appliquer minutieusement les mesures liées au pass sanitaire, est-il indiqué de même source.

L'installation de cette cellule s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du décret exécutif n° 21-544 du 28 décembre 2021 portant institution du pass vaccinal ainsi que de l'instruction ministérielle n° 44 du 13 décembre 2021 et de l'arrêté de wilaya n° 261 du 19 janvier 2022.

BILAN DE LA PANDEMIE DU COVID-19 1403 nouveaux cas, 807 guérisons et 14 décès

Mille quatre cent trois (1403) nouveaux cas confirmés de coronavirus (Covid-19), 807 guérisons et 14 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a indiqué, mardi, le ministère de la Santé dans un communiqué.

Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 253520, celui des décès 6593, alors que le nombre de patients guéris est passé à 168522 cas. Par ailleurs, 39 patients sont actuellement en soins

intensifs, ajoute la même source. En outre, 8 wilayas n'ont recensé aucun cas durant les dernières 24 heures, 10 autres ont enregistré de 1 à 9 cas, tandis que 30 wilayas ont enregistré 10 cas et plus.

Le ministère de la Santé rappelle, par la même occasion, que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, tout en insistant sur le respect du port du masque.

COVID-19 Benbouzid se félicite de la stabilisation de la situation épidémiologique

Le ministre de la Santé, Abderrahmane Benbouzid, s'est félicité de la stabilisation de la situation épidémiologique liée au Covid-19, saluant les efforts déployés par les directeurs de la santé des wilayas, a indiqué mardi un communiqué du ministère.

Lors d'une réunion de coordination et d'évaluation avec les directeurs de la santé des wilayas, tenue lundi par visioconférence, le ministre de la Santé a salué «les efforts déployés par les directeurs de la santé et leur engagement à mettre en œuvre les différentes recommandations du ministère, notamment l'affectation de structures et de services de soins au Covid-19 à travers tous les établissements de santé, avec le maintien des spécialités vitales telles que la gynécologie-obstétrique, la réanimation, la chirurgie générale, les urgences et la pédiatrie, en plus de la mise à disposition en



grandes quantités de tous les médicaments pour le traitement des malades Covid, notamment les anticoagulants», a précisé la même source.

M. Benbouzid a évoqué les cas Covid-19 enregistrés parmi les professionnels de santé, saluant leur sens de responsabilité face à cette pandémie

depuis son apparition. Il a souhaité un prompt rétablissement aux malades, a ajouté le communiqué.

Concernant l'importance de la vaccination anti-Covid, le premier responsable du secteur a souligné la «nécessité d'intensifier cette opération qui est le seul moyen d'endiguer la pandémie», appelant

les wilayas qui ont enregistré un faible taux de vaccination à vulgariser la vaccination.

M. Benbouzid a, par ailleurs, appelé les directeurs de la santé à accorder la priorité aux services des urgences dans les programmes de réaménagement prévus, compte tenu de l'importance de ces services qui sont, a-t-il dit, l'interface des hôpitaux. «C'est un défi qu'il faut relever dans les meilleurs délais», a-t-il soutenu.

Le ministre a également plaidé en faveur de l'amélioration des prestations de proximité fournies aux citoyens, par l'augmentation des structures sanitaires de proximité dotées de diverses spécialités importantes pour épargner aux citoyens la contrainte des déplacements vers les établissements et centres hospitaliers et leur assurer une prise en charge au niveau des établissements publics de santé de proximité.

Plusieurs millions d'unités de médicaments prévues à la distribution

Plusieurs millions d'unités de médicaments employés dans le protocole de traitement thérapeutique de la Covid-19 sont prévues à la distribution, cette semaine, sur le marché national afin d'assurer la disponibilité de ces médicaments, a assuré l'Observatoire de veille sur la disponibilité des produits pharmaceutiques.

Réuni en session extraordinaire, sur instruction du ministre de l'Industrie pharmaceutique, hier lundi, par visioconférence, l'Observatoire a examiné la disponibilité des médicaments entrants dans le cadre du protocole de thérapie anti-Covid-19. A cet effet, il a fait état de 22 millions de boîtes de Paracétamol livrées aux établissements de distribution du 1er novembre au 27 janvier dernier, en plus des 3 millions de boîtes prévues à la distribution durant la semaine du 28 janvier au 03 février 2022 (500 mg et 1gr).

S'agissant des anti-coagulants type Enoxaparine, il a été précisé qu'une quantité de plus de trois (03) millions d'unités ont été mises en vente durant la période du 01 novembre 2021 au 27 janvier 2022, tandis

que près de 500.000 unités sont prévues à la distribution cette semaine à la faveur de la mise sur le marché du traitement ThéranoX produit par les laboratoires Biothéra.

La libération prévisionnelle de 500.000 unités pour ce nouveau produit est attendue durant le mois de février en cours.

En matière de disponibilité des tests antigéniques, l'Observatoire a assuré qu'une quantité de 2,4 millions de tests ont été autorisés à l'importation, en plus des quantités produites localement.

Intervenant lors de cette réunion, le président de l'Observatoire, Dr Redha Belkacemi, a rappelé l'ensemble des mesures prises par le ministère de l'Industrie pharmaceutique, dans le cadre de la veille sur la disponibilité des médicaments inscrits dans le protocole thérapeutique anti-Covid-19, notamment le renforcement des opérations d'inspections qui ont abouti à la libération d'importantes quantités stockées, ainsi qu'à des sanctions (mise en demeure et notification de fermeture) prononcées à l'encontre des contre-

venants. Il a, par ailleurs, salué «l'implication et la mobilisation de l'ensemble des acteurs de la chaîne du médicament à travers le respect des mesures des réquisitions qui ont contribué à une meilleure disponibilité des produits entrants dans le cadre du protocole thérapeutique anti-Covid-19».

La réunion a évoqué, en outre, l'étude de la disponibilité des médicaments dispensés en officines, notamment les insulines, dont tous les programmes d'importation ont été libérés, permettant de prévoir plus de 300.000 unités à la distribution dès le 1er février 2022. A signaler que la réunion de l'Observatoire s'est déroulée avec la participation des membres représentants du ministère de la Défense nationale, de la Santé, du Travail, de l'emploi et de la Sécurité Sociale, ainsi que ceux de l'Agence nationale de la Sécurité sanitaire, l'Agence nationale des produits pharmaceutiques, les experts cliniciens, le Groupe Soidal, des associations des producteurs et des distributeurs, et l'Ordre et les syndicats des pharmaciens et des médecins.

ORAN Caravane de sensibilisation sur l'importance de la vaccination

La direction des affaires religieuses et des wakfs de la wilaya d'Oran a lancé lundi, une caravane de sensibilisation sur l'importance de la vaccination contre Covid-19 sous le slogan "Nous sommes contre le coronavirus".

La caravane, dont le coup d'envoi a été donné par le directeur des affaires religieuses et wakfs, Mohamed El Amir Abdelkader, devant le siège de la direction à haï "Akid Lotfi", est organisée en collaboration avec le secteur de la santé, de la direction de la

sûreté de wilaya et des services de la protection civile.

Animée par des imams et des médecins, la caravane a sillonné les quartiers "Akid Lotfi", "Es-Seddikia" et "Medina Jdida" et d'autres quartiers populaires de la ville d'Oran en vue de sensibiliser les citoyens sur la situation sanitaire difficile et la nécessité de se faire vacciner et de respecter les mesures préventives pour lutter contre la propagation de la pandémie.

La caravane poursuivra son activité, deux mois durant,

pour toucher les citoyens des différentes villes et villages de la wilaya et les sensibiliser sur l'importance de la prévention contre Covid-19 et la nécessité de se faire vacciner, sachant que des opérations de vaccination sont organisées tous les vendredis dans les principales mosquées de la wilaya.

A cette occasion, le directeur des affaires religieuses et des wakfs, Mohamed El Amir Abdelkader, a appelé les citoyens à s'y rendre pour se faire vacciner. "Actuellement c'est la seule solution pour lut-

ter contre la propagation de la pandémie", a-t-il souligné. En parallèle, la direction des affaires religieuses et des wakfs effectue des opérations de désinfection de mosquées à travers la wilaya, à l'initiative d'imams et de comités religieux. La même direction prévoit également d'organiser, la semaine prochaine, une campagne de préservation de l'environnement en organisant des opérations périodiques de nettoyage à travers les quartiers de la ville d'Oran.

PANDEMIIE DE CORONAVIRUS

ONU

La Covid-19 pourrait devenir « une décennie perdue pour les enfants »

La pandémie de Covid-19 pourrait devenir «une décennie perdue», pour les enfants du monde entier, a affirmé lundi un haut responsable du Haut-Commissariat de l'ONU aux droits de l'homme (HCDH).

Orest Nowosad, Chef de la Section des groupes cibles à la Division des traités du HCDH, a ainsi fait état d'une augmentation «du nombre d'enfants touchés par la faim, la violence, la pauvreté, les problèmes de santé mentale, les mariages forcés et les difficultés d'accès à l'éducation, entre autres».

A l'ouverture de la 89e session du Comité des droits de l'enfant, qui se tient jusqu'au 11 février prochain, les services de la Haute-Commissaire Michelle Bachelet ont admis que cela pourrait devenir «une décennie perdue pour les enfants», laissant les objectifs de développement durable au stade de rêve impossible si aucune mesure n'est prise, comme cela est mentionné dans le dernier rap-



port du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF). Aussi, est-il temps de maintenir les enfants au centre de toutes les réponses pour faire face à la Covid-19, a plaidé M. Nowosad, faisant valoir le caractère crucial du

suivi continu du Comité à cet égard.

A noter que cette session devait initialement commencer le 17 janvier 2022, mais le Haut-Commissariat a dû prendre la décision de ne pas tenir la session en

personne au cours du mois de janvier compte tenu de la hausse spectaculaire des cas de variant Omicron.

Par la suite, il a été confirmé que les sessions prévues pour février 2022 pouvaient avoir lieu avec les experts se rendant à Genève pour se rencontrer en personne.

Durant cette 89e session, le Comité procédera à l'examen des rapports périodiques de deux Etats parties à la Convention – à savoir les Pays-Bas et Madagascar – dans un format hybride avec une présence en ligne des délégations de chacun de ces deux Etats.

Le 10 février prochain, le Comité tiendra par ailleurs une réunion informelle avec les Etats parties à la Convention.

TUNISIE

13 décès et plus de 2500 nouvelles contaminations par le coronavirus en 24 h

La Tunisie a enregistré 13 décès supplémentaires et 2574 nouvelles contaminations par le coronavirus sur un total de 8740 analyses effectuées ces 24 heures, a annoncé mardi le ministère de la santé. Dans son bilan quotidien sur la situation épidémique dans le pays, le ministère a souligné que depuis l'apparition de la pandémie en Tunisie en mars 2020, plus de 909 mille cas d'infection au coronavirus ont été enregistrés et que le nombre de victimes du virus a atteint 26 mille 288 morts. Le nombre total de personnes hospitalisées dans des établissements de santé publics et privés s'est élevé, selon la même source, à 1062 dont 195 se trouvent en réanimation et 53 sont placées sous respirateurs artificiels.

CHINE

La partie continentale signale 27 nouveaux cas transmis localement

La partie continentale de la Chine a enregistré lundi 27 nouveaux cas de Covid-19 transmis localement, contre 40 le jour précédent, a annoncé mardi la Commission nationale de la santé.

Parmi les nouvelles infections locales lundi, treize ont été signalées dans la province orientale du Zhejiang, sept à Tianjin (nord), quatre au Hebei, deux à Pékin et une au Guangdong, selon la Commission. Selon la même source, 39 nouveaux cas importés de Covid-19 ont également été signalés lundi dans la partie continentale.

En revanche, aucun nouveau décès dû au virus n'a été enregistré ce jour-là, et le bilan de la pandémie reste inchangé depuis plus d'un an à 4.636 morts, selon la commission.

La Russie enregistre un nouveau record de cas journaliers

La Russie a confirmé 124.070 nouveaux cas de COVID-19 au cours des dernières 24 heures, un nouveau record à ce jour, portant le total national à 11.861.077 cas, a déclaré mardi le centre officiel de surveillance et de réponse au COVID-19.

Le bilan national s'est quant à lui alourdi de 621 victimes pour atteindre 331.349 décès, tandis que le nombre de guérisons a augmenté de 30.130 pour un total de 10.248.281.

Par ailleurs, Moscou, la région la plus touchée du pays, a signalé 23.417 nouveaux cas pour un total de 2.537.351.

D'après les données officielles, environ 84 millions de Russes ont reçu au moins une dose de vaccin contre le COVID-19 alors que 79 millions étaient complètement vaccinés en date de vendredi. Le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, a indiqué lundi qu'il n'était pas question d'un confinement à l'échelle nationale malgré la récente hausse du nombre de cas.

M. Peskov a ajouté que le taux de vaccination actuel «laisait vraiment à désirer» et qu'il espère que la population continuera de se faire vacciner afin de potentiellement réduire le nombre de décès liés au COVID-19.

SELON L'OMS

Il est "prématuré" de déclarer victoire face au Covid-19

Le directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a averti mardi qu'il était trop tôt pour que les pays crient victoire face au Covid-19 ou abandonnent leurs tentatives d'enrayer la transmission du virus.

"Il est prématuré pour tout pays de se rendre ou de déclarer victoire", a déclaré Tedros Adhanom Ghebreyesus, en conférence de presse, inquiet face à une progression des décès dans la plupart des régions du monde.

Son appel à la prudence survient alors que certains pays envisagent le retour à la vie d'avant. Le Danemark a même franchi ce pas mardi, en dépit d'un niveau record

de cas de Covid-19, s'estimant en mesure de le faire grâce à sa forte couverture vaccinale et à la moindre sévérité du variant Omicron. "Plus de transmission signifie plus de décès", a affirmé le Dr Tedros. Depuis que le variant Omicron a été identifié pour la première fois il y a tout juste 10 semaines, près de 90 millions de cas ont été signalés à l'OMS. "Nous sommes préoccupés par le fait qu'un récit s'est installé dans certains pays selon lequel, en raison des vaccins et de la transmissibilité élevée d'Omicron, et de sa moindre gravité, prévenir la transmission ne serait plus possible. Rien de tout cela ne pourrait être plus éloigné de la vérité", a affirmé le chef de

l'OMS. Pour le Dr Tedros, "ce virus est dangereux". Un message qu'il n'a de cesse de répéter depuis l'apparition du variant Omicron. "Nous ne demandons à aucun pays de réinstaurer des confinements. Mais nous appelons tous les pays à protéger leur population en utilisant tous les outils disponibles, et pas que les vaccins", a-t-il souligné. Affirmant que le virus va continuer à évoluer, il a appelé les pays à poursuivre les tests, la surveillance du virus et son séquençage: "Nous ne pouvons pas combattre ce virus si nous ne savons pas ce qu'il fait". Il a également estimé que si le virus continue à évoluer, "les vaccins devront peut-être aussi évoluer".

ETATS UNIS

Plus de 3,5 millions de cas d'enfants atteints de COVID-19 signalés en janvier

Plus de 3,5 millions de cas d'enfants atteints de COVID-19 ont été signalés aux Etats-Unis en janvier, une «augmentation spectaculaire» liée à l'explosion du variant Omicron dans le pays, a révélé le dernier rapport de l'Académie américaine de pédiatrie (AAP) et de

l'Association des hôpitaux pour enfants. Selon le rapport, plus de 11,4 millions d'enfants dans le pays ont été testés positifs à la COVID-19 depuis le début de la pandémie, dont près de 2 millions rien qu'au cours des deux derniers semaines. Pour la semaine se terminant le 27 jan-

vier, plus de 808.000 nouvelles contaminations d'enfants ont été signalées dans le pays, a indiqué l'AAP, ajoutant que le nombre de cas impliquant des enfants restait «très élevé» cette semaine, et représentait encore le triple du plus haut niveau enregistré lors de la

vague de Delta en 2021. Il s'agit de la 25e semaine consécutive où les contaminations d'enfants aux Etats-Unis dépassent les 100.000. Depuis la première semaine de septembre, près de 6,4 millions de cas d'enfants supplémentaires ont été répertoriés, selon l'AAP.

INDONÉSIE

La période de quarantaine réduite à cinq jours

Le gouvernement indonésien a annoncé la réduction la période de quarantaine pour les voyageurs internationaux à cinq jours, contre sept jours auparavant.

«Il doit y avoir un changement de stratégie en raison du nombre plus élevé de cas de transmission locale.

A cette fin, le gouvernement modifie la période de quarantaine, de sept à cinq jours, à condition que les ressortissants indonésiens et étrangers entrant en Indonésie aient été complètement vaccinés», a déclaré, dimanche, le ministre coordinateur des Affaires maritimes et de l'investissement, Luhut Binsar Pandjaitan, en tant que chef adjoint du Comité pour la gestion du Covid-19 dans un communiqué.

M. Pandjaitan a noté que les ressortissants indonésiens qui avaient reçu leur première dose de vaccin doivent, toutefois, subir une quarantaine de sept jours à leur arrivée de l'étranger. La décision visant à

réduire la période de quarantaine a également pris en compte la nécessité de réaffecter les ressources du gouvernement, a-t-il dit. «Les bâtiments précédemment utilisés pour mettre en quarantaine les voyageurs internationaux seront transformés en centres d'isolement avec la forte

demande attendue de patients positifs confirmés sans symptômes et avec des symptômes légers», a-t-il noté.

L'Indonésie a signalé, lundi, 10.185 nouvelles infections au Covid-19, portant à 4,3 millions le total des cas depuis le début de la pandémie dont plus de 140.000 décès.

VOYAGES INTER-UE

Certificat vaccinal valide 9 mois, faute de rappel

La règle européenne fixant à 9 mois la durée de validité du certificat vaccinal contre le Covid-19, en l'absence de dose de rappel, pour les voyages au sein de l'UE, entrera en vigueur mardi 1er février, a rappelé lundi la Commission européenne. «Les Etats membres doivent accepter ces certificats pour une période de 270 jours (9 mois) après une première vaccination complète», souligne le communiqué de la Commission. Cette période s'ouvre à partir de l'injection d'une deuxième

dose de vaccin, d'une seule dose dans le cas de Johnson & Johnson, ou d'une dose après avoir contracté le virus. «A partir de demain (mardi), il y aura une règle générale de l'UE sur la période d'acceptation des certificats après une première vaccination pour les voyages intra-UE», qui vise à souligner «l'importance de la dose de rappel», a déclaré le commissaire européen Didier Reynders, cité dans le communiqué. La durée de neuf mois tient compte des orientations du Centre européen de pré-

vention et de contrôle des maladies (ECDC) préconisant l'administration de doses de rappel après une période de six mois, en raison de la baisse d'efficacité des vaccins. Cette règle est contraignante pour le passage des frontières intra-UE, mais la Commission rappelle que les Etats membres peuvent appliquer des délais différents pour l'utilisation du certificat vaccinal sur le plan national (accès aux restaurants-cafés, lieux culturels...).

CHOLESTÉROL

6 SYMPTÔMES QUI INDIQUENT QUE VOUS EN AVEZ TROP

L'excès de cholestérol dans le sang (hypercholestérolémie) peut être à l'origine de symptômes lorsque des complications surviennent. On fail le point sur les signes qui doivent vous pousser à consulter.

Attention à ne pas diaboliser le cholestérol : dans l'organisme, ce lipide est indispensable à la synthèse de nombreuses hormones et participe à la solidité des membranes qui entourent les cellules. Environ 30 % du cholestérol qui circule dans le corps est apporté par l'alimentation (grâce aux produits laitiers, à la viande...) ; le reste est fabriqué par le foie.

Le cholestérol circule dans le sang grâce à deux types de lipoprotéines (qui agissent comme des "transporteurs") : la HDL (pour High Density Lipoprotein ou Lipoprotéine de Haute Densité) et la LDL (pour Low Density Lipoprotein ou Lipoprotéine de Faible Densité).

Alimentation déséquilibrée et surpoids favorisent l'hypercholestérolémie

On parle d'hypercholestérolémie lorsque le taux de cholestérol dans le sang est anormalement élevé : un taux "normal" de cholestérol doit être inférieur à 2 grammes par litre, soit 5,17 mmol par litre. Dans l'immense majorité des cas, l'hypercholestérolémie correspond à un excès de cholestérol LDL (le fameux "mauvais" cholestérol) : on estime qu'un "bon" taux de cholestérol LDL est compris entre 1 g/L et 1,29 g/L.

L'excès de cholestérol dans le sang (hypercholestérolémie) constitue un facteur de risque majeur pour la plupart des maladies cardiovasculaires : athérosclérose, angine de poitrine, infarctus du myocarde, accident vasculaire cérébral... Il est donc indispensable de surveiller attentivement son taux sanguin de cholestérol (cholestérolémie) pour vivre plus longtemps, et en bonne santé.

À savoir. De nombreux facteurs peuvent faire augmenter le taux sanguin de cholestérol : le surpoids (avec un IMC supérieur à 25), une alimentation déséquilibrée (trop de sucres, trop de graisses, trop de produits ultra-transformés), la prise de certains médicaments (contraceptifs oraux, par exemple) ou encore des troubles de la thyroïde. Et aussi... L'excès de cholestérol dans le sang (hypercholestérolémie) n'entraîne



pas de symptômes. En revanche, lorsque le taux sanguin de cholestérol est anormalement élevé, on peut voir apparaître des complications – et celles-ci sont symptomatiques.

1/6 - Les douleurs thoraciques

C'est l'un des premiers signes qui indique un excès de cholestérol dans le sang : les douleurs thoraciques résultent de l'accumulation du cholestérol dans les artères du cœur (les coronaires), ce qui se traduit par une mauvaise oxygénation du muscle cardiaque. Ces douleurs peuvent survenir uniquement pendant l'effort (lorsqu'on marche, par exemple), ou même au repos.

2/6 - Les douleurs aux mollets

Si les artères des membres inférieurs sont encombrées par l'excès de cholestérol, on peut

voir apparaître des douleurs – en particulier au niveau des mollets. Côté sensations, il s'agit de "crampes" qui ne sont pas forcément liées à une activité physique puisqu'elles peuvent survenir même au repos.

3/6 - Les troubles de l'érection

Parce qu'il se dépose à l'intérieur des artères et empêche ainsi le sang d'accéder au pénis, le cholestérol peut provoquer des troubles de l'érection chez les hommes souffrant d'hypercholestérolémie.

4/6 - Les troubles neurologiques

Si le cholestérol s'accumule dans les vaisseaux sanguins qui se trouvent à l'intérieur de la tête, on peut voir apparaître des symptômes neurologiques : des vertiges, des maux de tête, des troubles de l'élocution, des engourdisse-

ments, des problèmes de vue... Ces signes sont souvent passagers.

5/6 - L'essoufflement

On l'a dit : l'excès de cholestérol dans le sang est un facteur de risque cardiovasculaire majeur.

Ainsi, en cas d'hypercholestérolémie, on peut voir se développer un essoufflement à l'effort (voire au repos) qui résulte d'une atteinte du muscle cardiaque.

6/6 - Des xanthomes

Les xanthomes sont des petites tumeurs bénignes (de couleur jaunâtre, généralement) qui se composent d'amas de cholestérol. On peut voir apparaître des xanthomes en cas d'hypercholestérolémie sévère et/ou en cas d'hypercholestérolémie familiale.

POURQUOI IL FAUT VÉRIFIER SON TAUX DE CHOLESTÉROL AVANT 45 ANS ?

Le taux de cholestérol d'une personne à 45 ans pourrait prédire le risque de faire un AVC ou de souffrir d'une maladie cardiovasculaire.

Un taux de cholestérol élevé est l'un des premiers risques de maladie cardiovasculaire. Pourtant, peu de personnes pensent à le faire vérifier en prévention. Or, une étude publiée dans The Lancet montre que des taux élevés de "mauvais" cholestérol (ou de cholestérol LDL) dans le sang sont associés à un risque accru de faire un accident vasculaire cérébral ou de développer des problèmes cardiovasculaires.

UN RISQUE PLUS ÉLEVÉ À 45 ANS QU'À 60 ANS

Pour cette étude, les chercheurs des universités de Hambourg (Allemagne) et de Belfast

(Irlande) ont recueilli les données auprès de près de 400 000 personnes dans 19 pays.

Ils en ont conclu qu'un taux élevé de "mauvais cholestérol" chez les moins de 45 ans, représente un risque plus important de crise cardiaque ou d'accident vasculaire cérébral dès l'âge de 75 ans qu'un taux de cholestérol élevé à 60 ans.

L'explication, selon les auteurs de cette étude, serait que les adultes plus jeunes qui ont déjà un taux élevé de cholestérol peuvent s'attendre à ce que les dommages s'accumulent sur une période plus longue.

Ils estiment que prendre en charge son cholestérol dès 45 ans pourrait réduire de 6 à 29% le risque de souffrir de problèmes cardiaques plus tard.



LE "BON" CHOLESTÉROL MEILLEUR QU'ON NE LE PENSAIT

Le "bon cholestérol" (HDL) aurait des effets protecteurs sur le foie, grâce à sa capacité à bloquer certains signaux bactériens qui provoquent son inflammation. Le cholestérol est une matière grasse appartenant à la famille des stéroïdes. Ce lipide est un constituant fondamental de la membrane de toutes nos cellules qui sert également à la fabrication de nombreuses substances indispensables comme le cortisol, la progestérone, les œstrogènes, ou encore la vitamine D. Dans une nouvelle étude de l'université de Washington, aux États-Unis, les chercheurs ont découvert qu'un certain type de "bon cholestérol" (qu'ils ont appelé HDL3) pouvait bloquer les signaux bactériens qui voyagent de l'intestin vers le foie, où ils provoquent une inflammation, ce qui entraîne des dommages au foie.

C'EST QU'IL LE BON CHOLESTÉROL ?

Le cholestérol est amené aux différentes cellules de l'organisme par des transporteurs spécifiques : les lipoprotéines (qui se chargent aussi d'acheminer d'autres graisses comme les triglycérides). Il existe deux sortes de lipoprotéines :

- Les LDL (Low Density Lipoproteins) partent du foie et amènent le cholestérol vers les sites d'utilisation.
- Les HDL (High Density Lipoproteins) se chargent de retourner le cholestérol vers le foie où il est éliminé par la bile. C'est le bon cholestérol.

Si l'on a trop de LDL-cholestérol, celui-ci reste dans la circulation et risque de se déposer sur les parois des artères, diminuant progressivement leur diamètre (athérome). En revanche, si le niveau de HDL-cholestérol est élevé, il a en général un effet nettoyeur sur les vaisseaux sanguins. C'est pourquoi un taux global élevé va être découragé de plus près par les médecins. Dans l'idéal, le niveau de HDL se situe au-dessus de 0,40 g/l.

UN ESPRIR DE THÉRAPIE POUR LES MALADIES DU FOIE

C'est en étudiant pourquoi certains nourissants opérés pour entérocolite néonatale, une grave inflammation de l'intestin, développaient souvent une maladie du foie, que les chirurgiens de l'École de médecine de Washington ont découvert les effets protecteurs du HDL. 3 qui voyage de l'intestin vers le foie en passant par la veine porte.

Leurs travaux ont, pour l'instant, été menés sur les souris. Mais ils ont montré que les mêmes complexes moléculaires protecteurs étaient présents dans des échantillons de sang humain, suggérant qu'un mécanisme similaire est présent chez l'homme. Nous espérons que HDL3 pourra servir de cible dans les futures thérapies pour les maladies du foie", a déclaré la Pr Gwendalyn Randolph, immunologiste et co-auteure de l'étude publiée dans la revue Science. "Nos pourrions nous recherches pour mieux comprendre les détails de ce processus."

LES MEILLEURS ALIMENTS ANTI-CHOLESTÉROL

Un taux de cholestérol trop élevé dans le sang est un des principaux facteurs de risque cardiovasculaire. C'est pourquoi la prévention par une alimentation anti-cholestérol est importante.

Le cholestérol est un des lipides de l'organisme. Il est présent dans toutes les cellules et le sang. Les trois-quarts du cholestérol sont fabriqués par le foie et le reste est fourni par les aliments d'origine animale (certaines viandes, jaune d'œuf, beurre, fromage...). On distingue le HDL-cholestérol dit "bon" cholestérol qui élimine le surplus de cholestérol dans les vaisseaux sanguins et le LDL-cholestérol ou "mauvais" cholestérol qui se dépose sur nos artères et peut provoquer des maladies cardiovasculaires.

Comment déchiffrer votre bilan sanguin ? Le taux de cholestérol total ne doit pas dépasser 2g/L. Le taux de LDL cholestérol doit se situer idéalement en-dessous de 1,30g/L. Le taux de HDL cholestérol ne doit pas être trop bas : il est considéré comme un facteur de risque s'il est inférieur à 0,35g/L. Le "bon" cholestérol qui protège s'il est supérieur à 0,60g/L. Le régime alimentaire de référence pour contrôler le cholestérol consiste à manger moins de graisses et plus de fibres alimentaires. Il convient d'éviter les aliments riches en graisses, graisses saturées et cholestérol (jaunes d'œuf, beurre, fromages, charcuteries, viandes grasses...) et de consommer plus de fibres (fruits, légumes, produits céréaliers...) et de "bonnes" graisses soient les acides gras insaturés comme l'huile d'olive ou l'huile de noix.

Les fibres solubles forment un gel qui absorbe le cholestérol et l'évacue de l'organisme ce qui réduit la quantité de particules de cholestérol dans les vaisseaux sanguins. Certains aliments contribuent particulièrement à contrôler le taux de cholestérol. C'est le cas de certains fruits comme la pomme ou la grenade, de l'avoine ou des amandes par exemple.

1/10 - L'AVOCAT

L'avocat est verticé en graisses mais la majorité de ses graisses sont



des graisses insaturées : des acides gras monoinsaturés qui font baisser le cholestérol et des acides gras polyinsaturés dont des oméga 3 qui ne font pas grimper le taux de cholestérol. En outre il contient des phytostérols tels les phytostérols composés végétaux qui ressemblent au cholestérol mais empêchent en fait le corps d'absorber le cholestérol présent dans certains aliments.

2/10 - LA GRENADE

La pulpe de la grenade est riche en polyphénols, composés antioxydants qui contribuent à faire baisser le « mauvais » cholestérol. La combinaison de ses anthocyanes et ses tanins la production de paraoxonase, une enzyme anti-cholestérol. Vous pouvez consommer le fruit frais ou du jus de grenade sans sucre ajouté.

3/10 - L'AVOINE

La principale fibre alimentaire de l'avoine, le bêta-glucane, est un chasseur de cholestérol. A consommer en porridge au petit-déjeuner avec du lait animal ou végétal, dans des potages ou sous forme de pain aux céréales.

4/10 - L'AUBERGINE

L'aubergine est l'un des légumes frais ayant montré le plus d'aptitudes pour réduire le taux de cholestérol. C'est grâce à sa peau violette riche en antioxydants qui luttent contre l'oxydation du mauvais cholestérol. Consommez l'aubergine juste rincée avec sa peau et sans la faire frire bien sûr.

5/10 - LA POMME

La pomme est riche en fibres alimentaires : cellulose et lignines insolubles dans la peau et pectines solubles dans la chair. Les pectines absorbent le cholestérol et les autres graisses ce qui les empêchent de fuir le tube digestif pour entrer dans l'organisme et les vaisseaux sanguins.

6/10 - LA CANNELLE

La cannelle fait baisser les taux de cholestérol mais aussi de triglycérides. Un effet qui s'explique par sa très grande richesse en fibres (elle est constituée pour moitié de fibres) et un composé, le HMCP, un flavonoïde qui est un puissant antioxydant. Pensez donc à ajouter une pincée de cannelle sur vos plats sucrés ou salés (compotes, poulet,

tomates...).

7/10 - LE CACAO

Le cacao en poudre maigre ou le chocolat noir à 70% de cacao au minimum sont des alliés anti-cholestérol lorsqu'ils sont consommés avec modération. Ils augmentent le bon cholestérol et diminuent le mauvais cholestérol. En plus le cholestérol s'oxyde moins et est donc moins dangereux sûrement grâce aux flavonoïdes du cacao, des antioxydants.

8/10 - L'AGAR-AGAR

L'agar-agar est une petite algue utilisée dans la cuisine japonaise. Celle-ci est constituée de 80% de fibres solubles ce qui en fait un très bon aliment anti-cholestérol. L'agar agit très facilement en cuisine comme gélifiant pour remplacer la gélatine alimentaire. Vous pouvez aussi en mettre dans vos soupes ou vos boissons chaudes. Il est constitué d'un utilisation lg par jour.

9/10 - LES AMANDES

Les amandes aident à diminuer le taux de « mauvais » cholestérol dans le sang. L'action anti-cholestérol des amandes est due à sa forte teneur en fibres. Celles-ci permettent l'emprisonnement du mauvais cholestérol dans le tube digestif avant qu'il ne passe dans le sang et en permettent l'élimination par les selles.

10/10 - L'ARTICHAUT

L'artichaut fait partie des légumes anti-cholestérol, grâce à sa teneur en cynarine, un tannin anti-cholestérol, surtout présent dans ses feuilles et à sa richesse en fibres probiotiques dans son cœur. Celles-ci sont des alliées de la flore intestinale. Or une des bactéries présentes dans notre flore est « dévoreuse » de cholestérol qu'elle transforme en coprostanol, une forme directement éliminable.

TROP DE CHOLESTÉROL ? PASSEZ À 2 POMMES PAR JOUR

Voire médecin vient de diagnostiquer un taux de cholestérol un peu trop haut ? Vous pourriez le faire baisser en mangeant deux pommes par jour pendant les 8 semaines qui viennent. On connaît le dicton qui dit qu'une pomme par jour éloigne le médecin pour toujours, mais pour faire baisser son taux de cholestérol et réduire le risque de maladie cardiovasculaire, c'est deux pommes par jour qu'il faudrait manger. Une nouvelle étude de

l'Université de Reading, en Grande-Bretagne, vient en effet de montrer que les personnes souffrant d'une légère hypercholestérolémie pouvait faire baisser leur taux de cholestérol de 4 % en mangeant deux pommes chaque jour pendant au moins 8 semaines. Cette étude, publiée dans American Journal of Clinical Nutrition, a été menée auprès de 40 patients âgés de 20 à 69 ans. Pour cette étude, les scientifiques ont porté leur choix sur des

Rennetes du Canada, une variété de pommes particulièrement riche en polyphénols, mais les chercheurs pensent que des autres pourraient également être observés avec d'autres variétés. Certains patients ont mangé deux pommes et d'autres ont bu du jus de pommes fabriqué avec les mêmes fruits. Mais la réduction du taux de LDL, le « mauvais » cholestérol a uniquement été enregistré chez les croqueurs de pommes.

UNE NOUVELLE MOLÉCULE CONTRE LE CHOLESTÉROL

L'acide bempédique pourrait être la nouvelle molécule anti-cholestérol. Le médicament a montré des résultats positifs chez des patients qui ne répondent pas aux statines.

Une nouvelle molécule contre le cholestérol pourrait aider certains patients souffrant de pathologies cardiaques qui ne peuvent pas prendre de statines pour réduire leur taux de cholestérol en raison d'effets secondaires trop importants. Il s'agit de l'acide

bempédique, qui agit en bloquant une enzyme clé utilisée par l'organisme pour fabriquer le cholestérol.

UN ESSAI SUR DES PATIENTS DÉJÀ SOUS STATINES

Cette molécule a fait l'objet d'une vaste étude dirigée par le Pr Kausik Ray, de l'Imperial College de Londres (Grande-Bretagne). Pour cette étude, un total de 2230 patients présentant un taux de cholestérol élevé (au moins 1,8

mmol / l ou 70 mg / dl) et prenant déjà des médicaments hypocholestérolémiants (soit des statines à dose d'intensité élevée, soit de l'ézétimibe, soit les deux) ont été choisis au hasard pour recevoir pendant le nouveau traitement ou un placebo pendant un an. L'étude incluait également une petite proportion de patients atteints d'hypercholestérolémie familiale (FH), une maladie héréditaire qui entraîne une augmentation du taux de

cholestérol et augmente le risque de maladie cardiovasculaire et d'accident vasculaire cérébral. Après 3 mois de traitement, les chercheurs ont constaté que l'acide bempédique réduisait les taux de cholestérol LDL des patients de 18,1% en moyenne par rapport au groupe placebo. "L'un des autres avantages de l'acide bempédique est qu'il ne devrait pas causer les effets indésirables musculaires rapportés par certains utilisateurs de statines" a insisté le Pr Ray,

RWANDA-COMMONWEALTH La réunion des dirigeants du Commonwealth aura lieu en juin au Rwanda

La Réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth (CHOGM), un événement biennal initialement prévu pour juin 2020, mais reporté deux fois en raison de la pandémie de COVID-19, devrait avoir lieu dans la semaine du 20 juin à Kigali, la capitale rwandaise, a annoncé lundi le secrétariat du Commonwealth dans un communiqué.

Le président rwandais Paul Kagame et la secrétaire générale du Commonwealth Patricia Scotland ont annoncé que la semaine du 20 juin avait été arrêtée avec les pays membres pour organiser la réunion.

«Cette réunion tant attendue est une importante occasion de nous réunir pour relever les défis causés par la pandémie de COVID-19, ainsi que pour chercher des solutions aux autres problèmes clé auxquels nos citoyens sont confrontés en nous appuyant sur des initiatives technologiques et économiques novatrices», a indiqué M. Kagame dans le communiqué.

«Je suis ravi que la grande famille du Commonwealth puisse enfin se réunir quatre ans après notre dernière CHOGM à Londres», a quant à elle déclaré Mme Scotland dans le communiqué.

Elle a souligné qu'il s'agissait de la première CHOGM à se tenir en Afrique depuis plus d'une décennie. La CHOGM est le plus important rassemblement consultatif et politique du Commonwealth.

SÉNÉGAL / TRAFIC DE PASSEPORTS DIPLOMATIQUES Un deuxième député écroué pour «escroquerie»

Un deuxième député sénégalais a été inculpé et écroué, lundi, à Dakar pour notamment «escroquerie et association de malfaiteurs» dans une affaire de trafic présumé de passeports diplomatiques, rapportent des médias locaux, citant son avocat.

Boubaçar Biaye, député de l'Alliance pour la République (APR), le parti présidentiel, a été convoqué lundi par un juge du tribunal de Dakar qui l'a inculpé et mis sous mandat de dépôt pour «escroquerie et association de malfaiteurs, faux et usage de faux, trafic de migrants et blanchiment de capitaux», a dit aux médias son avocat Me Antoine Mbengue.

«Les infractions lui ont été notifiées et il les a réfutées avec véhémence», a ajouté l'avocat. M. Biaye rejoint en prison son collègue, El Hadji Mamadou Sall, également membre du parti au pouvoir, écroué fin décembre pour les mêmes infractions.

Ils sont soupçonnés d'avoir monnayé leurs services pour permettre à des individus d'obtenir des passeports diplomatiques.

A la demande du juge, l'Assemblée nationale avait levé le 9 novembre leur immunité parlementaire. Les détenteurs d'un passeport diplomatique sont, entre autres avantages, dispensés de visa pour se rendre dans les pays qui ont signé un accord de dispense de visa avec le Sénégal. Parmi ces pays figurent plusieurs pays membres de l'Union européenne. Selon des éléments de l'enquête publiés dans la presse, les deux députés sont soupçonnés d'avoir joué les époux ou les pères grâce à des pièces d'état civil frauduleuses, permettant à leurs conjointes ou leurs enfants fictifs d'obtenir eux aussi un passeport. Un commerçant présenté comme le cerveau présumé de ce réseau est en prison depuis le 13 septembre.

APS

ONU-LIBYE L'ONU prolonge de seulement trois mois sa mission politique en Libye

Le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté lundi une résolution prolongeant de seulement trois mois sa mission politique en Libye, rédigée par le Royaume-Uni.

Le texte ultra-court, adopté à l'unanimité, prévoit une poursuite de la mission jusqu'au 30 avril. Une précédente version du texte ayant circulé la semaine dernière prévoyait une extension de la mission Manul jusqu'au 15 septembre. Après des années de conflits armés et de divisions régionales entre l'Est et l'Ouest du pays, un gouvernement intérimaire a été mis sur pied il y a un an, sous l'égide de l'ONU, pour mener la transition d'ici une double élection présidentielle et parlementaire initialement prévue le 24 décembre, mais reportée sine die. Le texte voté lundi ne comporte aucune mention relative à l'espoir de voir se tenir bientôt ces élections. Moscou, qui était en faveur d'un renouvellement court de la Manul, a brandi une menace de veto et a été même jusqu'à proposer



la semaine dernière un contre-projet au texte britannique afin de souligner la nécessité pour le secrétaire général de l'ONU de nommer «sans plus tarder» un nouvel émissaire pour la Libye. La résolution «appelle

que la Manul doit être dirigée par un envoyé spécial et reconnaît qu'il incombe au secrétaire général de (le) nommer». Depuis la démission abrupte en novembre du Slovaque Jan Kubis, la fonction d'émissaire de

l'ONU est de facto occupée par l'Américaine Stephanie Williams, une diplomate arabo-phonie rappelée après près d'un an d'absence dans ce dossier par Antonio Guterres avec un titre de «conseillère spéciale».

BURKINA FASO

Suspendue depuis la prise de pouvoir par les militaires, la Constitution rétablie

Les militaires au pouvoir au Burkina Faso ont rétabli la constitution du pays, suspendue depuis leur prise de pouvoir il y a une semaine, tout en modifiant les institutions «en attendant la mise en place des organes de transition», ont rapporté des médias. Le Mouvement patriotique pour la sauvegarde et la restauration (MPSR) «assure la continuité de l'Etat en attendant la mise en place des organes de transition», indique un «acte fondamental» de 37 articles lu à la télévision nationale

par le lieutenant-colonel Cyprien Kaboré.

Il précise que «l'acte fondamental lève la suspension de la Constitution» qu'il complète pour la période de transition jusqu'au retour à l'ordre constitutionnel à une date qui n'est pas précisée.

«Le MPSR est l'organe central de définition et d'orientation de la politique sécuritaire, économique, sociale, de développement et de la restauration de l'intégrité territoriale», poursuit le texte. Cet «acte fondamental» précise également la com-

position du MPSR. Le pouvoir est ainsi composée d'un président - le lieutenant-colonel Paul-Henri Sandaogo Damiba - de deux vice-présidents, d'un coordonnateur et de commissions, mais aucun nom n'est mentionné. Le président du MPSR est le «président du Burkina Faso, chef de l'Etat, chef suprême des forces armées nationales», souligne l'article 28 de cet acte. Un décret également lu à la télévision a par ailleurs mis fin aux fonctions du chef d'état-major des armées, Gilbert Ouedraogo.

SÉNÉGAL

Sept militaires portés disparus à la frontière avec la Gambie sont «tous vivants et bien portants»

L'Armée sénégalaise a annoncé que sept soldats qui étaient portés disparus, suite à un accrochage survenu le 24 janvier à la frontière avec la Gambie avec des éléments du Mouvement des forces démocratiques de Casamance (MFDC) «sont tous vivants et bien portants».

L'accrochage des soldats sénégalais de la mission ouest-africaine en Gambie (Ecomig) avec des éléments armés du MFDC a eu lieu, le 24 janvier dernier, lors d'une «action de sécurisation et de lutte menée contre les trafics illicites, notamment contre l'exploitation criminelle du bois sur la frange frontalière avec la Gambie», rappelle-t-on. Dans un communiqué publié lundi, la Direction de l'Information et des Relations publiques des Armées sénégalaises (DIRPA), indique «qu'à ce jour, quatre militaires sont décédés dont trois lors des



combats du 24 janvier dernier et un autre qui a succombé à ses blessures le 27 janvier à la suite de son évacuation sanitaire à l'hôpital Principal de Dakar».

«Dès lors, précise la DIRPA, il n'y a plus de portés disparus.

Sept militaires confirmés comme étant détenus en otage par le MFDC sont tous vivants et bien portants».

Les armées rappellent qu'elles sont «plus que jamais déterminées à exécuter leur mission régaliennne de défense

de l'intégrité du territoire national et de protection des personnes et des biens», poursuit le communiqué publié sur le site officiel du Ministère des forces armées sénégalaises.

L'armée sénégalaise a rendu, lundi, un hommage à ses militaires décédés lors de cet accrochage avec des éléments du Mouvement des forces démocratiques de Casamance.

La cérémonie de levée des corps des deux sous-officiers décédés à la suite de cette attaque, a été présidée à l'Hôpital

militaire de Ouakam, à Dakar, par le ministre des forces armées sénégalaises, Sidiki Kaba.

A cette occasion, M. Kaba a «au nom du Président de la République et en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés», fait chevalier de l'Ordre national du Lion des militaires tombés sur l'axe Kampanti-Kappa-Kambagol en Gambie, souligne la DIRPA. A signaler que le ministre des Forces Armées sénégalaises avait mis en garde les médias et tous les citoyens qu'ils s'exposaient à des sanctions en cas de diffusion d'informations susceptibles de porter atteinte à la Défense nationale». Il rappelle dans un communiqué aux professionnels des médias et à tous les citoyens de s'abstenir de diffuser ou de rayer des informations susceptibles de porter atteinte à la Défense nationale «quel qu'en soit le support et par quelque moyen qu'ils l'ont acquis».

RDC

L'UE adopte un nouveau programme multi-annuel pour le pays

L'Union européenne (UE) a adopté lundi, en faveur de la République du Congo, un nouveau programme indicatif multi-annuel (PIM) 2021-2027 associé à une première tranche de financement de 73 millions d'euros pour la période 2021-2024.

Ce nouveau programme vise, selon un communiqué de la délégation de l'UE, à

renforcer la coopération bilatérale et à faire progresser les intérêts communs de cette institution et du Congo dans divers domaines. Il s'agit notamment de la gouvernance économique et de la transition vers une économie verte, diversifiée et digitalisée, la gestion durable des ressources naturelles et des écosystèmes, et la gou-

vernance participative. Partenaire privilégié de la République du Congo dans les domaines de la gouvernance, la valorisation des aires protégées et la transition économique, l'UE a permis d'importantes avancées ces dernières années, notamment dans la mise en place d'un système informatisé de vérification de la légalité du bois.

PALESTINE

L'apartheid israélien contre les Palestiniens, "un crime contre l'humanité"

L'organisation Amnesty international a appelé la Cour pénale internationale (CPI) à considérer la qualification de crime d'apartheid israélien dans le cadre de son enquête actuelle dans les territoires palestiniens occupés.

Dans un rapport publié mardi sur son site, Amnesty assure que "les saisies massives de biens palestiniens, les homicides illégaux, les transferts forcés, les restrictions draconiennes des déplacements, sont autant de facteurs constitutifs d'un système qui peut être qualifié d'apartheid en vertu du droit international".

Ce système est perpétué par des violations qui, d'après les conclusions d'Amnesty International, constituent le crime contre l'humanité d'apartheid tel qu'il est défini dans le Statut de Rome et la Convention sur l'apartheid.

A cet effet, Amnesty International appelle la CPI à considérer la qualification de crime d'apartheid dans le cadre de son enquête actuelle dans les territoires palestiniens occupés et appelle tous les Etats à exercer la compétence universelle afin de traduire en justice les personnes responsables de crimes d'apartheid.

Pour pousser les autorités israéliennes à démanteler ce système, Amnesty demande qu'il soit tout d'abord mis fin à la pratique brutale des démolitions de logements et des expulsions forcées.

Les autorités israéliennes doivent accorder l'égalité des droits à l'ensemble des Palestiniens, y compris le droit au retour des réfugiés et le droit à des réparations complètes aux victimes d'atteintes aux droits humains et de crimes contre l'humanité.

L'ampleur et la gravité des violations recensées, exigent, selon Amnesty, "un changement drastique de la position de la communauté internationale vis-à-vis de la crise des droits humains notamment dans les territoires palestiniens occupés".

"La réaction internationale face à l'apartheid ne doit plus



se cantonner à des condamnations génériques et à des faux-fuyants", a-t-on plaidé.

S'appuyant sur les travaux d'ONG internationales et locales, Amnesty International fait état d'actes interdits par la Convention sur l'apartheid et le Statut de Rome notamment dans les territoires occupés.

Selon l'ONG, les autorités israéliennes imposent de nombreuses mesures qui privent délibérément la population palestinienne de ses droits et libertés fondamentaux : notamment des restrictions draconiennes des déplacements dans les territoires palestiniens occupés, un sous-investissement discriminatoire chronique dans les communautés palestiniennes, et une entrave au droit de retour des réfugiés.

Le rapport fait aussi état de transferts forcés, de détentions administratives, d'actes de torture et d'homicides illégaux.

Amnesty International conclut que ces actes s'inscrivent dans le cadre d'une attaque systématique et généralisée contre la population palestinienne, et qu'ils étaient commis avec l'intention d'entretenir un système d'oppression et de domination.

Par conséquent, "ils constituent le crime contre l'humanité d'apartheid", lit-on dans le rapport.

Imposer contre les Israéliens "un embargo strict" sur les armes

Amnesty International appelle aussi le Conseil de sécurité de l'ONU à imposer aux Israéliens "un embargo strict sur l'armement" et des sanctions ciblées aux responsables israéliens les plus impliqués dans le crime d'apartheid.

En outre, Amnesty International démontre que les autorités israéliennes traitent les Palestiniens avec discrimination.

Cette discrimination raciale est ancrée dans des lois qui affectent les Palestiniens.

Trente-cinq villages bédoouins, où vivent environ 687000 personnes, sont actuellement coupés des réseaux d'eau et d'électricité, et ils subissent régulièrement des démolitions.

Leurs habitants n'ont pas accès aux soins et à la scolarisation.

Ces conditions ont contraint nombre de ces personnes à quitter leur logement et leur village, ce qui constitue "un transfert forcé".

Cette dépossession et le déplacement des Palestiniens hors de chez eux constituent, pour Amnesty, "un pilier central du système d'apartheid israélien".

Depuis 1948, des centaines de milliers de logements et de bâtiments palestiniens ont été démolies par les autorités israéliennes.

Dans les territoires palestiniens occupés, l'expansion permanente des colonies israéliennes illégales exacerbe la situation.

Actuellement, des colonies sont implantées sur 10 % de la Cisjordanie et environ 38 % des terres palestiniennes à El Qods-Est ont été expropriées entre 1967 et 2017.

Les quartiers palestiniens d'El Qods-Est sont fréquemment la cible d'organisations de colons qui, avec le soutien total du gouvernement israélien, s'emploient à déplacer des familles palestiniennes et à attribuer leur logement à des colons.

L'un de ces quartiers, Cheikh Jarrah, est le siège de manifestations fréquentes depuis mai 2021, car des familles luttent pour protéger leurs habitations contre la menace d'un procès intenté par des colons.

RUSSIE-UKRAINE-ONU

Une haute responsable de l'ONU appelle au dialogue pour désamorcer les tensions entre la Russie et l'Ukraine

La secrétaire générale adjointe des Nations unies aux Affaires politiques et à la Consolidation de la paix, Rosemary DiCarlo, a appelé lundi au dialogue pour désamorcer les tensions actuelles entre la Russie et l'Ukraine.

Plus de 100.000 soldats et armements lourds de Russie sont actuellement positionnés le long de la frontière avec l'Ukraine, selon les informations.

Un nombre non précisé de troupes et d'armes russes sont également déployés actuellement en Biélorussie en préparation d'exercices militaires conjoints de grande ampleur en février aux frontières de l'Ukraine, de la Pologne et des Etats baltes.

Les pays membres de l'OTAN étudient actuellement des déploiements supplémentaires dans les pays membres d'Europe de l'Est, et l'OTAN a fait savoir que 8.500 soldats étaient actuellement en alerte élevée, a ajouté Mme DiCarlo, lors d'un point de presse du Conseil de sécurité.

«Les accusations et récriminations entre les différents acteurs impliqués dans les discussions actuelles ont généré chez de nombreuses personnes de l'incertitude et de l'apprehension sur une confrontation imminente», a-t-elle dit.

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a clairement indiqué qu'il n'y avait pas d'autre alternative que la diplomatie et le dialogue pour faire face aux inquiétudes de sécurité complexes et durables et aux sentiments de menace.

Il a exprimé sa conviction qu'il ne fallait pas d'intervention militaire dans ce contexte et que la diplomatie devrait triompher.

Il a également été explicite sur le fait qu'une telle intervention d'un pays dans un autre pays serait contraire au droit international et à la Charte de l'ONU.

Le secrétaire général compte sur toutes les parties pour contribuer à éviter la confrontation et à créer les conditions d'une solution diplomatique pour mettre

fin à la crise, a déclaré Mme DiCarlo. «Par conséquent, nous saluons toutes les mesures prises jusqu'à présent par toutes les parties concernées pour maintenir le dialogue.

Nous appelons tous les acteurs, et nous comptons sur tous les acteurs, pour rester concentrés sur la poursuite de solutions diplomatiques par un dialogue de bonne foi, a-t-elle poursuivi. «Nous appelons également tous les acteurs à s'abstenir de la rhétorique et des actions de provocation et à soutenir les chances de succès de la diplomatie.

Réaliser la compréhension mutuelle et des accords durables et acceptables pour tous est le meilleur moyen de préserver la paix et la sécurité aux niveaux régional et international dans l'intérêt de tous.» Les Nations unies suivent de près les discussions diplomatiques actuelles sur l'avenir de l'architecture de paix et de sécurité européenne entre les représentants de Russie, des Etats-Unis, des membres de l'OTAN, de l'Union euro-

péenne et de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe. Les Nations unies espèrent que l'issue de ces pourparlers renforcera la paix et la sécurité en Europe, y compris en Ukraine, a-t-elle dit.

Personne n'est plus attentif aux efforts diplomatiques actuels que les habitants d'Ukraine.

Ils ont enduré un conflit dans l'est de l'Ukraine qui a fait plus de 14.000 morts depuis 2014 et qui reste tragiquement éloigné d'une résolution.

Il est douloureusement clair qu'une nouvelle escalade en Ukraine ou à proximité engendrerait davantage de morts et de destructions inutiles, a déclaré Mme DiCarlo.

Soulignant l'appel du secrétaire général à toutes les parties concernées pour qu'elles prennent des mesures en vue d'une désescalade des tensions et qu'elles poursuivent sur la voie de la diplomatie, Mme DiCarlo a ajouté que les Nations unies se tenaient prêtes à soutenir tous les efforts pour ce but.

PORTUGAL

Le président entame des consultations pour former le gouvernement

Le président portugais Marcelo Rebelo de Sousa entame mardi les consultations en vue de la formation fin février d'un nouveau gouvernement du Premier ministre sortant Antonio Costa, au pouvoir depuis 2015 et vainqueur des législatives de dimanche.

Suivant les étapes imposées par la Constitution, le chef de l'Etat commencera par consulter les huit partis représentés au Parlement dans l'après-midi, avant de recevoir M. Costa mercredi à 18H00 GMT.

M. Rebelo de Sousa pourra alors le reconduire officiellement au poste de Premier ministre et l'inviter à former son nouvel exécutif.

Réagissant aux spéculations sur la composition de sa nouvelle équipe, le cabinet du Premier ministre a précisé dans un communiqué que celle-ci ne serait connue qu'au cours de la dernière semaine de février, après la publication des résultats du scrutin et l'entrée en fonction de la nouvelle Assemblée.

En attendant l'attribution des quatre sièges désignés par les électeurs des circonscriptions de l'étranger, le Parti socialiste d'Antonio Costa a remporté les élections avec 41,68% des voix et une majorité absolue d'au moins 117 députés sur un total de 230.

Le scrutin a également été marqué par une percée de l'extrême droite, le parti antisystème Chega (Assez) devenant la troisième force politique du pays avec 7,15% des voix et 12 élus.

AFGHANISTAN Disparition de deux journalistes arrêtés par les talibans

Deux journalistes afghans travaillant pour une chaîne de télévision locale ont disparu après avoir été arrêtés par les talibans, a annoncé mardi un groupe de défense de la liberté de la presse.

Waris Hasrat et Aslam Hijab, deux journalistes de la chaîne Ariana TV, ont été interpellés lundi par les talibans et «emmenés dans un endroit inconnu», a annoncé l'Association des médias afghans, un groupe nouvellement formé de défense des journalistes.

Sans faire référence aux talibans, un responsable d'Ariana a indiqué que les deux hommes avaient été appréhendés par des hommes armés et masqués devant les bureaux de la chaîne, alors qu'ils sortaient pour aller déjeuner. Amnesty International a condamné l'arrestation «injustifiable» des deux journalistes.

«Les talibans doivent les relâcher immédiatement et sans conditions», a déclaré sur Twitter le groupe de défense des droits humains.

Depuis qu'ils ont repris le pouvoir en août, après 20 années d'insurrection, les talibans ont réprimé les voix discordantes, en arrêtant des opposants et dispersant de force des manifestations contre leur régime.

Plusieurs journalistes afghans ont été tabassés en couvrant ces manifestations, interdites par les autorités. L'Afghanistan est enlisé dans une profonde crise humanitaire, la famine menaçant plus de la moitié de la population, selon l'ONU.

FOIRE DU LIVRE DU CAIRE Vif intérêt pour les œuvres algériennes

Le stand de l'Algérie qui prend part à la 53e édition de la Foire internationale du livre du Caire avec plus de 600 ouvrages de différents thèmes et genres, a suscité un vif intérêt parmi les visiteurs, notamment les jeunes.



Rehaussé par la présence de romanciers et de poètes algériens célèbres, le stand Algérie a attiré de nombreux jeunes amateurs de littérature qui suivent sur les réseaux sociaux les dernières nouveautés culturelles et littéraires sur la scène arabe et à travers le monde. Les visiteurs étaient notamment intéressés par les œuvres littéraires, a-t-on relevé.

Ils ont interagi avec les animateurs du stand et les romanciers présents, et abordé l'état de la culture et de la littérature en Algérie. Le stand a connu également une grande affluence de la communauté algérienne établie en Egypte pour qui ces rencontres sont l'occasion de se resourcer et d'être au fait des nouveautés littéraires. Par ailleurs, outre leur présence à l'exposition, les écrivains algériens primés dans de nombreux fora arabes et internationaux, contribueront à l'animation du programme d'activités culturelles et intellectuelles tracé par les organisateurs de la foire. L'Algérie participe avec des ouvrages de littérature, d'histoire et d'autres sur le patrimoine culturel et architectural, des livres jeunesse et pour enfants, avec notamment des publications parues au cours des deux dernières années.

Ayant assisté à l'ouverture de cette nouvelle édition du salon, le ministre de

la Culture, Wafa Chaalal, avait indiqué que son département avait mis en place un programme de participation à différents rendez-vous culturels, littéraires et artistiques internationaux, pour représenter au mieux l'Algérie. Elle avait également affirmé que l'Algérie serait présente lors des salons à venir avec un stand officiel en at-

tendant de mettre en place les mécanismes permettant aux éditeurs algériens de prendre part aux grands rendez-vous internationaux. Les activités de la 53e édition de la foire du Caire organisée sous le thème "Identité égyptienne ... Culture et avenir", et à laquelle participent 38 pays arabes et étrangers et de nombreuses mai-

sons d'éditions, se poursuivront jusqu'au 7 février.

Les organisateurs de cette manifestation, reportée d'un an en raison de la pandémie du coronavirus, ont désigné les écrivains égyptiens Yahya Haqqi comme Personnalité du salon et Abdel-Tawab Youssef comme Personnalité de la pavillon Littérature pour enfants.

MANGAS PIRATÉS Quatre éditeurs japonais poursuivent une firme américaine

Quatre grandes maisons d'édition japonaises de mangas ont annoncé lundi qu'elles allaient poursuivre en justice une entreprise américaine qu'elles accusent d'héberger des serveurs de sites proposant leurs œuvres piratées, un phénomène mondial en très forte augmentation depuis la pandémie de la Covid-19, ont rapporté des médias.

Une plainte commune aux quatre maisons d'édition nippones, Kodansha, Shueisha, Shogakukan et Kadokawa devrait être déposée cette semaine devant un tribunal à Tokyo, accusant l'américain Cloudflare de violation de propriété intellectuelle et d'héberger de sites proposant des mangas piratés.

L'un de ces sites distribue 4.000 mangas piratés et enregistre 300 millions de vues par mois, selon une source proche du dossier.

Les quatre plaignants vont réclamer au total 400 millions de yens (3,1 millions d'euros) de dommages-intérêts à Cloudflare, selon cette même source.

Un montant très symbolique, tant le piratage de mangas sur internet est devenu massif, ayant entraîné un manque à gagner d'au moins 780 milliards de yens (6 milliards d'euros) sur la période janvier-octobre 2021 pour les éditeurs nippons, selon des estimations le mois dernier d'ABJ, une organisation de défense de leur propriété intellectuelle.

C'est près de quatre fois plus que le manque à gagner estimé pour l'année 2020, et c'est aussi un montant supérieur aux ventes légales de mangas au Japon l'an dernier.

"Tous les profits réalisés par ces sites pirates vont directement à leurs opérateurs illégaux, ne laissant rien aux librairies, aux éditeurs et aux auteurs de mangas qui consacrent leurs vies à créer ces œuvres", a dénoncé le porte-parole de Kodansha. "Nous devons mettre un terme aux sites pirates afin de protéger la culture japonaise du manga", a-t-il encore insisté. Ce n'est pas la première fois que l'entreprise américaine Cloudflare est dans le collimateur de l'industrie du manga. En 2019, les mêmes quatre grands éditeurs nippons avaient conclu un accord à l'amiable avec elle après un engagement de celle-ci à cesser de fournir ses services à un site pirate.

APS

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DES RESSOURCES EN EAU
ET DE LA SÉCURITÉ HYDRIQUE
ALGÉRIENNE DES EAUX
ZONE DE SETIF
UNITE DE SETIF
NIF N° : 000116001716488

«AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N° 01/ UNITE DE SETIF/2021»

L'établissement public « Algérienne des Eaux » unité de Sétif lance un avis d'appel d'offre national ouvert avec exigences de capacités minimales pour **FOURNITURE ET TRANSPORT DES GROUPES ELECTROPOMPES IMMERGES POUR UNE QUANTITE MINIMALE DE 42 UNITES ET UNE QUANTITE MAXIMALE DE 130 UNITES AU PROFIT DE L'UNITE DE SETIF**

Le soumissionnaire est tenu de répondre à l'ensemble des articles composant le détail, dans le cas échéant son offre sera écartée.

Tout item manquant dans le cadre d'un délai donné, entraînera le rejet de la soumission y afférente pour « offre partielle »

Le présent appel d'offres s'adresse aux Fabricants, représentants, agents et distributeurs dûment agréés par les fabricants répondant aux exigences suivantes :

- Les entreprises disposant d'un registre de commerce avec le code approprié N° **105105** pour les fabricants, N° **410325** et **403301** pour les représentants et N° 309009 pour les distributeurs;

- Avoir réalisé un chiffre d'affaires trente « 30 » GEPI durant les trois « 03 » dernières Années (2018 2019 2020) dûment justifiées par des attestations de bon exécutions ou les PV de réceptions définitives ou les contrats (le cumul des attestations durant cette période est autorisé).

- Avoir réalisé un Chiffre d'Affaire (CA) moyen des trois (03) dernières années (2018, 2019 et 2020) égal ou supérieur à **20 000 000 de DA**.

Si l'une des conditions suscitées n'est pas remplie, l'offre du soumissionnaire sera systématiquement écartée.

Les soumissionnaires intéressés par le présent avis peuvent retirer le cahier des charges auprès du bureau des marchés de l'Algérienne des Eaux Unité de distribution Sétif sis 9 à la zone d'activité de Sétif près de Souk El Fajr, moyennant le paiement d'un montant non remboursable de **vingt mille diners Algériens (20 000.00 DZD) auprès de la BADR numéro de compte bancaire : 000300697000187430066 Agence 697-Sétif**.

Documents constitutifs de l'offre:

Les soumissionnaires doivent présenter trois (03) offres distinctes en trois exemplaires (une (01) originale et deux (02) copies), comportant un dossier de candidature, une offre technique et une offre financière sous trois plis séparés et ce comme suit :

I. Dossier de candidature

II. Offre technique

III. Offre financière

Pour le détail des pièces constitutives se référer à l'article 12 de l'instruction aux Soumissionnaires.

Ces trois (03) offres sont mises chacune dans, une enveloppe et sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme comportant obligatoirement la mention suivante:

« Appel d'offres national ouvert avec exigences de capacités minimales N°01/unité de sétif/2021 pour : « FOURNITURE ET TRANSPORT DES GROUPES ELECTROPOMPES IMMERGES POUR UNE QUANTITE MINIMALE DE 42 UNITES ET QUANTITE MAXIMALE DE 130 UNITES »

« A n'ouvrir que par la Commission d'ouverture des Plis et d'évaluation des Offres »

La durée de préparation des offres et de **vingt et Un (21) jours** calendaires à compter de la date de la **première (1^{ère})** publication du "présent avis dans les quotidiens nationaux.

La date et l'heure limite de dépôt des offres correspondant au dernier jour de la durée de préparation des offres avant **12 :00 heures**.

Si ce jour coïncide, avec un jour férié ou un Jour de repos légal, la durée de préparation des offres

est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

L'ouverture des Plis se tiendra en séance publique le jour même de la date limite de dépôt des offres à **13 :00 heures**.

Les soumissionnaires y sont cordialement invités.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pour une durée égale à la durée de préparation des offres augmentée de **trois (03) mois** prenant effet à partir de la date dépôt des offres.

Dans e cas de l'entreprise attributaire d'un marché, le délai de validité des offres est prorogé, systématiquement, d'un mois supplémentaire.

UIT

De nouvelles fréquences identifiées pour étendre la portée de la radio à travers l'Afrique

Des spécialistes des radiocommunications du monde entier, dont des représentants de pays africains, ont identifié de nouvelles fréquences entre 87,5 mégahertz (MHz) et 108 MHz, afin d'étendre les services de radiodiffusion en modulation de fréquence (MF) à travers le continent, a annoncé lundi l'Union internationale des télécommunications (UIT).

Les fréquences nouvellement coordonnées sont le résultat des travaux menés pendant deux ans dans le cadre du projet d'optimisation du plan GE84 pour l'Afrique, coordonné conjointement par l'UIT et l'Union africaine des télécommunications (UAT), avec l'appui de 50 pays africains.

«L'aboutissement de ce projet est un jalon important pour la radiodiffusion en Afrique», a déclaré le Secrétaire général de l'UIT, se félicitant du «partenariat fructueux avec l'Union africaine des télécommunications, qui renforcera la portée de la radiodiffusion en Afrique».

Houlin Zhao a souligné que l'accès à l'information au moyen de technologies telles que la radiodiffusion est «essentiel» pour mener à bien le

Programme de développement durable à l'horizon 2030 adopté par les Nations Unies.

«La radiodiffusion reste le moyen le plus abordable, le plus fiable et le plus accessible de diffuser des informations en Afrique», a pour sa part déclaré le directeur du Bureau des radiocommunications de l'UIT, Mario Maniewicz.

M. Maniewicz a appelé les pays à tenir leurs engagements «en assignant davantage de fréquences à la radiodiffusion MF».

«Les habitants de tout le continent doivent avoir accès à cet outil de communication essentiel», a-t-il ajouté, invitant les pouvoirs publics, les régulateurs et les fournisseurs de services africains à tirer le meilleur parti des nouveaux canaux iden-

tifiés. Le Secrétaire général de l'UIT, John Omo, s'est réjoui du fait que ce projet «ouvre la possibilité de disposer de nouveaux canaux pour contribuer à assurer la viabilité à long terme de la radiodiffusion en Afrique».

Lancé à East London (Afrique du Sud) en juillet 2019, le projet d'optimisation du Plan GE84 visait à garantir la compatibilité des assignations de fréquence pour la radiodiffusion existantes et nouvelles dans la bande 87,5-108 MHz ainsi qu'à faciliter la future mise en œuvre de la radiodiffusion sonore numérique en Afrique.

Il concerne l'utilisation de la bande 87,5-108 MHz pour la radiodiffusion sonore MF dans la Région 1 et dans une partie de la Région 3



conformément à l'Accord régional (Genève, 1984).

Le projet a réuni des radiodiffuseurs et des régulateurs nationaux de l'ensemble de l'Afrique et des régions voisines, afin de mettre l'accent

sur différents aspects de la coordination des fréquences, notamment sur les mesures qui peuvent être prises par les pays pour éviter les brouillages préjudiciables à mesure que les services MF se développent.

USA

Sony rachète l'éditeur Bungie, nouvelle étape de la consolidation des jeux vidéos

Le groupe japonais Sony va racheter l'éditeur américain de jeux vidéos Bungie, créateur de la franchise «Halo», pour 3,6 milliards de dollars, selon un communiqué publié lundi.

La sortie de Sony intervient deux semaines seulement après celle de son rival Microsoft, qui a mis 68,7 milliards de dollars sur la table pour prendre le contrôle d'un autre éditeur, Activision Blizzard.

Ironie du sort, en 2000, Microsoft avait acquis l'éditeur, alors sur le point de lancer son jeu phare, «Halo», dont plus de 80 millions d'exemplaires ont été vendus depuis.

En 2007, Bungie avait finalement repris son indépendance mais Microsoft avait conservé les droits de la franchise «Halo», dont la dernière itération, «Halo Infinite», a été lancée en décembre dernier.

En 2020, le marché avait bruisé de rumeurs d'une nouvelle approche de Microsoft, au point que le PDG de Bungie, Pete Parsons, avait publiquement démenti l'hypothèse d'un second mariage.

L'autre grand jeu développé par l'éditeur basé à Bellevue (Etat du Washington) est «Destiny», jeu de tir à la première personne et multi-joueurs, lancé en 2014.

Pour ce titre, Bungie avait conclu un accord de distribution avec Activision, qui s'est achevé en 2019 et n'a pas été renouvelé, l'éditeur assurant ensuite lui-même la commercialisation.

«Le prix me paraît très élevé», a réagi Michael Pachter, analyste de Wedbush Securities,

«mais Sony a peu de jeux qui permettent de monétiser au-delà de la vente initiale.

Et Bungie est vraiment bon pour ce qui est des opérations en temps réel.» Avec la généralisation du haut débit et l'arrivée de la 4G, puis de la 5G, le modèle qui affiche le plus de croissance dans l'industrie est celui des jeux connectés, qui offrent des espaces multi-joueurs et même, de plus en plus, des lieux de socialisation.

En outre, plusieurs des franchises qui ont le plus fait parler d'elles ces dernières années, comme Fortnite, génèrent des revenus considérables grâce aux achats réalisés dans le jeu par les utilisateurs.

«Le prix de ces sociétés est devenu tellement élevé», a fait valoir David Cole, PDG du cabinet DFC Intelligence. «Beaucoup d'acteurs essaient de mettre la main sur des droits» de jeux. L'acquisition annoncée lundi «est une étape importante dans notre stratégie de toucher avec la PlayStation une audience beaucoup plus large», a déclaré le PDG de Sony Interactive Entertainment, Jim Ryan, cité dans le communiqué.

Déjà numéro un mondial des jeux vidéos par le chiffre d'affaires, Sony supervise le développement et la commercialisation de la console PlayStation, vendue à plus de 500 millions d'exemplaires tous modèles confondus depuis 1994.

A travers la filiale SIE, Sony contrôle aussi une kyrielle de studios de jeux vidéo, qui ont

développé des titres pour sa console. En 2014, le groupe japonais a également lancé un service de jeux vidéo en ligne par abonnement, baptisé PlayStation Now, un marché sur lequel se sont positionnés ses grands concurrents, Microsoft et Nintendo, rejoints par Apple (Arcade) ou Google (Stadia). «Bungie n'a pas un énorme catalogue», a commenté Michael Pachter, «et ne va pas vraiment aider Sony dans ses aspirations concernant le service par abonnement.» Bien que le vent de la consolidation se soit levé depuis un moment déjà, plusieurs éditeurs indépendants continuent de peser sur le mar-

ché et pourraient constituer autant de cibles à l'avenir, de l'Américain Take-Two au Japonais Bandai.

«Il ne sont pas beaucoup à pouvoir se permettre d'acheter des entreprises comme ça», prévient David Cole. «Et acheter un développeur de jeux vidéo, c'est délicat», sur le plan de l'intégration, fait valoir l'analyste.

«Les Google ou Amazon ne savent pas encore faire.» E n matière de cible, pour l'analyste, «Ubisoft est probablement la meilleure, parce que leur valorisation n'est pas très élevée et qu'ils ont beaucoup de beaux titres».

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère de la santé

DIRECTION DE LA SANTÉ ET DE LA POPULATION WILAYA DE DJELFA

ETABLISSEMENT HOSPITALIER SPECIALISE MERE ET ENFANT

DOCTEUR KAKI MOHAMED DE DJELFA

CITE COLONEL MOHAMED CHAABANI DJELFA

Code fiscale : 001017019005064

AVIS D'ATTRIBUTION

PROVISOIRE

Conforme aux dispositions de l'article 65 du décret présidentiel N° 15/247 de 16/09/2015 portant réglementation de la marchés publique.

Suivent aAVIS D'APPEL D'OFFRE OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N°:01/2022

Partant l'approvisionnement en Alimentation.

Publie dans les quotidienne el السبلي et DK NEWS du 04/01/2022.

qui a l'issue de l'évaluation des offres le marche a été attribue provisoirement :

DESIGNATION	ENTREPRISE	CODE FISCALE	MONTANT TOTAL TTC DA	DUREE	NOTE /50	OBS
Lot n° 01 Alimentation	MOUFFAK MUSTAPHA	169170100439128	ع8 777 251,50	12 mois	50	MOINS DISANT
Lot n° 02 LE GUMES ET FRUITS	MOUFFAK MUSTAPHA	169170100439128	ع8 870 455,00	12 mois	50	MOINS DISANT
Lot n° 03 LES VIANDES ROUGES ET BLANCS ET LES OEUFS	MOUFFAK MUSTAPHA	169170100439128	ع8 138 200,00	12 mois	50	MOINS DISANT
Lot n° 04 LE PAIN ET GATEAUX	MOUFFAK MUSTAPHA	169170100439128	ع8 878 400,00	12 mois	50	MOINS DISANT

Tout soumissionnaire qui conteste le choix opère peut introduire un recours dans les dix 10 jours qui suivent la commission des marche de la santé

APS

DK NEWS

Alep : 2216002035 du 02/02/2022

INFORMATIQUE

Meta (Facebook) renonce au projet de monnaie numérique lancé via l'association Diem

L'association Diem, qui pilote le projet de monnaie numérique lancé par Facebook (Meta), va se démanteler et vendre pour 182 millions de dollars ses droits de propriété intellectuelle et d'autres actifs à la société Silvergate Capital Corporation.

Cette initiative avec laquelle le géant américain des réseaux sociaux voulait révolutionner les paiements était en bonne voie mais «il était devenu évident au cours de nos discussions avec les autorités américaines que le projet ne pouvait pas avancer davantage», a justifié le directeur général de l'association, Stuart Levey, dans un communiqué lundi.

Meta s'était lancé dans l'arène des monnaies numériques en créant «Libra» en 2019, qui devait offrir un nouveau mode de paiement en dehors des circuits bancaires traditionnels. Conscient des préoccupations des régulateurs face à une devise gérée par une société privée, le groupe américain avait alors décidé d'en confier la gestion à une entité indépendante, basée à Genève (Suisse).

Après la défection de plusieurs partenaires de poids comme PayPal, Visa et Mastercard, l'organisation av ait revu ses ambitions à la baisse, avant de se renommer Diem fin 2020.

«Dès le départ, le projet Diem a cherché à exploiter les bénéfices de la technologie de la blockchain pour concevoir un système de paiement meilleur et plus inclusif», a souligné M. Levey lundi.

L'association est parvenue à construire et tester un système de paiements basé sur la technologie faisant aussi fonctionner le bitcoin, qui inclue des garde-fous contre son utilisation par des criminels, a-t-il affirmé.

Parallèlement, «nous avons activement recherché les commentaires des gouvernements et des régulateurs du monde entier, et le projet a considérablement évolué et s'est amélioré en conséquence», a relevé le responsable.

Mais les discussions ont finalement achoppé et «la meilleure voie à suivre était de vendre les actifs du groupe Diem», a conclu M. Levey.

L'association et ses filiales vont commencer à se démanteler «dans les prochaines semaines», a-t-il précisé.

Silvergate a précisé dans un communiqué séparé qu'elle allait payer 50 millions de dollars en espèces et lui reverser environ 1,2 million de nouvelles actions pour un montant total équivalent à 182 millions de dollars.

Programme de la soirée

TF1 21:05

Grey's Anatomy



Tandis que les patients atteints du Covid-19 sont de plus en plus nombreux, de nouvelles recrues viennent prêter main-forte au personnel soignant déjà à bout et qui doit être testé avant de pouvoir continuer à travailler. Meredith, malade, aimerait effectuer sa quarantaine autre part pour laisser son lit à un autre patient, mais elle fait un malaise à cause de difficultés respiratoires. Une femme arrive aux urgences avec des douleurs abdominales : elle est enceinte de 26 semaines, mais le fœtus s'est développé en dehors de l'utérus, attaché à son foie. Un cas extrêmement rare.

France 2 21:05

L'amour (presque) parfait



Après une nuit passée dans les bras de Max, Jul découvre en rentrant chez elle que Stéphane, son colocataire prétendu homosexuel, a un fils de 15 ans prénommé Gustave. Au même moment, Manon lui confie être amoureuse d'Elise, la femme de son ex Vladimir. Peu de temps après, alors que Jul pense rencontrer sa mère, Max lui présente quelqu'un qui compte énormément pour lui : son chat Belphégor. De son côté, Ava, installée depuis quelques temps chez Jul, se bat pour retrouver sa place de maman dans le cœur de ses deux enfants depuis sa séparation avec Pierre.

France 3 21:05

Faut pas rêver



L'animateur se rend dans une région "qui est dans son cœur", la Picardie. Il débute son périple dans la baie de Somme, aux côtés de Reïnette, pêcheuse à pied depuis cinquante ans. Avec elle, Philippe Gougler découvre comment ramasser les coques dans le sable. Reportages : Chloé, par amour des Henson. Chloé, 28 ans, se bat pour faire connaître le Henson, une race de chevaux endémique de la baie de Somme • Le pari de Maximilien • Un héritage explosif. Le commandant Gilles Soreau dirige une équipe de démineurs qui intervient notamment sur des obus de la Première Guerre mondiale.

CANAL+ 21:05

Villa Caprice



Alors qu'il rentre en France dans son jet privé, le très riche homme d'affaires Gilles Fontaine apprend de la bouche d'un de ses collaborateurs que la police est en train de perquisitionner dans sa superbe demeure du sud de la France, la Villa Caprice, le soupçonnant d'avoir acquis ce bien de façon irrégulière. Alors que son nom apparaît dans les médias, associé à celui du ministre démissionnaire Pierre Jacquin, l'entrepreneur demande aussitôt à son équipe de contacter le célèbre avocat Luc Germon pour plaider sa cause. Entre les deux hommes, le premier contact est difficile.

6 21:05

Qui veut être mon associé ?



De jeunes entrepreneurs en quête de fonds pour développer leur activité présentent leurs produits à un jury d'investisseurs à succès et leur proposent de devenir leurs associés. Comme Damian et Antoine créateurs de BOB, un mini lave-vaisselle autonome. Ou Nathalie et Caroline, deux sœurs qui ont fondé une galerie 100 % en ligne. Michael et Lyly, un jeune couple à l'origine de Flotte, une marque d'imperméables en tissu 100 % recyclé. Mais aussi Eva qui a fabriqué un kit pour reproduire la baguette française, soi-même, partout dans le monde. Ou encore Lilian qui a conçu le premier service d'hommage aux défunts en réalité augmentée.

Jeux

Samourai-Sudoku n°2475

Les problèmes de sudoku samourai se composent de cinq grilles desudoku entrelacées. Les règles standard du sudoku s'appliquent à chacune de ces cinq grilles. Placez les chiffres de 1 à 9 dans les cases vides de chaque grille. Chaque ligne, chaque colonne, et chaque région 3 x 3 doit contenir une fois les chiffres de 1 à 9.

Chaque sudoku samourai a une solution unique et peut être résolu par la logique pure.

		3	5			2	9	7				
				6			5					
			2		3							
	6											
5	4					6	3					
3	8	9				4						
		6					5	1				
4	1				7	8				4	2	
					1		2		7	1		3
									9	4		2
				5	2							
				8				7				
8							3	9		6		
	5										1	8
	3	7	5					7			6	1
			2	8								
		6	7		9	3				8		5
							5				1	4
					9	1						2
							2					
	4							9	5			
							4					
			4	7								9
							7					2



«Tous les animaux connaissent ce qui leur est nécessaire, excepté l'homme» Plinie l'Ancien

Mots croisés n°2455

- 1 - Apparement inexplicable
 - 2 - Brisera le miroir - Contracté mais au pluriel
 - 3 - Pédant - Bruit sec
 - 4 - Bonne pomme - Surfer dans le réseau
 - 5 - Voisine de Digne - Statue couchée
 - 6 - Changerons l'atmosphère - Point de saignée
 - 7 - Père de Jason - Tiens à l'œil
 - 8 - Coincé - Pas très enthousiaste - Pouffé
 - 9 - Dernier séjour après la flamme - Bien appris - A la mode vous serez dedans
 - 10 - Affluent de l'Aar - Loin d'être dissolu
- Horizontalement :**
- A - Cloison isolante
 - B - Pays idéal - Gibier de gaulois
 - C - Jeune fille bien méritante - Très peu ouvert
 - D - Dément - Bouts de peau
 - E - Astringent - Chef d'état
 - F - Polygones à grand nombre de côtés
 - G - Patrie d'Abraham - Boisson de table - Grand titre
 - H - Ruinée
 - I - Officier du sultan - Fonctionne
 - J - Incomplet
 - K - Feuilleté - Oppressé
 - L - Café - Voisin de l'équerre
- Verticalement :**

A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L
1											
2											
3											
4											
5											
6											
7											
8											
9											
10											

JM ORAN-2022

Derouaz : «Sept offres reçues liées aux cérémonies d'ouverture et de clôture»

Pas moins de sept offres ont été reçues par le comité d'organisation de la 19e édition des jeux méditerranéens (JM), prévue l'été prochain à Oran, liées aux cérémonies d'ouverture et de clôture de cet événement sportif, a indiqué mardi le commissaire aux JM, Mohamed Aziz Derouaz.

L'ancien ministre de la jeunesse et des sports a déclaré à la radio nationale que les offres en question feront l'objet d'une étude préalable par la commission spécialisée composée de représentants de départements ministériels et de quelques spécialistes, pour en choisir les meilleures très prochainement. La commission des cérémonies d'ouverture et de clôture des JM vient d'être confiée à Salim Dada, un ex-Secrétaire d'Etat chargé de la production culturelle (janvier-juin 2020), qui a été installé dans ses nouvelles fonctions le 19 janvier dernier. Par ailleurs, M. Derouaz a poursuivi que l'Algérie "s'apprête à lever un nouveau défi afin de confirmer ses capacités et son expérience en matière d'organisation des grands événements internationaux". A ce propos, il a souligné que les paris auxquels est encor confronté le comité d'organisation qu'il préside, se situent notamment dans la réception de toutes les installations sportives retenues pour accueillir l'événement. Et d'ajouter : "Depuis que je suis en poste en octobre dernier, nous avons remarqué un changement significatif dans l'évolution des préparatifs à tous les



niveaux. Une chose est sûre maintenant : la réception de plusieurs installations sera progressive, et s'étalera jusqu'au mois en mars prochain". Evoquant l'état des lieux au niveau des chantiers du nouveau complexe sportif d'Oran, l'ancien entraîneur de la légendaire sélection nationale de handball des années 1980 a fait savoir que le stade de football (40.000 places) et la piste d'athlétisme sont déjà aptes pour le service après avoir été entièrement équipés. Quant à la salle omnisports, le taux d'avancement des travaux est estimé à environ 90 %, tandis que celui du

centre nautique, composé de trois piscines, est de 80 %.

Pour M. Derouaz, qui a été reçu lundi par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, pour lui faire un exposé sur l'évolution des préparatifs des JM dans tous les domaines, la réception de la totalité du complexe sportif d'Oran est prévu "pour mars prochain". La prochaine édition de la messe sportive méditerranéenne, que l'Algérie organise pour la deuxième fois de son histoire après avoir abrité la 7e édition en 1975 à Alger, aura lieu du 25 juin au 5 juillet 2022.

CROSS-COUNTRY/38^E ÉDITION DU CHALLENGE INTERNATIONAL

La compétition programmée le 5 février à Tizi-Ouzou

La 38^e édition du Challenge international de Cross-country "Said Cherdioui", aura lieu le 5 février 2022, à Tizi-Ouzou, a annoncé lundi la Fédération algérienne d'athlétisme (FAA) sur sa page facebook.

Ce rendez-vous regroupe les catégories d'âge suivantes : écoles "filles et garçons", benjamins "garçons et filles", minimes "garçons et filles", cadets "filles et garçons", juniors "filles et garçons", seniors "messieurs et dames", précise la même source. Selon la fiche technique de la compétition, le dernier délai

des engagements techniques a été fixé au mercredi 2 février.

Le challenge de cross country portant le nom de Cherdioui Said, connu pour être le père de l'athlétisme au niveau de la wilaya de Tizi Ouzou a été lancé pour la première fois en 1978 et a connu de grandes évolutions au fil des années jusqu'à devenir un rendez-vous annuel incontournable qui a dépassé les frontières nationale et a pris une dimension internationale.

CYCLISME - TOUR DE SHARJAH (4^E ÉTAPE)

13^e place pour Hamza Mansouri

L'Algérien Hamza Mansouri s'est contenté de la 13^e place lors de la 4^e étape du Tour cycliste de Sharjah, disputée lundi, sur une distance de 122,8 km entre Al Badayer Oases et Wadi Al Hedo (Emirats arabes unis), et remportée par l'Espagnol Gil Javier, de l'équipe Bahrain Cycling Academy, avec un chrono de 2h.40.26.

Le podium a été complété par un autre espagnol, également sociétaire de l'équipe Bahrain Cycling Academy, en l'occurrence Pascual Eusebio (avec le même temps), alors que l'Australien Cyrus Monk, sociétaire de l'équipe Meiyu CN Pro-Cycling Team a pris la troisième place, avec 15 secondes de retard sur le vainqueur.

Hamza Mansouri, qui avait pris la

14^e place la veille, lors de la 3^e étape dimanche, a bouclé la distance avec 28 secondes de retard sur le vainqueur. Cinq autres coureurs algériens ont été engagés dans cette course. Il s'agit de Hamza Amari (19e), Islam Mansouri (22e), Hamza Yacine (23e) et Ayoub Sahiri (28e), entrés tous avec une minute et 13 secondes de retard sur le vainqueur, alors qu'Oussama Mansouri, entré en 49^e position, a enregistré un retard de trois minutes et quarante secondes sur l'Espagnol.

Au total, 113 cyclistes ont pris le part au départ de cette 4^e étape, mais deux d'entre eux ne sont pas allés au bout de la course, alors que le 114^e inscrit, ne s'est finalement pas engagé.

Il est à rappeler que lors de la 2^e étape, courue samedi, sur une distance de 96 kilomètres dans la ville universitaire, Hamza Mansouri avait pris la deuxième place, et par la même occasion, le maillot blanc du meilleur espoir (U23).

Cette septième édition du Tour cycliste de Sharjah est longue de 438,8 kilomètres, et elle se déroule du 28 janvier au 1^{er} février aux Emirats arabes unis. Elle enregistre la participation de 15 pays, dont l'Algérie, l'Égypte, l'Arabie saoudite, le Koweït, Malte, Bahreïn, la Géorgie, l'Afghanistan, les Seychelles, République centrafricaine, l'Ouganda, l'Azerbaïdjan et les Emirats arabes unis, pays hôte.

RUGBY/ MONDIAL-2023 (QUALIFICATIONS/ ZONE AFRIQUE)

L'Algérie jouera sa qualification du 1^{er} au 10 juillet en France

La sélection algérienne de rugby jouera sa qualification pour le Mondial 2023 prévu en France, lors d'un tournoi prévu à Marseille et Aix-en-Provence (Sud de la France), fixé du 1^{er} au 10 juillet prochain, ont annoncé mardi les organisateurs de la Coupe du monde de rugby.

«Les huit meilleures nations du continent africain s'affronteront dans le sud de la France, sous la forme d'un tournoi à élimination directe. L'équipe qui remportera la Rugby Africa Cup 2022 se qualifiera pour la Coupe du monde de rugby 2023 (8 septembre-28 octobre)», expliquent-ils dans un commu-

niqué. L'Algérie affrontera le Sénégal en quarts de finale. Les trois autres affiches sont : Namibie-Burkina Faso, Zimbabwe-Côte d'Ivoire, et Ouganda-Kenya. Le vainqueur vaudra son billet pour le Mondial, pour lequel est déjà qualifiée l'Afrique du Sud, en tant que championne du monde en titre. Le vainqueur au terme de ce tournoi sera versé dans la poule A, avec la France, la Nouvelle-Zélande, l'Italie et l'Uruguay. Le stade Pierre-Delort (Marseille) et le stade Maurice-David (Aix-en-Provence) accueilleront la compétition, divisée en quarts, demies et finale.

NATATION - PANDÉMIE

Les Mondiaux 2022 décalés à 2023 (Fina)

Les Championnats du monde 2022 de natation en grand bassin, initialement prévus au mois de mai prochain à Fukuoka (Japon), ont été finalement reportés à juillet 2023, en raison de «la situation pandémique et des mesures actuellement en vigueur dans le pays organisateur», a annoncé mardi la Fédération internationale de natation (Fina).

Ces Mondiaux ont été reportés une première fois de l'été 2021 à mai 2022, après le report d'un an des Jeux olympiques de Tokyo, de 2020 à 2021. Par conséquent, les Championnats du monde suivants, qui à l'origine étaient prévus en novembre 2023 à Doha (Qatar), «auront lieu en janvier 2024», à six mois des JO-2024 à Paris, ajoute la Fina. La dernière édition des Mondiaux de natation, elle, remonte à l'été 2019, à Gwangju, en Corée du Sud. «Compte tenu de la situation pandémique actuelle et des mesures actuellement en vigueur au Japon, la Fina et le comité d'organisation de Fukuoka-2022 se sont accordés sur le report des

Championnats du monde du 14 au 30 juillet 2023», a déclaré le président de la Fina Husain Al-Musallam, selon le communiqué de l'organisation. La compétition devait se tenir du 13 au 29 mai prochain. «Ces décisions ont été prises dans l'intérêt de toutes les personnes impliquées», a-t-il poursuivi. «La Fina annoncera bientôt un calendrier international actualisé pour 2022, qui proposera aux nageurs des occasions supplémentaires de concourir au plus haut niveau», précise-t-elle. Les Championnats du monde de natation, qui rassemblent épreuves en bassin, en eau libre, plongeon et natation artistique, sont habituellement organisés tous les deux ans, en année impaire. Mais la pandémie de Covid-19 a chamboulé ce rythme. Resterait au calendrier aquatique 2022 au moins deux compétitions internationales majeures : les Championnats d'Europe en grand bassin, prévus au mois d'août à Rome et les Championnats du monde en petit bassin (25 m), prévus en décembre à Kazan (Russie).

COUPE NATIONALE MILITAIRE DE KARATÉ DO

Début de la compétition à Guelma

La coupe nationale militaire de karaté do pour les dames et les messieurs a débuté lundi à l'école des sous-officiers de l'intendance "chahid Seddik Bourdiche" de Guelma dans le respect strict des mesures préventives contre la Covid-19. Ce rendez-vous sportif national qui se déroule à la salle sportive de cette école relevant de la 5^{ème} région militaire (RM) jusqu'au 3 février 2022 met en lice en kumité et en kata 224 athlètes de 25 équipes représentant les diverses unités et écoles supérieures des régions militaires, a appris l'APS auprès des organisateurs. Dans son allocution d'ouverture, le commandant de l'école hôte, le colonel Hakim Adami, a indiqué que l'objectif de la coupe est de permettre des résultats positifs qui servent le développement de la pratique sportive, affirmant que la 5^{ème} RM a mis en place toutes les conditions pour le succès de cette manifestation et permettre aux sportifs de révéler leurs talents. Le même officier supérieur a invité les participants à donner le meilleur d'eux-mêmes pour représenter leurs unités et honorer le sport militaire et faire preuve de fair-play, soulignant que le karaté est un art martial qui élève le niveau du soldat dans le combat au corps à corps et constitue un élément dans l'évaluation de ses capacités corporelles. Après la cérémonie d'ouverture marquée par le défilé des délégations participantes, les joutes ont débuté avec les éliminatoires en kata sous la direction d'arbitres de la Fédération algérienne de karaté do et le comité technique du service régional de sport militaire de la 5^{ème} RM. Les éliminatoires en kumité se dérouleront mardi tandis que les finales dans les deux épreuves auront lieu à la dernière journée. Les représentants des délégations ont salué les conditions d'organisation et les dispositions du protocole sanitaire de prévention du Covid-19 et ont indiqué s'attendre à ce que les joutes connaissent un bon niveau technique au regard des athlètes participants et des moyens mis en place.

ORAN

La 2^e édition Algerian Tour de Billard du 3 au 5 février

La deuxième édition de Algerian tour de billard seniors "Jeu de la neuf" aura lieu du jeudi au samedi prochain à la salle spécialisée "Luxury pool" de hai "Gambetta" à Oran, a-t-on appris lundi auprès des organisateurs. Cette manifestation sportive de trois jours, organisée par le club amateur CS Association Noudjoun El Hamri d'Oran de raffe et billard, verra la participation de 64 billardistes seniors représentant 10 ligues de wilayas du pays. Les matchs débiteront jeudi avec élimination directe, avant de reprendre le lendemain vendredi avec les tours des 16^{èmes} de finale, alors que les demi-finales et la finale aura lieu samedi. Dans le cadre du protocole sanitaire de prévention contre Covid-19, le port du masque est obligatoire pour tous les joueurs pendant toute la durée de la compétition.

MERCATO D'HIVER EUROPÉEN Peu de mouvements chez les "Verts"

Le mercato d'hiver, clôturé lundi à minuit dans les plus grands championnats européens, a été peu mouvementé pour les internationaux algériens, dont la majorité ont opté pour la stabilité, à moins de deux mois de la double confrontation face au Cameroun, dans le cadre des barrages de la Coupe du monde 2022 au Qatar.



Non retenu par le sélectionneur national Djamel Belmadi pour la Coupe d'Afrique des nations CAN-2021 (reportée à 2022) qui se déroule au Cameroun (9 janvier - 6 février), le défenseur Mehdi Zeffane (19 sélections) s'est engagé en janvier pour un contrat d'un an et demi avec la formation turque de Yeni Malatya, en provenance de Krylia Sovetov (Russie) dans un transfert libre.

L'ancien joueur de l'Olympique Lyon et du Stade rennais espère relancer sa carrière dans un championnat qui donne plus de visibilité, dans l'objectif de réintégrer les rangs du "Club Algérie", en vue des prochaines échéances. Forfait pour le rendez-vous continental en raison d'une blessure, le défenseur de la Lazio de Rome (Se-

rie A italienne) Mohamed Farès a rejoint l'autre club italien du Torino, à titre de prêt avec option d'achat.

Seulement, le joueur a de nouveau été blessé, cette fois-ci victime d'une lésion des ligaments croisés antérieurs, ainsi qu'une atteinte du ménisque médial.

Mohamed Farès (12 sélections) est probablement forfait pour le reste de la saison.

Il a fallu attendre le dernier jour de la période des transferts pour assister aux deux principaux transferts, et qui concerne deux joueurs ayant pris part à la CAN-2021 au Cameroun : le milieu offensif Youcef Belaïli et l'attaquant Islam Slimani.

Le premier nommé, dont le contrat avec Qatar SC a été résilié à l'amiable, a décidé de revenir en Europe, en si-

gnant un contrat de cinq mois renouvelable avec le Stade Brestois (Ligue 1/ France).

Il s'agit de la deuxième expérience de Belaïli en France, après un court passage non concluant à Angers lors de la saison 2017-2018.

Brillant lors de la Coupe arabe de la Fifa 2021 au Qatar, mais transparent à la CAN au Cameroun, le natif d'Oran aura à cœur de s'affirmer en Ligue 1 française, et de le retrouver sa forme optimale, en vue d'un mois de mars décisif.

Quelques heures plus tard, le meilleur buteur historique des "Verts" Islam Slimani, dont le passage à l'Olympique Lyon s'est avéré un échec, a dit oui à la proposition du Sporting Lisbonne (Div.1/ Portugal), club qui lui avait permis de se distinguer pour sa

première expérience européenne (2013-2016).

Sous les couleurs du Sporting, Slimani (33 ans) avait disputé 111 matchs, toutes compétitions confondues, et inscrit 57 buts, chose qui lui a permis de devenir l'un des joueurs les plus prolifiques de l'histoire de la formation lisboète.

Les performances réalisées au Sporting lui ont valu un transfert record à Leicester City, alors champion d'Angleterre, mais l'ancien buteur du CR Belouizdad n'avait pas réussi à s'imposer au sein des "Foxes", où il avait fait l'objet d'un prêt à Newcastle (2018), Fenerbahçe (2018-2019), et à l'AS Monaco (2019-2020).

En janvier 2021, il avait rejoint l'OL pour un contrat de 18 mois, mais sans pour autant parvenir à s'imposer.

LIGUE 1 FRANÇAISE (TRANSFERT)

L'arrivée de Belaïli à Brest fait exploser le nombre d'abonnés du club

Le transfert de l'international algérien Youcef Belaïli au Stade Brestois, lundi soir, a eu déjà son effet du côté du club de Ligue 1 française de football, avec notamment les réseaux sociaux en ébullition.

"Les réseaux sociaux du club sont en train d'exploser, notamment Instagram qui a connu un gros buzz au niveau des abonnés.

Depuis l'annonce d'un futur transfert de Belaïli, Brest a ainsi empoché 10.000 nouveaux abonnés sur son compte Instagram en 24 heures, alors que sur facebook, le club brestois qui comptabilisait 140.000 abonnés (lundi), a atteint ce mardi 464 000, soit le triple. Ces chiffres qui ne cessent de grimper montrent que

l'international algérien est très attendu dans le Finistère", a écrit le site côtéBrest. Libre de tout engagement avec la fin d'un contrat de 18 mois au Qatar, Youcef Belaïli, qui aura 30 ans en mars, a signé un contrat jusqu'à la fin de saison avec l'option de rempiler pour trois saisons de plus.

L'international algérien avait déjà fait un passage en France avec un court passage à Angers (septembre 2017- janvier 2018), mais sans entrer en jeu avec les pros.

Il a en revanche brillé en équipe nationale, participant activement à la victoire de l'Algérie à la Coupe d'Afrique des Nations en 2019 (2 buts) et à celle en Coupe arabe en décembre (2 buts, 2 pe-

nalties provoqués, 1 passe décisive), ainsi qu'à la CAN actuelle.

Brest compte sur lui pour compenser le départ de Faivre, qui a signé lundi matin à Lyon, et de Youssouf Badji, qui était arrivé l'été dernier en prêt de Charleroi mais n'a que peu joué en Ligue 1 et est retourné en Belgique.

Belaïli avait pris part à la Coupe d'Afrique des nations au Cameroun (CAN-2022) où il avait quitté le tournoi, avec la sélection nationale dès le premier tour.

Le joueur devait trouver un club pour rester compétitif, en prévision des matchs barrages des qualifications à la Coupe du monde (Qatar-2022) qui opposeront l'Algérie au Cameroun au mois de mars prochain.

AG ORDINAIRE DES LIGUES DE FOOTBALL La date butoir fixée au 28 février

La date butoir pour la tenue des assemblées générales ordinaires (AGO) des différentes Ligues de football a été fixée, au plus tard, au lundi 28 février, a annoncé la Fédération Algérienne de Football (FAF) sur son site officiel.

Cette décision a été prise et entérinée lors de la réunion du Bureau fédéral de l'instance, lundi au siège de la Fédération à Dély-Ibrahim (Alger), en session ordinaire sous la présidence du président, Charaf-Eddine Amara.

Concernant le processus de mise en conformité avec le décret exécutif relatif au non cumul dont des membres du BF sont concernés, en l'occurrence les ligues régionales de football (LRF) d'Annaba et de Saïda ainsi que les ligues de wilaya de football (LWF) d'Alger et de Chlef, le bureau fédéral a arrêté la date du jeudi 17 février pour la tenue des différentes assemblées ordinaires, alors les AG électorales auront lieu le lundi 7 mars prochain.

"Cette régularisation devait initialement se faire en décembre 2021 sauf que celle-ci a été suspendue à cause de la tenue des élections locales (APC/APW) à la même période", a rappelé le communiqué de la FAF.

À l'ouverture des travaux, le président de la FAF a tenu à adresser ses félicitations aux présidents réélus et élu des différentes ligues nationales.

Il s'agit d'Abdelkrim Medouar (Ligue de Football Professionnel/LFP), Ali Malek (Ligue Nationale de Football Amateur/LNEA) et, enfin, Noureddine Boulafaât (nouveau président de la Ligue inter-régions de Football/LIRF).

"Les trois présidents de ligues qui ont assisté à la réunion du BF pour présenter leurs derniers bilans d'activité, ont été assurés du soutien du Président et des membres du BF pour continuer à travailler en synergie avec l'instance fédérale dont ils sont les mandataires", conclut le communiqué de la FAF.

TRANSFERT Slimani (O. Lyonnais) retourne au Sporting Lisbonne

L'attaquant international algérien de l'Olympique Lyonnais (Ligue 1/ France), Islam Slimani, s'est engagé avec le Sporting Lisbonne (Div.1 portugaise de football) pour un contrat de 18 mois, indique lundi soir le club portugais sur sa son compte twitter.

Le transfert de l'attaquant algérien (33 ans), laissé libre par l'Olympique Lyonnais, a été officialisé lundi soir.

Slimani portera désormais le N.9. Slimani avait entamé sa carrière européenne chez le Sporting Lisbonne (2013-2016) avec lequel il avait disputé 111 matchs, toutes compétitions confondues, et marqué 57 buts.

Les performances réalisées chez le Sporting lui ont valu un transfert record à Leicester City, alors champion d'Angleterre, mais l'ancien buteur du CR Belouizdad n'avait pas réussi à s'imposer au sein des "Foxes", où il avait fait l'objet d'un prêt à Newcastle (2018), Fenerbahçe (2018-2019), et à l'AS Monaco (2019-2020). En janvier 2021, il avait rejoint l'OL pour un contrat de 18 mois, mais sans pour autant parvenir à s'imposer.

APS

LIGUES RÉGIONALES

Le mercato hivernal fixé du 5 au 25 février

La période du prochain mercato hivernal des championnats des ligues régionales est fixée du 5 au 25 février, a annoncé la Fédération algérienne de football (FAF) sur son site officiel.

Cette décision a été prise lors de la réunion du Bureau fédéral, tenue lundi au siège

de l'instance fédérale à Dély-Ibrahim (Alger), en session ordinaire sous la présidence du président, Charaf-Eddine Amara. Concernant les championnats des ligues de wilaya, ils auront une période de mercato de sept jours à compter de la date de la dernière journée de la phase aller, précise

le communiqué de la FAF. Au cours de la réunion du BF, des exposés sur la situation sur l'état d'avancement et de déroulement des différents championnats ont été présentés par les représentants des différentes ligues, ainsi que des communications relatives aux travaux de la Commission

fédérale d'arbitrage (CFA), de la Commission nationale de règlement des litiges (CNRL) ainsi que de la Direction technique nationale (DTN). Pour rappel, la période du prochain mercato hivernal des clubs de la Ligue 1 professionnelle de football est fixée du 26 janvier au 24 février 2022.

LIGUE 1

L'entraîneur du CS Constantine suspendu un match

L'entraîneur du CS Constantine, Chérif Hadjar a écopé d'un match de suspension ferme, incluant une interdiction de terrain et de vestiaires, pour "contestation de décision", lors de la 16e journée de Ligue 1, ayant vu son équipe l'emporter à domicile contre la JS Kabylie (2-1).

"La suspension de Hadjar est rehaussée d'une amende de 30.000 DA, en sus de l'avertissement reçu lors de ladite rencontre, et qui reste comptabilisé comme simple avertissement" a ajouté la Commission de discipline dans un communiqué publié sur son site officiel.

Outre Hadjar, la Commission de discipline a infligé deux matchs de suspension au soigneur des Sanafir, Abdelhakim Maloufi, pour "mauvais comportement envers officiel".

Une sanction incluant une interdiction de terrain et de vestiaires.

La Commission de discipline, qui a siégé en session ordinaire lundi, sous la direction de son président Kamel Mesbah, a prononcé d'autres sanctions, dont trois contre des joueurs ayant contesté les décisions du corps arbitral.

Il s'agit de Brahim Dib



(CS Constantine), Mohamed Essaid Bourahla (NC Magra) et Mokhtar Belkhit (CR Belouizdad), ayant tous écopé d'un match ferme, plus une amende de 30.000 DA.

Pour sa part, le "vétérain du NC Magra", l'attaquant Hadj Bouguèche, qui a été signalé par le commissaire au match, s'est vu suspendre jusqu'à son audition

par la Commission de discipline".

Une audition programmée pendant la séance du mardi 8 février courant, à 13h00, a encore précisé la même source.

Autre technicien à avoir été sanctionné par la Commission de discipline au cours de sa dernière session, Lazreg Benfissa, l'entraîneur des gardiens du

RC Relizane, qui a écopé d'un match de suspension ferme et une amende de 30.000 DA, pour "contestation de décision".

Idem pour le Secrétaire général du RC Relizane, Djawed Bouabdellah, qui a écopé d'un match de suspension ferme et une amende de 30.000 DA, pour "contestation de décision".

LIGUE 2

L'USM Bel-Abbès risque de perdre par forfait son match face au WA Boufarik

La direction de l'USM Bel-Abbès a convoqué les membres de l'assemblée générale des actionnaires de la société sportive par actions (SSPA) à une réunion d'urgence, mercredi, afin d'examiner la situation délicate que traverse son équipe qui risque de perdre par forfait son premier match de la phase retour de la Ligue deux de football, a-t-on appris de la cellule de communication de cette formation.

La même source a indiqué qu'il s'agissait de la "dernière chance" pour sauver l'USMBA d'un avenir incertain, après que sa situation ait été aggravée de manière inédite compte tenu de l'absence des joueurs à l'entraînement depuis une semaine et de la démission du président du club, Abdelghani El-Hannani.

L'USMBA recevra le WA Boufarik dans le cadre de la journée inaugurale de la phase retour, un match

que les locaux risquent de perdre par forfait au cas où les joueurs, partis chez eux depuis la fin de la phase aller, poursuivent leur grève pour réclamer la régularisation de leur situation financière. Cette grève des joueurs a coïncidé avec le départ de l'entraîneur Sid Ahmed Slimani, qui a choisi de débarquer au WA Tlemcen (Ligue 1).

Cela se passe au moment où le président du conseil d'administration de la SSPA, Abdelghani El-Hannani, a transmis une copie de sa démission au wali par laquelle il a justifié son départ par des "raisons de santé et familiales", évoquant au passage les difficultés financières auxquelles il était confronté dans sa mission, l'obligeant à compter sur son propre argent pour éviter au club de déclarer forfait pour ses matchs. Il a également dénoncé le peu d'intérêt des membres du

conseil vis-à-vis du club, soulignant-on de même source.

La formation de la "Mekerra", reléguée en deuxième division à l'issue de la saison 2020-2021, a rencontré de grands problèmes pour débiter le championnat après le départ de tous ses joueurs, contraignant le président El-Hannani à faire appel à des joueurs de la catégorie espoirs évoluant dans des clubs de petits paliers, vu que son équipe est interdite de recrutement à cause de ses dettes estimées à plus de 300 millions de dinars.

Le manque d'expérience des nouveaux joueurs et les problèmes financiers et administratifs du club ont valu aux "Vert et Rouge" de terminer à la 14e place la phase aller avec seulement 12 points obtenus en 15 matchs. Cela fait de leur équipe deuxième potentiel reléguable en troisième palier.

LIGUE 1 - RC RELIZANE

Les dettes estimées à 230 millions DA, les joueurs à nouveau en grève

Le montant des dettes du RC Relizane envers la Chambre nationale de résolution des litiges (CNRL) relevant de la Fédération algérienne de football est estimé à près de 230 millions de DA, poussant la FAF à interdire à l'équipe d'effectuer des recrutements pendant le mercato d'hiver, a-t-on appris mardi auprès de la direction du club de Ligue 1. L'annonce par la FAF de cette décision, qui concerne aussi pas moins de dix autres clubs de l'élite, a coïncidé avec une nouvelle grève des joueurs de la formation de l'Ouest du pays qu'ils ont entamée

lundi, pour exiger la régularisation de leur situation financière, et aussi pour dénoncer ce qu'ils ont qualifié "l'absence totale des dirigeants". L'un des "cadres" de l'équipe, Sofiane Balegh, a déclaré à l'APS à ce propos : "Je regrette vraiment de parler de choses qui sont censées ne pas se passer dans une équipe qui active en première division, comme l'absence d'eau lors du match précédent contre le RC Arbaâ, ce qui nous a obligé nous les joueurs à l'acheter".

Le "Rapide", revenu en Ligue 1 lors de la saison 2020-2021, est sans entraî-

neur depuis près d'un mois après la démission de Liamine Bougherara, alors que sa situation sur le plan administratif est toujours entouré du flou, malgré l'arrivée d'un nouvel actionnaire dans la société sportive du club après avoir acheté plus de 30% de ses actions. Et au vu de l'attitude de la direction du club, qui se contente jusque-là de lancer des promesses, a encore ajouté Sofiane Balegh, les joueurs ont décidé d'entamer une nouvelle grève quelques jours seulement avant d'accueillir le NC Magra, un concurrent direct dans la course

au maintien, pour le compte de la 17e et dernière journée de la phase retour. Ce serait la deuxième rencontre que les seniors du RCR pourraient boudier, après avoir boycotté, en début de saison, le match en déplacement face à la JS Saoura, que leur équipe a perdu (6-0) après avoir aligné un effectif de la réserve, rappelle-t-on. A l'issue de la précédente journée, qui a vu les "Vert et Blanc" laisser des plumes sur le terrain du RC Arbaâ (2-1), le RCR a reculé à la 17e et avant dernière place au classement avec 13 points et deux matchs en retard.

MONDIAL 2022

Sénégal-Egypte: le Sénégal limoge son analyste en pleine CAN

Le Sénégal, future adversaire de l'Egypte, en match barrages des qualifications à la Coupe du Monde de football (Qatar-2022) s'est séparé de son analyste Vidéo, l'Egyptien Mostafa Mounir, en pleine Coupe d'Afrique des nations qui se poursuit pour les deux sélections, avec les demi-finales, prévues mercredi et jeudi, contre respectivement, le Burkina Faso et le Cameroun, a rapporté, mardi, le site Africa.foot.

L'analyste vidéo, Mostafa Mounir était membre de l'équipe féminine égyptienne en janvier 2021, avant de rejoindre le staff des Lions de la Terranga, quelques mois après, sur demande du sélectionneur Aliou Cissé pour l'actuelle CAN-2022.

"Après mon départ de l'équipe féminine égyptienne en janvier 2021, j'ai contacté le sélectionneur du Sénégal Aliou Cissé, avec qui j'ai une forte amitié, et il m'a proposé de travailler dans le staff pour l'actuelle Coupe d'Afrique des Nations.

Mais, après le résultat du tirage au sort de la Coupe du monde, Aliou Cissé m'a fait savoir lors d'une rencontre amicale qu'il serait difficile pour moi de continuer avec le staff technique et m'a limogé, d'au tant plus que j'avais auparavant travaillé en Egypte et longtemps avec l'équipe féminine", a expliqué Mostafa Mounir pour l'émission égyptienne ONTime Sport, estimant que les responsables des Lions n'ont voulu prendre aucun risque.

Une décision que le principal intéressé peut comprendre, à travers sa déclaration. "Je l'ai compris et accepté, surtout que je suis très fidèle à mon pays, et comme mon travail consiste à analyser les performances de l'adversaire avec des rapports et des vidéos, je ne pouvais donc pas aider le Sénégal contre mon pays.

La Coupe du monde est un tournoi important et un événement que tout le monde attend. La Fédération du Sénégal m'a versé toutes mes indemnités et je souhaite aux équipes égyptienne et sénégalaise du succès dans le tournoi en cours".

PREMIER LEAGUE- TRANSFERTS

Le mercato hivernal en Angleterre se rapproche du record de 2018

Le mercato hivernal en Angleterre a atteint le deuxième taux le plus élevé de son histoire en janvier dernier, grâce notamment à une vague de recrutements tardifs chez les clubs de Premier League, ayant dépensé un total de 295 millions de livres sterling, soit environ 353 millions d'euros.

Les arrivées de certains grands joueurs comme Luis Diaz, Bruno Guimarães ou encore Rodrigo Bentancur pendant les derniers jours du mois janvier ont, en effet, fait grimper les dépenses du championnat d'Angleterre, selon les chiffres publiés mardi par la société financière, Deloitte.

Le record de janvier 2018 (430 millions de livres, 515 millions d'euros) tient toujours, mais les dépenses de cette année sont plus de quatre fois supérieures à celles de l'an dernier, qui s'élevaient à seulement 70 millions de livres (83 millions de livres), lorsque la crise du Covid avait considérablement affecté les budgets des clubs. Les dépenses nettes des équipes de l'élite anglaise - le rapport entre les achats et les ventes de joueurs - d'un montant total de 180 millions de livres (215 millions d'euros) sont les plus élevées depuis l'introduction de la fenêtre de transfert de janvier en 2003. Les cinq derniers du championnat ont dépensé à eux seuls près de 150 millions de livres (ndlr : 180 millions d'euros), soit plus de 50% du total enregistré.

Parmi les plus gros coups réalisés cet hiver, celui de Liverpool, actuel 2e du championnat, qui a fait signer l'ailier colombien de Porto, Luis Diaz, pour un montant pouvant atteindre jusqu'à 60 millions d'euros avec les bonus, tandis que Newcastle, 18e, a déboursé un montant initial de 35 millions de livres pour le milieu brésilien de Lyon, Bruno Guimarães. En lutte pour le maintien, les Magpies, dopés par les fonds de leur nouveau propriétaire saoudien, ont également payé 30 millions d'euros à Burnley pour l'attaquant international néo-zélandais Chris Wood, et ont recruté le défenseur anglais Kieran Trippier pour 14 millions d'euros, en provenance de l'Atletico Madrid.

"Cette fenêtre de transfert indique que les pressions financières du coronavirus sur les clubs de Premier League s'atténuent, avec des dépenses fermement revenues à des niveaux pré-pandémiques et de manière remarquable parmi les plus élevées que nous ayons jamais vues en janvier", a souligné Dan Jones, qui dirige le secteur sportif du cabinet Deloitte. Les dépenses brutes totales des cinq grands championnats européens (la Premier League anglaise, la Liga espagnole, la Série A italienne, la Bundesliga allemande et la Ligue 1 française) ont atteint 735 millions d'euros, dépassant le total de janvier 2021 de 460 millions d'euros. Les clubs anglais ont de loin été les plus dépensiers en janvier, avec "près de 150 millions de livres sterling (180 millions d'euros) de plus que les clubs de Série A, leur plus proche concurrent", a indiqué Dan Jones.

MAN CITY : ALVAREZ RECRUTÉ POUR 21 M€

Comme attendu ces derniers jours (voir la brève du mardi 25/01), Manchester City recrute Julian Alvarez (21 ans). Considéré comme un des plus grands espoirs du football argentin, l'attaquant, pisté par la Fiorentina, l'Atalanta, Naples ou encore Nice, a accepté de rallier le champion d'Angleterre, qui a levé sa clause libératoire, fixée à 21 millions d'euros. Le jeune Albiceleste a paraphé un contrat de cinq années et demi, soit jusqu'en juin 2027, avec les Skyblues. Un beau coup réalisé par l'équipe de Pep Guardiola, qui a décidé de laisser le Sud-Américain en prêt jusqu'en juin prochain, et possiblement jusqu'à la fin de l'année 2022 afin de disputer la Copa Libertadores.



KLOPP S'EMBALLÉ POUR LUIS DIAZ

Ce dimanche, Liverpool a réalisé un investissement majeur avec l'arrivée de l'ailier Luis Diaz (25 ans), acheté pour 60 millions d'euros (bonus compris) sur ce mercato d'hiver en provenance du FC Porto. Pour le site officiel des Reds, l'entraîneur du club anglais Jürgen Klopp n'a pas caché sa satisfaction avec le recrutement de l'international colombien.

"Je ne pourrais pas être plus heureux que nous ayons pu conclure cet accord et faire venir Luis à Liverpool. J'ai toujours été convaincu qu'il faut seulement signer des joueurs en janvier que si l'on veut les signer en été, et c'est vraiment le cas avec Luis. C'est un joueur exceptionnel et quelqu'un que nous suivions depuis très longtemps. Nous pensons qu'il a tout ce qu'il faut pour s'intégrer dans notre système et s'adapter à la Premier League, tant physiquement que mentalement. C'est un joueur qui a fait de succès et qui sait qu'il faut se battre pour obtenir ce que l'on veut. C'est un battant, sans aucun doute", a apprécié le technicien allemand.

MORATA LA VIEILLE DAME A TRANCHÉ

C'est la fin du feuilleton, Álvaro Morata va rester à la Juventus ! Massimiliano Allegri veut qu'il puisse jouer aux côtés de Dusan Vlahović.

Par l'intermédiaire de Fabrizio Romano en ce début d'après-midi, nous avons appris que l'attaquant espagnol de la Juve devrait rester à Turin jusqu'à la fin de la saison. Son entraîneur, Massimiliano Allegri l'a convaincu de rester. L'Italien le veut aux côtés de Dusan Vlahović pour la seconde partie de saison.

Morata était pourtant pisté par le Barça, Arsenal et Tottenham, là où il aurait peut-être été assuré un temps de jeu plus important. En fin de contrat en juin 2023 avec l'Atlético de Madrid, il ne faut pas oublier que l'attaquant espagnol est prêt à la Juve depuis septembre 2020. Son avenir est donc incertain, d'autant qu'il est quasiment certain que son avenir dans la capitale espagnole est bouché. Avec ses coéquipiers de la Juventus, Álvaro Morata a plusieurs objectifs encore cette saison, car avec l'arrivée de Vlahović et de Zakaria, les hommes d'Allegri peuvent de nouveau croire à des résultats. Ce n'est qu'une supposition, mais l'effectif a été renforcé cet hiver et les Turinois vont tenter de remonter au classement de Serie A - ils sont actuellement 5e -, et d'aller le plus loin en Ligue des Champions. La Juve va affronter Villarreal en 1/8e de finale.



Greenwood suspendu par Man U

Après les révélations de son ex-coopine l'accusant de violences conjugales, Mason Greenwood a été suspendu par Manchester United et la police enquête. C'est l'actualité qui fait le plus de bruit en Angleterre en ce moment. A 20 ans, Mason Greenwood se retrouve dans la tourmente suite aux accusations d'agression d'une femme. La police de Manchester a déclaré dimanche avoir vu « des images et des vidéos sur les réseaux sociaux postées par une femme signalant des incidents de violence physique ». L'enquête est alors lancée, comme le précisait les forces de l'ordre : « Une enquête a été ouverte, nous pouvons confirmer qu'un homme de 20 ans a été arrêté pour des soupçons de viol et d'agression. »

Départ surprise pour Carrasco ?

Titulaire indiscutable à l'Atletico Madrid où Diego Simeone apprécie beaucoup sa polyvalence qui lui permet d'occuper tout le couloir gauche, mais également de jouer à droite, l'ailier Yannick Carrasco (28 ans, 20 matchs et 2 buts en Liga cette saison) va-t-il jouer un vilain tour aux Colchoneros en ces ultimes heures du mercato ? L'international belge est représenté depuis peu par l'influent Pini Zahavi et le site Foot Mercato révèle que l'agent a entamé ces dernières heures des négociations avec Newcastle et Tottenham ! Les deux équipes de Premier League seraient très intéressées et disposées à payer la clause libératoire de 60 millions d'euros de l'ancien Monégasque. De son côté, le natif d'Ixelles se montre ouvert à un départ mais ne signera pas n'importe où. Pour l'Atletico, perdre un joueur aussi important sans réelle possibilité de le remplacer représenterait un coup dur...



Liverpool : ça bouge pour Divock Origi

L'international belge pourrait quitter Liverpool avant la fin du mercato d'hiver. Libre au mois de juin prochain, l'attaquant Divock Origi pourrait profiter de la fin du mercato d'hiver pour quitter Liverpool. Peu utilisé depuis le début de saison, l'international belge pourrait faire l'objet d'une offre de transfert. Selon les dernières informations du Sun, le natif d'Ostende intéresserait fortement Burnley. Des discussions seraient en cours entre les deux clubs et un accord pourrait rapidement aboutir pour un montant proche de 7 millions d'euros. Côté terrain, le joueur a inscrit cinq buts et délivré deux passes décisives en dix apparitions avec le club de la Mersey.



ALGÉRIE-UA

UA : Lamamra à Addis-Abeba pour participer aux travaux de la 40^e session ordinaire du Conseil exécutif

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra est arrivé mardi à Addis-Abeba (Ethiopie) pour participer aux travaux de la 40^e session ordinaire du Conseil exécutif de l'Union africaine (UA), regroupant les ministres des Affaires étrangères des pays membres, a indiqué un communiqué du ministère.

« Cette session, qui se tiendra au siège de l'UA le 2 et 3 février courant, sera consacrée à l'examen d'une série de questions relatives à la coopération bilatérale entre les pays africains en vue de faire face aux différents défis sécuritaires et politiques imposés par la conjoncture, outre les retombées de la pandémie du covid-19 sur la situation économique et sanitaire », a précisé le communiqué. Il sera également question de l'examen des rapports



des activités des différents mécanismes et commissions sectorielles du Conseil exécutif, outre le renouvellement de la qualité de membre de

nombre de structures principales », a noté la source. Cette session se penchera également sur la préparation de la 35^e session ordinaire des chefs d'Etat et de gouver-

ALGÉRIE-KOUEÏT-LIGUE ARABE

Le Koweït confirme sa participation au prochain sommet arabe d'Alger

Le ministre koweïtien des Affaires étrangères, Ahmed Nasser Al-Mohammed Al-Ahmed Al-Djaber Al-Sabah, a affirmé, lundi, que son pays accordait un grand intérêt à la promotion de l'action arabe commune, et qu'il participerait au prochain sommet arabe d'Alger. Cette déclaration a été faite lors d'une conférence de presse coanimée par Ahmed Nasser Al-Mohammed Al-Ahmed Al-Djaber Al-Sabah et le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra, à l'issue de leurs entretiens lundi à Koweït. Le ministre koweïtien des Affaires étrangères a souligné que le vice-Emir de l'Etat du Koweït, le prince héritier, Cheikh Mishal Al-Ahmad Al-Jaber Al-Sabah, accordait un grand intérêt à la promotion de l'action arabe commune, et avait donné des instructions à l'effet d'apporter le soutien

nécessaire à l'Algérie lors du prochain sommet, soulignant que le Koweït « sera le premier pays à participer au sommet arabe d'Alger et le dernier à le quitter ». Le ministre koweïtien a réaffirmé la convergence des vues des deux pays vis-à-vis des questions régionales et internationales, de par leur conviction en « la nécessité de faire primer la légalité internationale sur l'ensemble des questions régionales », saluant les approches algériennes en la matière. Le ministre koweïtien a salué le rôle « distingué » de l'Algérie lors de sa participation, dimanche, à la réunion de concertation des ministres arabes des Affaires étrangères au Koweït, mettant en avant l'intérêt accordé par son pays au raffermissement et au renforcement des relations bilatérales solides, appelées à être promues à de plus larges perspectives.

ALGÉRIE-QATAR

L'Algérie et le Qatar conviennent de la mise en place d'un comité mixte scientifique

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, M. Abdelbaki Benziane, a reçu lundi l'ambassadeur du Qatar en Algérie, Abdulaziz Ali Naama Al Naama, au cours de laquelle il a été convenu de mettre en place un comité mixte scientifique entre les deux pays.

Le comité mixte scientifique regroupera des responsables de la recherche des deux pays pour « la proposition de thèmes de recherche et des sources de financement », indique le ministère dans un communiqué. Les deux parties ont également évoqué « les discussions entre M. Benziane et son homologue qatarie, Mme Bouthaina Bint Ali Aldjabr Al Nouaimi, lors de la tenue à Alger du 18^{ème} congrès des ministres arabes de l'enseignement supérieur ».

Cette rencontre a servi également d'occasion pour la partie algérienne de « remettre un projet d'accord consensuel à la partie qatarie, reprenant les grands axes de priorités des deux pays en matière de recherche scientifique, notamment celles accordées à la sécurité alimentaire, la sécurité énergétique et la santé du citoyen », relève la même source. « L'autre question abordée et incluse dans cet accord est celle relative au travail en commun des équipes des deux pays sur une recherche partenariale qui regroupera plusieurs entités économiques et scientifiques sur des programmes et projets structurants ». L'accord a prévu aussi « des mécanismes de suivi et d'évaluation à mi-parcours et en fin de parcours de tous les projets initiés », note le communiqué, précisant que cet accord « fera l'objet d'une signature à l'occasion d'une visite ministérielle ». Les deux parties ont examiné aussi « les possibilités d'organiser en réseautage les écoles des deux pays et encourager le jumelage entre les universités des deux pays sur les défis auxquels elles sont confrontées ». « Le développement de la mobilité académique entre les deux pays » sont des thèmes qui ont été également abordés lors de cette entrevue, conclut la même source.

OPEP+

M. Arkab prend part aujourd'hui à la 25^{ème} réunion ministérielle

Le ministre de l'Energie et des Mines Mohamed Arkab, prendra part mercredi aux travaux de la 25^{ème} réunion ministérielle Opep-non Opep (Opep+) qui se tiendra par visioconférence, a indiqué lundi un communiqué du ministère. Le même jour, M. Arkab participera, par visioconférence également, aux travaux de la 37^{ème} réunion du Comité ministériel conjoint de suivi Opep et non-Opep (JMMC), selon la même source. Depuis l'avènement de la pandémie de Covid-19

qui a fortement impacté les fondements de l'économie mondiale, les ministres en charge du pétrole de l'Opep+ se réunissent chaque mois pour examiner les développements récents du marché pétrolier international et évaluer le niveau de respect de leurs engagements de limitation de la production. Ainsi, sur la base des recommandations du JMMC, dont l'Algérie est un membre actif aux côtés de l'Arabie saoudite, des Emirats arabes unis, de l'Irak, du Kazakhstan, du Koweït, du Nige-

ria, de la Russie et du Venezuela, les pays signataires de la Déclaration de Coopération auront à décider de l'opportunité d'augmenter ou pas leur niveau global de production. La 37^{ème} réunion du JMMC et la 25^{ème} réunion ministérielle Opep-non Opep se tiennent dans un contexte marqué par une forte recrudescence des contaminations au variant Omicron, par une forte volatilité et par des tensions exacerbées sur les fondamentaux du marché pétrolier, note le ministère.

ALGÉRIE-INDONÉSIE

Volonté commune de booster la coopération dans le domaine de la recherche scientifique

L'Algérie et l'Indonésie ont manifesté, lundi, leur volonté commune de booster la coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique pour qu'elle soit « au diapason de l'excellence des relations historiques et politiques » entre les deux pays.

Lors de l'audience accordée par le ministre de

l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Abdelbaki Benziane, à l'ambassadeur d'Indonésie en Algérie, Chalief Akbar, les deux parties ont procédé à « une évaluation de la coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur et la recherche scientifique et ont constaté que cette coopération demeure en deçà

des potentialités que recèlent les deux pays », note un communiqué de ce ministère.

Dans ce cadre, les deux parties ont manifesté leur volonté commune de booster cette coopération pour qu'elle soit au diapason de l'excellence des relations historiques et politiques entre les deux pays. Pour ce faire, les deux parties ont convenu de « mettre en place un cadre juridique rénové qui prendra en compte les nouvelles tendances aux normes mondiales en pédagogie et en recherche scientifique et également les différentes réformes introduites dans le système d'enseignement des deux pays », indique le communiqué, relevant que ce cadre « doit aussi prendre en charge les grandes priorités des deux pays qui sont identiques, à savoir la sécurité alimentaire, la sécurité énergétique et la santé du citoyen ».

En outre, le ministre et l'ambassadeur

ont convenu de « développer la coopération universitaire autour des grands enjeux qui sont le numérique, la gouvernance, l'employabilité et l'assurance qualité » et se sont entendus de « mettre en place une équipe conjointe pour préparer cet accord ». Par ailleurs, ils ont convenu d'encourager la mobilité d'enseignants-chercheurs et des doctorants et les accueillir dans les laboratoires de recherche des deux pays, ajoute le communiqué, soulignant que les deux parties « ont particulièrement insisté sur la nécessité de prévoir des outils efficaces d'évaluation et de suivi de ce nouvel accord ». Elles ont également convenu de « renforcer la coordination entre les universités des deux pays pour mieux se positionner dans les projets et programmes de coopération dans le cadre de l'Organisation de la Conférence Islamique (OCI) et les Organisations internationales ».

CÉRÉALES

De nouvelles mesures pour réussir le programme d'irrigation d'appoint

De nouvelles mesures ont été prises par le ministère de l'Agriculture et du Développement rural afin de réussir le programme d'irrigation d'appoint prévu pour la campagne céréalière en cours, a indiqué mardi le ministère dans un communiqué. « Dans le cadre de l'encadrement de la campagne céréalière 2021/2022, notamment le programme d'irrigation d'appoint, le ministère de l'Agriculture et du Développement rural a pris de nouvelles mesures afin d'assurer la réussite de cette opération, et ce, à travers les missions qui seront effectuées à partir du

premier février 2022, par des commissions composées des cadres du secteur et des instituts techniques sous tutelle, au niveau des 35 wilayas concernées », selon la même source. Les missions porteront sur la vérification des parcelles, après géolocalisation précise des surfaces céréalières concernées par le programme d'irrigation d'appoint. Aussi, des réunions seront organisées régulièrement avec l'ensemble des acteurs des wilayas concernées par ce programme afin de déclencher, en cas de besoin l'irrigation d'appoint, en temps réel, sur la base des bulletins

d'alertes. En outre, des actions de sensibilisation et de proximité seront menées et consacrées à l'importance de l'utilisation de l'irrigation d'appoint des céréales, prônée par les pouvoirs publics pour pallier au déficit pluviométrique et pour accroître les rendements. Par ailleurs, dans le but d'encourager les céréaliculteurs à adhérer à ce programme, le ministère de l'Agriculture et du Développement rural a mis en place un dispositif de soutien et d'accompagnement pour l'acquisition d'équipements d'irrigation, ajoute le communiqué.